

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|--|--|-----------------------|--|---|
| Effet 1 : Les politiques et structures qui assurent et améliorent la sécurité nutritionnelle et le cadre de vie des Nigériennes et des Nigériens, particulièrement au niveau des groupes vulnérables, sont formulées et guident les décisions et actions du Gouvernement et de ses partenaires | <p>1. Nombre de politiques/ stratégies des ministères sectoriels qui intègrent les actions de sécurité nutritionnelle</p> <p>2. Mécanismes de coordination multisectorielle et multi-acteurs en place ou renforcés et fonctionnels</p> <p>3. Nombre de comités de gouvernance mis en place et fonctionnels</p> <p>4. Nombre de Systemes d'information mis en place et fonctionnels</p> | <p>1. Au moins 5 politiques sectorielles intègrent des objectifs ou interventions nutritionnelles d'ici juin 2019</p> <p>2. 8 cadres de concertation multiacteurs au niveau regional</p> <p>3. 4 Comités en place d'ici mars 2018 (Comité de Pilotage Stratégique de la PNSN, Comité Technique, Comité de Communication, Comité Scientifique)</p> <p>4. une plateforme Nationale d'information sur la nutrition (PNIN) et ses composantes fonctionnelles</p> | HC3N | - | - |
| Résultat 1.1 : La PNSN est vulgarisée et mise en œuvre à tous les niveaux à travers les instances de gouvernance et de coordination stratégiques et techniques sectoriels et multisectoriels fonctionnels | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 1.1.1 : Les instances et mécanismes de pilotage, de mise en œuvre et de concertation sont mis en place et sont fonctionnels aux niveaux sectoriel et multisectoriel | - | - | - | - | - |
| Activité 1.1.1 : Mettre en place et animer les instances de coordination et de gouvernance de la PNSN | - | - | HC3N | - | - |
| Activité 1.1.2 : Formaliser et élargir la cellule nutrition du HC3N | - | - | HC3N | - | - |
| Activité 1.1.3 : Créer des cellules nutrition ou désigner des points focaux nutrition dans tous les ministères sectoriels, la société civile et le secteur privé | - | - | Ministères sectoriels | - | - |
| Activité 1.1.4 : Apporter un appui aux cadres de coordination multisectoriels existants au niveau national | <p>1. Nombre de reunions de coordination des cadres de concertation multisectoriel</p> <p>2. Nombre de résolutions et recommandations concernant la nutrition, prises par les différentes structures ou collectivités</p> <p>3. Rapports / comptes rendus annuel de fonctionnement des cadres multisectoriels</p> | <p>1. 4 reunions annuelles (1 reunion/trimestre)</p> <p>2. 4comptes rendus des reunions/an</p> <p>3. 1 rapport annuel</p> | DMRC / HC3N | - | - |
| Activité 1.1.5 : Apporter un appui aux cadres de coordination multisectoriels existants aux niveaux décentralisés (régional et communal) | - | - | DMRC / HC3N | - | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|--|--|-------------|--|---|
| Résultat Intermédiaire 1.1.2 : La politique nationale de sécurité nutritionnelle et son plan d'action sont validés et adoptés par le gouvernement, puis vulgarisés auprès de tous les acteurs à tous les niveaux | - | - | - | - | - |
| Activité 1.2.1 : Partager et vulgariser la PNSN auprès de tous les acteurs à tous les niveaux via les divers cadres de concertation et lors des rencontres de plaidoyer | 1 atelier au niveau central 8 ateliers au niveau regional avec participation des communes 265 ateliers/reunion au niveau communal (1/comme) 2 CMPS4 3 GTN 5 CIO 8 reunion de cadres de concertations au niveau regional | - un atelier national - un atelier / région - une réunion / commune - une réunion niveau régional | - | - | - |
| Résultat 1.2 : Information nutritionnelle : Une information de qualité relative à la nutrition est produite et disponible à tous les niveaux et oriente la prise de décision et les actions des institutions | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 1.2.1 : Un système intégré de collecte et gestion de l'information est disponible et régulièrement mis à jour | - | - | - | - | - |
| Activité 1.2.1.1 : Mettre en place un système intégré de compilation, gestion et analyse des données nutritionnelles de qualité, qui prend en compte les systèmes existants, ainsi que les institutions qui vont utiliser ces données. | 1. Plateforme d'information pour la nutrition (NIPN) existante et opérationnelle 2. Nombre de systèmes sectoriels fournissant les données au SGIN (plateforme) 3. Nombre d'indicateurs nutritionnels d'impact et des déterminants intégrés dans le système d'information 4. Nombre de rapports d'analyse avec Résultats produits à partir des informations du système intégré | - | DSEC / HC3N | Les données sont disponibles | Implication des secteurs clés |
| Activité 1.2.1.2 : Renforcer les capacités des personnes en charge de la compilation et gestion des données du système d'information | 1. Nombre de personnes (points focaux) formées par institution | 50 | DSEC / HC3N | Les données sont disponibles | Implication des secteurs clés |
| Activité 1.2.1.3 : Renforcer les capacités en analyse des données, rapportage, et de diffusion des résultats | 1. Nombre de personnes formées 2. Nombre de rapports produits avec résultats d'analyses des données | 100% | DSEC / HC3N | Les données sont disponibles | Implication des secteurs clés |
| Activité 1.2.1.4 : Mettre à jour annuellement la cartographie des différents acteurs et leurs interventions en matière de sécurité nutritionnelle | 1. Document de cartographie des intervenants et leur interventions mis à jours 2. Couverture géographique des interventions de nutrition spécifiques et sensibles 3. Repartition géographique des intervenants | 2 | DSEC / HC3N | Les données sont disponibles | Implication des secteurs clés |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|--|---|-------------|--|---|
| Résultat Intermédiaire 1.2.2 : Des études sont conduites pour alimenter les systèmes d'information et informer la prise de décisions | - | - | - | - | - |
| Activité 1.2.2.1 : Conduire des études et de la recherche opérationnelle pour alimenter les systèmes d'information | 1. Nombre de recherche/ études menées 2. Nombre d'acteurs consultés dans les processus 3. Rapports d'études montrant contribution des recherche à la collecte et l'analyse des données pour le SGIN et diffusion des résultats | 1. 5 études 2. Acteurs de 8 secteurs clés 3. 5 rapports | - | - | - |
| Activité 1.2.2.2 : Conduire une étude sur le retour des investissements pour la nutrition (spécifique et sensible) au Niger | Nombre d'études conduites | 2 en 2017 (ex-ante) 2 en fin 2019 (ex-post) | - | - | - |
| Activité 1.2.2.3 : Conduire une étude représentative au niveau national pour établir la situation de référence en matière de disponibilité et consommation d'aliments fortifiés, aliments-véhicules potentiels pour la fortification et aliments potentiellement riches en micronutriments | - | - | - | - | - |
| Activité 1.2.2.4 : Conduire une étude représentative au niveau national pour établir la situation de référence en matière de statut/ carences en micronutriments | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 1.2.3 : L'information est utilisée par les décideurs et alimente la planification | - | - | - | - | - |
| Activité 1.2.3.1 : Revoir semestriellement et annuellement l'analyse des informations collectées afin d'alimenter la planification au niveau national | - | - | DPEP / HC3N | rôles et responsabilités assurés | Assistance techniques; RH |
| Activité 1.2.3.2 : Revoir semestriellement et annuellement l'analyse des informations collectées afin d'alimenter la planification au niveau régional (PDR, PIA et budget) | Proportion de régions produisant des rapports semestriels et annuels intégrant des indicateurs nutritionnels (d'ici fin 2018) | 100% | DPEP / HC3N | rôles et responsabilités assurés | Assistance techniques; RH |
| Activité 1.2.3.3 : Appuyer la revue annuelle de la planification/programmation au niveau communal pour garantir la prise en compte des aspects nutritionnels dans les Plans de développement communaux (PDC) et Plan d'Investissement Annuel (PIA) et budget | Proportion de communes produisant des rapports intégrant des indicateurs nutritionnels (d'ici 2019) | 13% en 2017 25% en 2018 75% en 2019 | DPEP / HC3N | rôles et responsabilités assurés | Assistance techniques; RH |
| Résultat Intermédiaire 1.2.4 : L'information est utilisée par les secteurs et les divers acteurs pour la revue et la mise à jour du plan d'action de la PNSN à mi-parcours et en fin de période | - | - | - | - | - |
| Activité 1.2.4.1 : Assurer la revue et mise à jour du plan d'action de la PNSN à mi-parcours et à la fin de la période | Nombre de revues organisées Nombre de documents actualisés | 1. rapport de revue a mi-parcours 2. document PA de PNSN mis à jour a mi-parcours 3. Rapport revue finale (3 ans) 4. Document PA mis à jour apres revue (3 ans) | - | - | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|--|---|-----------------|---|--|
| Résultat 1.3 : Les principales politiques, stratégies et plans d'actions sectoriels sont révisés et mettent en évidence la contribution des secteurs clés à la sécurité nutritionnelle | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 1.3.1 : Les politiques / stratégies sectorielles sont révisées pour intégrer la nutrition, et sont régulièrement mises à jour | - | - | - | - | - |
| Activité 1.3.1.1 : Conduire une analyse de situation de référence sur l'intégration de la nutrition dans les projets / programmes de développement dans les différents secteurs | Rapport de synthèses de l'analyse effectuée | 1 | DPEP / HC3N | L'engagement des secteurs impliqués / Disponibilité de ressources humaines qualifiées | Sessions d'identification des insuffisances dans la prise en compte de la nutrition dans les politiques / stratégies / programmes des secteurs concernés |
| Activité 1.3.1.2 : Faire un plaidoyer pour la révision des politiques et stratégies en vue d'intégrer ou repositionner la nutrition dans chaque secteur | Nombre d'événements (ateliers, séminaires, etc) de plaidoyer | 6 | DPEP / HC3N | L'engagement des secteurs impliqués / Disponibilité de ressources humaines qualifiées | Sessions d'identification des insuffisances dans la prise en compte de la nutrition dans les politiques / stratégies / programmes des secteurs concernés |
| Activité 1.3.1.3 : Appuyer la révision, la validation, la mise en œuvre et la mise à jour des politiques et stratégies sectorielles intégrant ou repositionnant la nutrition | 1. Nombre d'institutions appuyées pour la prise en compte de la nutrition lors des exercices de révision des politiques sectorielles | 17 | DPEP / HC3N | L'engagement des secteurs impliqués / Disponibilité de ressources humaines qualifiées | cabinet / équipe de consultants |
| Résultat Intermédiaire 1.3.2 : Le mécanisme de suivi-évaluation de la PNSN est en place et consolide les éléments provenant des plans d'action sectoriels et de leurs cadres de résultats incluant des indicateurs en lien avec la sécurité nutritionnelle | - | - | - | - | - |
| Activité 1.3.2.1 : Mettre en place le mécanisme de suivi-évaluation de la PNSN | 1. Cadre de suivi-évaluation par engagement 2. Rapport semestriel et annuel sur le suivi des indicateurs de chaque engagement 3. Cadre de suivi / mapping de la traçabilité des fonds mobilisés et alloués aux activités de la PNSN 4. Nombre de rapports de réunions de coordination multisectorielle des engagements de la PNSN | 1. cadre fonctionnel et complété par les acteurs 2. 2 rapports disponibles/an 3. 1 bilan annuel des financements consacrés à la nutrition à travers la PNSN 4. 4 réunions/an (1 réunion trimestrielle) | SG et DPEP/HC3N | Continuité de l'engagement et priorité accordée à la sécurité nutritionnelle | Assistance technique; Ateliers |
| Résultat Intermédiaire 1.3.3 : Des stratégies ciblant les décideurs publiques et leaders d'opinion sont élaborées et mises en œuvre pour lutter contre les carences en micronutriments et soutenir les initiatives et actions en faveur à fortification alimentaire | - | - | - | - | - |
| Activité 1.3.3.1 : Réviser et mettre à jour la stratégie nationale de lutte contre les carences en micronutriments en y intégrant les diverses approches de fortification | Document de stratégie Réunions techniques Atelier de validation | 1 document de stratégie révisé validé | - | - | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|---|---|--------------------------------------|--|--|
| Résultat 1.4 : Des stratégies sont développées pour le renforcement des capacités facilitant la mise en œuvre de la PNSN à tous les niveaux. | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 1.4.1 : Les besoins en renforcement de capacités managériales, opérationnelles et techniques des secteurs clés sont identifiés et un plan stratégique de renforcement des capacités est développé | - | - | - | - | - |
| Activité 1.4.1.1 : Produire une analyse des déficits de capacités pour chaque secteur. | Document de synthèse des besoins en renforcement de capacités produit | 1 (fin 2017) | chaque secteur supervisé par le HC3N | à compléter si possible | Consultants |
| Activité 1.4.1.2 : Elaborer un plan triennal multisectoriel de renforcement des capacités qui tienne compte des besoins spécifiques de chaque secteur (incluant le HC3N) | Un plan de renforcement de capacités par secteur est élaboré | 1 document du plan par secteur disponible (fin 2017) | chaque secteur supervisé par le HC3N | à compléter si possible | Consultants |
| Activité 1.4.1.3 : Evaluer, puis réviser et mettre à jour le plan triennal consolidé de renforcement des capacités à mi-parcours et à la fin de la période du PA de la PNSN en cours | 1. Rapport d'évaluation du plan stratégique à mi-parcours (2018) et à la fin de la période (fin 2019) 2. Documents révisés du plan stratégique de renforcement de capacités (mis à jour) à mi-parcours et à la fin de la période | - | - | - | - |
| Activité 1.4.1.4 : Renforcer les moyens humains de l'équipe nutrition du HC3N pour une meilleure coordination et opérationnalisation de la PNSN | Equipe nutrition en place | * 1 coordinateur central (national) * 1 technicien supérieur (bac+5) en politique sociale * 1 technicien supérieur en Nutrition et sécurité alimentaire * 1 biostatisticien; * 1 géographe/ cartographe * 1 anthropologue/ économiste/ éducation * 1 communicateur * 8 équipes PNSN régionaux (de 4 personnes) | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 1.4.2 : Un plan de renforcement des capacités des cadres de concertation (plateformes des acteurs multisectoriels) est mis en œuvre | - | - | - | - | - |
| Activité 1.4.2.1 : Appuyer la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités des secteurs | - | - | DMRC / HC3N | Mobilité des acteurs | table ronde de mobilisation de ressources Arbitrages ministériels |
| Activité 1.4.2.2 : Supporter la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités des secteurs | % des activités planifiées mises en œuvre | 100% | DMRC / HC3N | Mobilité des acteurs | Moyens financiers, RH |
| Activité 1.4.2.3 : Assurer la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des acteurs en charge de la coordination multisectorielles à tous les niveaux. | - | - | - | - | - |
| Activité 1.4.2.4 : Mettre en œuvre le plan de renforcement des capacités du HC3N et de ses coordinations régionales | Nombre de sessions de formation des cadres locaux de concertation | - | - | - | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|--|---|-----------------|--|---|
| Résultat 1.5 : Les ressources pour le financement de la PNSN sont mobilisées | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 1.5.1 : Les efforts de mobilisation de ressources incluant les sources innovantes sont coordonnés | - | - | - | - | - |
| Activité 1.5.1.1 : Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources et son plan d'action, y compris extérieures (notamment à travers le réseau SUN) pour la mise en œuvre de la PNSN | - | 1 | DPEP / HC3N | La non maîtrise des contours de financements de la nutrition | - |
| Activité 1.5.1.2 : Mettre en œuvre la stratégie de mobilisation de ressources pour la nutrition incluant le partenariat public privé (PPP) | 1. Nombre de rencontres de plaidoyer avec les parlementaires en faveur de la nutrition 2. Nombre de rencontres de plaidoyer pour l'accroissement des allocations budgétaires au niveau décentralisé dans les PDC / PIA 3. Nombre de facilités (1. Accès crédit, 2 financement collectivités, 3 subventions) du FISAN (Fonds d'Investissement pour la SAN) opérationnelles pour la nutrition 4. Nombre de projets et programmes financés cartographiés en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle 5. Autres (à définir par le document de | 1. 2 rencontres (sessions régulières) 2. 8 (1 rencontre par région) 3. 3 (Crédit, financement collectivités, Subventions) 4. (à déterminer) 5. (à déterminer) | DPEP / HC3N | La non maîtrise des contours de financements de la nutrition | - |
| Activité 1.5.1.3 : Mettre en place un mécanisme de financement innovant pour la nutrition à travers la création d'un fond spécial dédié associant le secteur privé et la société civile (Secteur minier, téléphonie mobile, donateurs privés) | Un mécanisme de financement innovant disponible | mecanisme opérationnel avant fin 2018 | Cabinet / HCI3N | La non maîtrise des contours de financements de la nutrition | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|---|---|--------------------|--|---|
| <i>Résultat Intermédiaire 1.5.2 : Les efforts des acteurs sont coordonnés pour assurer le suivi et la révision des dépenses sectorielles et multisectorielles allouées à la sécurité nutritionnelle, tant sur le plan national qu'au niveau décentralisé, selon le processus de revue des dépenses publiques.</i> | - | - | - | - | - |
| Activité 1.5.2.1 : Organiser annuellement une revue de dépenses publiques (RDP) consacrées à la nutrition dans les secteurs clefs | 1. Nombre de secteurs clés ayant alloué un montant spécifiquement destiné à la nutrition 2. Nombre de REVUES de dépenses publiques sectorielles renseignant sur les montants alloués spécifiquement à la nutrition 3. Pourcentage du budget des programmes sectoriels alloués à la nutrition | - | DPEP & DSEC / HC3N | La disponibilité des données | - |
| Activité 1.5.2.2 : Effectuer le suivi-évaluation des ressources mobilisées et utilisées pour la nutrition aux niveaux décentralisés (bilans des budgets des collectivités (communes et régions) et dans les collectivités locales) | 1. Montant annuel des budgets mobilisés pour la nutrition 2. Taux d'exécution des budgets alloués à la nutrition par les collectivités territoriales (CT) 3. Pourcentage des communes/CT ayant renseigné la fiche d'informations au travers du guide d'entretien (DMRC/HC3N) 4. Nombre de documents de rapport financiers sur la nutrition (ou prenant en compte la nutrition) élaborés et validés au niveau décentralisé (region) | 1. Pourcentage du budget alloué à la nutrition par rapport au budget global de l'institution 2. 75% 3. 60 % 4. 3 rapports/an | - | - | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|--|--|--|---|--|
| Résultat 1.6 : Les décideurs et leaders d'opinion sont devenus des acteurs favorables à la sécurité nutritionnelle | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 1.6.1 : Des stratégies de plaidoyer ciblant les décideurs et leaders d'opinion pour qu'ils deviennent des acteurs favorables à la nutrition sont élaborées et mises en œuvre | - | - | - | - | - |
| Activité 1.6.1.1 : Supervision par le comité de pilotage de stratégie et le comité technique de l'élaboration par le comité de communication, d'un plan intégré de plaidoyer sur la sécurité nutritionnelle harmonisé avec le plan de communication | Nombre de plan intégré de plaidoyer élaboré | 1 plan intégré de plaidoyer est élaboré | Comité multisectoriel en charge de la coordination, de l'harmonisation du suivi et des interventions de communication et de plaidoyer en faveur de la sécurité nutritionnelle. | Stabilité institutionnelle est assurée / Les pouvoirs législatifs et exécutifs sont engagés et disponibles / Volonté politique affirmée / les leaders d'opinion sont engagés / les canaux de diffusion sont disponibles / les besoins et opportunités sont régulièrement partagés | Un consultant international et un consultant national en communication sont engagés pour l'élaboration du plan de plaidoyer multisectoriel ainsi que pour appuyer l'élaboration de plans de communication sectoriels pendant 2 mois (ce sont les mêmes que pour l'élaboration du plan de communication / Un atelier de validation du plan de plaidoyer est organisé / Reprographie |
| Activité 1.6.1.2 : Coordonner la mise en œuvre du plan de plaidoyer sur la sécurité nutritionnelle, harmonisé avec le plan de communication | % d'activités du plan intégré de plaidoyer mis en œuvre Nombre d'activités de plaidoyer (journées parlementaires, tables rondes, forum, etc.) organisées par an | 80 % des activités du plan intégré de plaidoyer sont mises en œuvre | Comité multisectoriel en charge de la coordination, de l'harmonisation du suivi et des interventions de communication et de plaidoyer en faveur de la sécurité nutritionnelle. | Stabilité institutionnelle est assurée / Les pouvoirs législatifs et exécutifs sont engagés et disponibles / Volonté politique affirmée / les leaders d'opinion sont engagés / les canaux de diffusion sont disponibles / les besoins et opportunités sont régulièrement partagés | Identification de "parrains" parmi des parlementaires, des membres du gouvernement, de la société civile (notamment des femmes), etc. |
| Activité 1.6.1.3 : Supervision par le comité de pilotage de stratégie et le comité technique de l'élaboration par le comité de communication, d'un cadre d'engagement et de redevabilité mutuelle en faveur de la sécurité nutritionnelle (disponible en 8 langues), qui devra être signé par les l'ensemble des acteurs ciblés et sensibilisés | - | 100 % des textes des cadres de redevabilités sont supervisés par les CPS/CT de la PNSN | - | - | - |
| Activité 1.6.1.4 : Mettre en œuvre et assurer le suivi de la mise en œuvre du cadre de redevabilité pour les décideurs, leaders d'opinion et autres acteurs à tous les niveaux | Pourcentage de parlementaires, de membres du Gouvernement, et de présidents d'institutions nationales qui ont signé le cadre de redevabilité | 75% de parlementaires, de membres du Gouvernement, et de présidents d'institutions nationales ont signé le cadre de redevabilité | Comité multisectoriel en charge de la coordination, de l'harmonisation du suivi et des interventions de communication et de plaidoyer en faveur de la sécurité | Stabilité institutionnelle est assurée / Les pouvoirs législatifs et exécutifs sont engagés et disponibles / Volonté politique affirmée / les leaders d'opinion sont engagés / les canaux de diffusion sont disponibles / les besoins et opportunités sont | Le consultant international engagé périodiquement sur une période de 3 ans et le consultant national en communication est engagé pour mettre en œuvre du plan de communication pour une période de 3 ans (les mêmes que pour le plan de communication) élaborent |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------|--|
| Effet 1 : Les politiques et structures qui assurent et améliorent la sécurité nutritionnelle et le cadre de vie des Nigériennes et des Nigériens, particulièrement au niveau des groupes vulnérables, sont formulées et guident les décisions et actions du Gouvernement et de ses partenaires | 16 111 264 000 | 3 144 298 000 | 5 208 990 500 | 7 757 975 500 | - |
| Résultat 1.1 : La PNSN est vulgarisée et mise en œuvre à tous les niveaux à travers les instances de gouvernance et de coordination stratégiques et techniques sectoriels et multisectoriels fonctionnels | 2 168 820 000 | 651 505 000 | 591 045 000 | 926 270 000 | - |
| <i>Résultat Intermédiaire 1.1.1 : Les instances et mécanismes de pilotage, de mise en œuvre et de concertation sont mis en place et sont fonctionnels aux niveaux sectoriel et multisectoriel</i> | 1 500 200 000 | 367 085 000 | 398 945 000 | 734 170 000 | - |
| Activité 1.1.1 : Mettre en place et animer les instances de coordination et de gouvernance de la PNSN | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Activité 1.1.2 : Formaliser et élargir la cellule nutrition du HC3N | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Activité 1.1.3 : Créer des cellules nutrition ou désigner des points focaux nutrition dans tous les ministères sectoriels, la société civile et le secteur privé | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Activité 1.1.4 : Apporter un appui aux cadres de coordination multisectoriels existants au niveau national | 14 500 000 | 2 900 000 | 5 800 000 | 5 800 000 | Promouvoir les échanges à tous les niveaux au sein des structures de coordination avec les acteurs multisectoriels (CCC, CCR, CTD, etc.) |
| Activité 1.1.5 : Apporter un appui aux cadres de coordination multisectoriels existants aux niveaux décentralisés (régional et communal) | 1 485 700 000 | 364 185 000 | 393 145 000 | 728 370 000 | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|
| Résultat Intermédiaire 1.1.2 : La politique nationale de sécurité nutritionnelle et son plan d'action sont validés et adoptés par le gouvernement, puis vulgarisés auprès de tous les acteurs à tous les niveaux | 668 620 000 | 284 420 000 | 192 100 000 | 192 100 000 | - |
| Activité 1.2.1 : Partager et vulgariser la PNSN auprès de tous les acteurs à tous les niveaux via les divers cadres de concertation et lors des rencontres de plaidoyer | 668 620 000 | 284 420 000 | 192 100 000 | 192 100 000 | 1. Nombre d'ateliers de vulgarisation organisés à tous les niveaux 2. Nombre de réunions des cadres au niveau central (CIO, CMPS, GTN, Clusters); 3. Nombre de réunions avec décideurs de chaque secteur 4. Nombre de réunions des cadres de concertation décentralisés |
| Résultat 1.2 : Information nutritionnelle : Une information de qualité relative à la nutrition est produite et disponible à tous les niveaux et oriente la prise de décision et les actions des institutions | 7 382 711 875 | 1 611 503 375 | 2 270 882 375 | 3 500 326 125 | - |
| Résultat Intermédiaire 1.2.1 : Un système intégré de collecte et gestion de l'information est disponible et régulièrement mis à jour | 3 437 871 000 | 10 000 000 | 1 713 935 500 | 1 713 935 500 | - |
| Activité 1.2.1.1 : Mettre en place un système intégré de compilation, gestion et analyse des données nutritionnelles de qualité, qui prend en compte les systèmes existants, ainsi que les institutions qui vont utiliser ces données. | 3 407 871 000 | - | 1 703 935 500 | 1 703 935 500 | - |
| Activité 1.2.1.2 : Renforcer les capacités des personnes en charge de la compilation et gestion des données du système d'information | PM | - | - | - | PM (budget plateforme) |
| Activité 1.2.1.3 : Renforcer les capacités en analyse des données, rapportage, et de diffusion des résultats | PM | - | - | - | PM (budget plateforme) |
| Activité 1.2.1.4 : Mettre à jour annuellement la cartographie des différents acteurs et leurs interventions en matière de sécurité nutritionnelle | 30 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|----------------------|--------------------|----------------------|---|
| Résultat Intermédiaire 1.2.2 : Des études sont conduites pour alimenter les systèmes d'information et informer la prise de décisions | 1 702 175 000 | 1 378 725 000 | 100 000 000 | 223 450 000 | - |
| Activité 1.2.2.1 : Conduire des études et de la recherche opérationnelle pour alimenter les systèmes d'information | 250 000 000 | 50 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | Recherche opérationnelle coordonnée avec HC3N, localisée et au niveau national |
| Activité 1.2.2.2 : Conduire une étude sur le retour des investissements pour la nutrition (spécifique et sensible) au Niger | 246 175 000 | 122 725 000 | - | 123 450 000 | - |
| Activité 1.2.2.3 : Conduire une étude représentative au niveau national pour établir la situation de référence en matière de disponibilité et consommation d'aliments fortifiés, aliments-véhicules potentiels pour la fortification et aliments potentiellement riches en micronutriments | 603 000 000 | 603 000 000 | - | - | Assistance technique internationale + réunions techniques multisectorielles + atelier de validation |
| Activité 1.2.2.4 : Conduire une étude représentative au niveau national pour établir la situation de référence en matière de statut/ carences en micronutriments | 603 000 000 | 603 000 000 | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 1.2.3 : L'information est utilisée par les décideurs et alimente la planification | 2 211 165 875 | 222 778 375 | 442 696 875 | 1 545 690 625 | - |
| Activité 1.2.3.1 : Revoir semestriellement et annuellement l'analyse des informations collectées afin d'alimenter la planification au niveau national | 24 000 000 | - | 12 000 000 | 12 000 000 | - |
| Activité 1.2.3.2 : Revoir semestriellement et annuellement l'analyse des informations collectées afin d'alimenter la planification au niveau régional (PDR, PIA et budget) | 508 000 000 | 29 600 000 | 59 200 000 | 419 200 000 | - |
| Activité 1.2.3.3 : Appuyer la revue annuelle de la planification/programmation au niveau communal pour garantir la prise en compte des aspects nutritionnels dans les Plans de développement communaux (PDC) et Plan d'Investissement Annuel (PIA) et budget | 1 679 165 875 | 193 178 375 | 371 496 875 | 1 114 490 625 | 50% en 2018 et 100% en 2019 |
| Résultat Intermédiaire 1.2.4 : L'information est utilisée par les secteurs et les divers acteurs pour la revue et la mise à jour du plan d'action de la PNSN à mi-parcours et en fin de période | 31 500 000 | 0 | 14 250 000 | 17 250 000 | - |
| Activité 1.2.4.1 : Assurer la revue et mise à jour du plan d'action de la PNSN à mi-parcours et à la fin de la période | 31 500 000 | - | 14 250 000 | 17 250 000 | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|
| Résultat 1.3 : Les principales politiques, stratégies et plans d'actions sectoriels sont révisés et mettent en évidence la contribution des secteurs clés à la sécurité nutritionnelle | 513 052 125 | 134 214 625 | 175 728 125 | 203 109 375 | - |
| Résultat Intermédiaire 1.3.1 : Les politiques / stratégies sectorielles sont révisées pour intégrer la nutrition, et sont régulièrement mises à jour | 258 800 000 | 93 000 000 | 105 800 000 | 60 000 000 | - |
| Activité 1.3.1.1 : Conduire une analyse de situation de référence sur l'intégration de la nutrition dans les projets / programmes de développement dans les différents secteurs | 33 000 000 | 33 000 000 | 0 | 0 | Compléter l'analyse basée sur des rapports et aperçu des politiques liées à la nutrition au Niger comme base référentielle. A compléter avec d'autres éléments si nécessaire; Recourir au service d'un consultant spécialisé dans l'analyse des politiques avec connaissances en nutrition et sécurité alimentaire |
| Activité 1.3.1.2 : Faire un plaidoyer pour la révision des politiques et stratégies en vue d'intégrer ou repositionner la nutrition dans chaque secteur | 180 000 000 | 60 000 000 | 60 000 000 | 60 000 000 | Activité sectorielle à organiser en collaboration avec le comité de communication |
| Activité 1.3.1.3 : Appuyer la révision, la validation, la mise en œuvre et la mise à jour des politiques et stratégies sectorielles intégrant ou repositionnant la nutrition | 45 800 000 | 0 | 45 800 000 | 0 | Assistance technique pour la prise en compte et l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles. L'assistance technique se fera en étroite collaboration avec les points focaux nutrition de chaque secteur. |
| Résultat Intermédiaire 1.3.2 : Le mécanisme de suivi-évaluation de la PNSN est en place et consolide les éléments provenant des plans d'action sectoriels et de leurs cadres de résultats incluant des indicateurs en lien avec la sécurité nutritionnelle | 243 627 125 | 41 214 625 | 59 303 125 | 143 109 375 | - |
| Activité 1.3.2.1 : Mettre en place le mécanisme de suivi-évaluation de la PNSN | 243 627 125 | 41 214 625 | 59 303 125 | 143 109 375 | Utiliser les cadres de suivi-évaluation de chaque engagement pour établir un cadre global de suivi de la mise en œuvre et d'évaluation des résultats pour l'ensemble du plan d'actions multisectoriel |
| Résultat Intermédiaire 1.3.3 : Des stratégies ciblant les décideurs publiques et leaders d'opinion sont élaborées et mises en œuvre pour lutter contre les carences en micronutriments et soutenir les initiatives et actions en faveur à fortification alimentaire | 10 625 000 | - | 10 625 000 | - | - |
| Activité 1.3.3.1 : Réviser et mettre à jour la stratégie nationale de lutte contre les carences en micronutriments en y intégrant les diverses approches de fortification | 10 625 000 | - | 10 625 000 | - | Assistance technique nationale (60 jrs) + réunions techniques + atelier de validation |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------------|---|
| Résultat 1.4 : Des stratégies sont développées pour le renforcement des capacités facilitant la mise en œuvre de la PNSN à tous les niveaux. | 3 247 700 000 | 456 665 000 | 919 050 000 | 1 871 985 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 1.4.1 : Les besoins en renforcement de capacités managériales, opérationnelles et techniques des secteurs clés sont identifiés et un plan stratégique de renforcement des capacités est développé | 375 600 000 | 96 850 000 | 139 375 000 | 139 375 000 | - |
| Activité 1.4.1.1 : Produire une analyse des déficits de capacités pour chaque secteur. | 10 625 000 | 10 625 000 | - | - | - |
| Activité 1.4.1.2 : Elaborer un plan triennal multisectoriel de renforcement des capacités qui tienne compte des besoins spécifiques de chaque secteur (incluant le HC3N) | 11 625 000 | 11 625 000 | - | - | - |
| Activité 1.4.1.3 : Evaluer, puis réviser et mettre à jour le plan triennal consolidé de renforcement des capacités à mi-parcours et à la fin de la période du PA de la PNSN en cours | 12 350 000 | - | 6 175 000 | 6 175 000 | - |
| Activité 1.4.1.4 : Renforcer les moyens humains de l'équipe nutrition du HC3N pour une meilleure coordination et opérationnalisation de la PNSN | 341 000 000 | 74 600 000 | 133 200 000 | 133 200 000 | Renforcer l'équipe de la cellule nutrition du HC3N pour une meilleure coordination et un meilleur support technique. Y inclure de l'expertise sur les domaines clés (politique sociale, économie, éducation, WASH etc) |
| Résultat Intermédiaire 1.4.2 : Un plan de renforcement des capacités des cadres de concertation (plateformes des acteurs multisectoriels) est mis en œuvre | 2 872 100 000 | 359 815 000 | 779 675 000 | 1 732 610 000 | - |
| Activité 1.4.2.1 : Appuyer la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités des secteurs | - | - | - | - | - |
| Activité 1.4.2.2 : Supporter la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités des secteurs | - | - | - | - | - |
| Activité 1.4.2.3 : Assurer la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des acteurs en charge de la coordination multisectorielles à tous les niveaux. | 2 737 100 000 | 334 815 000 | 724 675 000 | 1 677 610 000 | - |
| Activité 1.4.2.4 : Mettre en œuvre le plan de renforcement des capacités du HC3N et de ses coordinations régionales | 135 000 000 | 25 000 000 | 55 000 000 | 55 000 000 | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|---|
| Résultat 1.5 : Les ressources pour le financement de la PNSN sont mobilisées | 729 380 000 | 26 410 000 | 349 485 000 | 353 485 000 | - |
| <i>Résultat Intermédiaire 1.5.1 : Les efforts de mobilisation de ressources incluant les sources innovantes sont coordonnés</i> | <i>449 250 000</i> | <i>24 700 000</i> | <i>210 275 000</i> | <i>214 275 000</i> | |
| Activité 1.5.1.1 : Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources et son plan d'action, y compris extérieures (notamment à travers le réseau SUN) pour la mise en œuvre de la PNSN | 10 625 000 | 10 625 000 | - | - | Assistance technique pour l'élaboration de la stratégie de mobilisation de ressources internes et externes. 1 consultant national qui travaillera avec le HC3N et les parties prenantes. Le consultant produira un documents précisant la stratégie et les étapes ainsi que les moyens de mise en oeuvre incluant l'opérationnalisation pour les niveau décentralisés |
| Activité 1.5.1.2 : Mettre en œuvre la stratégie de mobilisation de ressources pour la nutrition incluant le partenariat public privé (PPP) | 395 850 000 | - | 197 925 000 | 197 925 000 | Utiliser le document de stratégie de financement élaboré à l'activité précédente pour mettre en œuvre les activités retenues Compléter la liste des indicateurs avec le document de stratégie développé au 5.1.1.1. |
| Activité 1.5.1.3 : Mettre en place un mécanisme de financement innovant pour la nutrition à travers la création d'un fond spécial dédié associant le secteur privé et la société civile (Secteur minier, téléphonie mobile, donateurs privés) | 42 775 000 | 14 075 000 | 12 350 000 | 16 350 000 | Identifier avec les Conseils Régionaux la potentialité de mobilisation des fonds de programmes nutrition |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|-----------|-------------|-------------|-------|
| <i>Résultat Intermédiaire 1.5.2 : Les efforts des acteurs sont coordonnés pour assurer le suivi et la révision des dépenses sectorielles et multisectorielles allouées à la sécurité nutritionnelle, tant sur le plan national qu'au niveau décentralisé, selon le processus de revue des dépenses publiques.</i> | 280 130 000 | 1 710 000 | 139 210 000 | 139 210 000 | - |
| Activité 1.5.2.1 : Organiser annuellement une revue de dépenses publiques (RDP) consacrées à la nutrition dans les secteurs clefs | 244 000 000 | - | 122 000 000 | 122 000 000 | - |
| Activité 1.5.2.2 : Effectuer le suivi-évaluation des ressources mobilisées et utilisées pour la nutrition aux niveaux décentralisés (bilans des budgets des collectivités (communes et régions) et dans les collectivités locales) | 36 130 000 | 1 710 000 | 17 210 000 | 17 210 000 | - |

| ENGAGEMENT 1 : GOUVERNANCE | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| Résultat 1.6 : Les décideurs et leaders d'opinion sont devenus des acteurs favorables à la sécurité nutritionnelle | 2 069 600 000 | 264 000 000 | 902 800 000 | 902 800 000 | - |
| <i>Résultat Intermédiaire 1.6.1 : Des stratégies de plaidoyer ciblant les décideurs et leaders d'opinion pour qu'ils deviennent des acteurs favorables à la nutrition sont élaborées et mises en oeuvre</i> | <i>2 069 600 000</i> | <i>264 000 000</i> | <i>902 800 000</i> | <i>902 800 000</i> | - |
| Activité 1.6.1.1 : Supervision par le comité de pilotage de stratégique et le comité technique de l'élaboration par le comité de communication, d'un plan intégré de plaidoyer sur la sécurité nutritionnelle harmonisé avec le plan de communication | 0 | - | - | - | Comité multisectoriel en charge de la coordination, de l'harmonisation du suivi et des interventions de communication et de plaidoyer en faveur de la sécurité nutritionnelle. |
| Activité 1.6.1.2 : Coordonner la mise en œuvre du plan de plaidoyer sur la sécurité nutritionnelle, harmonisé avec le plan de communication | 1 304 000 000 | 264 000 000 | 520 000 000 | 520 000 000 | - |
| Activité 1.6.1.3 : Supervision par le comité de pilotage de stratégique et le comité technique de l'élaboration par le comité de communication, d'un cadre d'engagement et de redevabilité mutuelle en faveur de la sécurité nutritionnelle (disponible en 8 langues), qui devra être signé par les l'ensemble des acteurs ciblés et sensibilisés | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Activité 1.6.1.4 : Mettre en œuvre et assurer le suivi de la mise en œuvre du cadre de redevabilité pour les décideurs, leaders d'opinion et autres acteurs à tous les niveaux | 765 600 000 | - | 382 800 000 | 382 800 000 | - |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|---|--|---------------------------------------|---|--|
| EFFET : - La population cible utilise effectivement les interventions promotionnelles, préventives et curatives mise en œuvre par le système de santé et les plateformes communautaires (couverture effective) - La population cible connaît, demande, accepte et a accès à toutes les interventions promotionnelles, préventives et curatives | 1. Taux (%) de couverture des interventions à haut impact dans les domaines préventifs et curatifs spécifiques à la nutrition (ciblant les jeunes enfants, les adolescentes, les mères) ; 2. Taux (%) de nourrissons et de jeunes enfants bénéficiant de pratiques optimales d'ANJE (en référence aux indicateurs standards) ; 3. Taux (%) de femmes/mères et personnes en charge des soins aux jeunes enfants qui ont accès à des services nutritionnels de qualité ; 4. Taux (%) de professionnels de santé, relais communautaires et autres acteurs clés qui ont les connaissances et capacités de fournir des services de qualité spécifiques à la nutrition ; 5. Taux (%) de professionnels de santé et acteurs communautaires qui appliquent leur savoir et compétences dans la provision de services en nutrition ; 6. Taux (%) de leaders et cadres qui ont les capacités et compétences pour gérer les ressources et atteindre les résultats attendus pour la sécurité nutritionnelle. 7. Taux (%) de femmes enceintes et allaitantes recevant une alimentation enrichie en période de soudure et/ou en situation d'urgence ; 8. Taux (%) de enfants de - de 2 ans et femmes enceintes et allaitantes ayant accès à une alimentation de complément enrichie ; 9. Taux (%) de la population ayant accès à des produits alimentaires fortifiés/enrichis | | MSP | |
| Résultat 2.1 : Une coordination effective de la nutrition dans le domaine la santé qui facilite une analyse multisectorielle et une reponse adéquate à la malnutrition est assurée. | | | | |
| Résultat intermédiaire 2.1.1 : Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé sont en place | - | - | - | - |
| Activité 2.1.1.1 : Eriger la Direction de la Nutrition en Direction Générale Nutrition (DGN) | La DGN est mise en place | Base: 0; Cible: 2017 | MSP | Texte réglementaire portant sur la création, l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la DGN / Disponibilité des RH de qualité |
| Activité 2.1.1.2 : Mener un plaidoyer pour le recrutement de nutritionnistes pour les régions et districts sanitaires | Pourcentage de districts sanitaires ayant des nutritionnistes dans l'équipe cadre | Au moins 80% des districts sanitaires | Haut Commissariat à l'Initiative 3N / (MSP) | Etat des lieux et répartition géographique des ressources humaines |
| Activité 2.1.1.3 : Rendre plus opérationnel les organes de coordination de la nutrition du MSP (CMPS 4, GTN, réunions de coordination, etc.) | % de réunions de CMPS4 et GTN tenues sur le nombre prévu, ayant fait l'objet d'un PV | 100% | DN/MSP | Textes réglementaires portant la création, l'organisation, les attributions et le fonctionnement des différents organes de coordination |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|---|---|--|---------------------------|--|
| Activité 2.1.1.4 : Intégrer les points focaux nutrition dans les équipes cadres des districts sanitaires et redéfinir leur cahier des charges, ainsi que celui des points focaux des DRSP | Nombre de districts disposant d'un point focal nutrition membre de l'ECD | 12 (4 par an) | DN | Disponibilité des RH de qualité |
| Activité 2.1.1.5 : Renforcer / Mettre en place des organes de coordination de la nutrition au niveau des régions et des districts sanitaires | Nombre d'organes de coordination de la nutrition opérationnels au niveau régional et des districts sanitaires | Base: 8; Cible : 80 (72 district et 8 régions) en 2017 | | |
| Activité 2.1.1.6 : S'assurer de la représentativité des femmes au sein des COGES / COSAN | % des formations sanitaires dont les COGES/COSAN dispose d'au moins une femme avec un poste de responsabilité | base ND; Cible: 50% (décembre 2019) | DEP/MSP | Respect et prise en compte des droits de la femme |
| Activité 2.1.1.7 : Assurer chaque trimestre une analyse et un partage des données multisectorielles de nutrition | Nombre de bulletins d'information sur les données nutritionnelles multisectorielles diffusés chaque trimestre | Base: 0,5; Cible: 1 (à partir de 2017) | HC3N | Engagement des différents secteurs / Système efficace de collecte et transmission de données |
| Activité 2.1.1.8 : Mener des enquêtes de nutrition, et faire la recherche opérationnelle | Nombre d'enquêtes nutritionnelles et recherches opérationnelles menées chaque année | Base: 1; Cible: 3 (chaque année) | Direction de la Nutrition | Disponibilité des ressources et expertise nationales |
| Activité 2.1.1.9 : Organiser une évaluation conjointe annuelle de la situation nutritionnelle dans les zones à risque élevé de malnutrition et apporter une réponse adéquate | Nombre de rapport d'évaluation annuelle conjointe de la situation nutritionnelle des zones à risque élevé de malnutrition est disponible, ainsi qu'un plan de riposte | Base: 0; Cible: 1 (chaque année) | | Bonne collaboration des différents ministères sectoriels |
| Résultat intermédiaire : 2.1.2 : Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé destinés spécifiquement aux adolescentes et aux femmes en âge de procréer sont mis en place | | | | |
| Activité 2.1.2.1 : Intégrer les problématiques nutritionnelles liées aux adolescentes dans la politique de santé nutritionnelle | La nutrition des adolescentes est intégrée dans la politique de santé nutritionnelle | La problématique de nutrition des adolescents est intégrée dans la politique de santé nutritionnelle | DN/MSP | Elaboration / Révision de la politique de santé nutritionnelle |
| Activité 2.1.2.2 : Renforcer la stratégie "santé à l'école", avec une composante nutrition forte | La stratégie santé scolaire est renforcée par une composante nutrition | La nutrition est partie intégrante de la stratégie "santé à l'école" | | Elaboration / Révision de la "stratégie santé à l'école" |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|---|---|---|---|---|
| Résultat intermédiaire 2.1.3 : Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé destinés spécifiquement aux femmes enceintes et aux femmes allaitantes sont en place | | | | |
| Activité 2.1.3.1 : Renforcer la place de la nutrition dans la stratégie de Consultation Pré Natale recentrée (CPNr) | Un paquet d'activités nutrition est intégrée dans la CPNr | Oui | Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant | La verticalité des structures communautaires / Des mesures concrètes sont prises pour la mise en œuvre de l'engagement sur la prise en charge de la motivation des volontaires communautaires |
| Activité 2.1.3.2 : Renforcer la législation protégeant les femmes enceintes et allaitantes ainsi que sa mise en oeuvre | Pourcentage administrations et les institutions publiques ou privées qui mettent en place un dispositif fonctionnel de protection de FEFA | Au moins 50% des administrations et institutions (2019) | | Activités néfastes de blocage des compagnies productrices de substituts du lait maternel |
| Résultat intermédiaire 2.1.4 : Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé destinés aux enfants de moins de six mois sont en place | | | | |
| Activité 2.1.4.1 : Réviser, Adopter et mettre en oeuvre le code de commercialisation de substitut du lait maternel et les textes de son application | 1. Un document validé de loi nationale sur le code de commercialisation est disponible 2. Textes d'application disponibles et vulgarisés | 1. 2016: Code de commercialisation techniquement validé 2. Loi et textes d'application adoptées (2017) et disseminées (2018) | Direction de la nutrition | Un plaidoyer auprès des autorités compétentes sur la base d'un état des lieux / Activités néfastes de marketing des compagnies de substituts du lait maternel |
| Activité 2.1.4.2 : Mener un plaidoyer pour la mise en place de garderies d'enfant / espaces d'allaitement dans les lieux de travail | Textes de loi adoptés grâce à un plaidoyer | Adoption des textes de loi (2017) et mise en œuvre de la loi dès l'année suivante | DN / MAS | |
| Résultat intermédiaire 2.1.5 Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé destinés aux enfants de 6 à 59 mois (avec une attention particulière sur les enfants de 6 à 24 mois) sont en place | | 13 499 205 762 | | |
| Activité 2.1.5.1 : Réviser la stratégie nationale de prévention de malnutrition chronique, particulièrement sur les problématiques liées aux compléments alimentaires et à l'hygiène et à l'assainissement. | La stratégie nationale de prévention de malnutrition chronique est révisée et validée | Oui | Direction de la Nutrition | Le plan de mise à l'échelle des activités ANJE est finalisé / Le suivi post-formation |
| Activité 2.1.5.2 : Assurer le positionnement adéquat de la nutrition dans les campagne de santé (exemples SSE, JNV, CPS, etc.) | Niveau d'intégration de la nutrition dans les campagnes de santé | 2019: Au moins 80% des campagnes de santé associent la nutrition | | Validation et mise en œuvre du plan d'intégration de la nutrition dans les campagnes de santé |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|--|---|--|---|---|
| Résultat 2.2 : Prestation de services de promotion et de prévention nutritionnelle Des interventions de qualité à travers tout le pays pour sont disponibles : La supplémentation en fer/acide folique (adolescentes et femmes enceintes) / Counseling et soutien à l'allaitement maternel exclusif / Counseling et soutien à l'alimentation de complément (nourrisson et jeune enfant) / Fortification des aliments à domicile avec des poudres de multi micronutriments / Supplémentation en Vitamine A / Déparasitage / Distribution alimentaire générale et ciblée en cas d'urgence / L'iodation universelle du sel / Fortification des aliments de base (aliments vecteurs) / Enrichissement des aliments locaux de complément. | | | | |
| Résultat intermédiaire 2.2.1 : Les structures nécessaires pour la mise en œuvre des services essentiels de nutrition sont renforcés | | | | |
| Activité 2.2.1.1. : Contribuer à l'extension des plateformes communautaires bien structurées | 1. Document de stratégie nationale de participation communautaire disseminé / Guide de mise en oeuvre et manuels de formation intégrés disponibles 2. Proportion des villages ayant des structures communautaires en place et fonctionnelles | 1. Décembre 2016: Document de stratégie, guide de mise en oeuvre et manuels de formation disponibles et disseminés 2. Décembre 2019: Au moins 50% des villages disposent des structures communautaires fonctionnelles | Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant | La verticalité des structures communautaires / Des mesures concrètes sont prises pour la mise en œuvre de l'engagement sur la prise en charge de la motivation des volontaires communautaires |
| Activité 2.2.1.2 : Rendre performant le système d'approvisionnement en intrants (Médicaments, produits thérapeutiques). | 1. Un système d'approvisionnement performant et intégré au système logistique national est mis en place et fonctionnel 2. Taux de rupture de stock au niveau périphérique lié au système de transport | 1 système d'approvisionnement intégré fonctionnel (2017) 2. 0% de rupture | ONPPC | Des mesures sont prises pour assurer l'intégration du système d'approvisionnement dans le système national |
| Activité 2.2.1.3 : Assurer une meilleure répartition des RH disponibles | Plaidoyer assuré et régulièrement mis à jour pour le respect des normes au niveau des formations sanitaires | Au moins 80% des formations sanitaires répondent aux normes requises en RH (2019) | DRH/MSP | Une politique de ressources humaines est disponible et appliquée / Les considérations familiales et les besoins de services |
| Activité 2.2.1.4. Renforcer les capacités de monitoring communautaire dans les structures de santé | Fréquence du monitoring communautaire dans les structures de santé | 2019: Au moins 80% des structures sanitaires ont des compétences renforcées de monitoring communautaire | DRSP/DS | Intégration du renforcement des capacités de monitoring communautaire dans les plans d'action des DRSP/DS |
| Résultat intermédiaire 2.2.2 : Les services essentiels de nutrition destinés aux adolescentes et aux femmes en âge de procréer sont renforcés | | | | |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|--|---|---|--|--|
| Activité 2.2.2.1 : Assurer la supplémentation en fer acide folique/multimicronutriments, le déparasitage et les conseils en nutrition chez les adolescentes. | 1. Guide de mise en oeuvre et plan de communication disponibles 2. Proportion des adolescentes ayant bénéficié du fer acide folique/multimicronutriments 3. Proportion des adolescentes ayant été déparasitées 4. Proportion des adolescentes ayant bénéficié de conseils adaptés sur la nutrition | 1. Décembre 2017: Un guide de mise en oeuvre et un plan de communication sont disponibles 2. Au moins 50% des adolescentes ont bénéficié du fer acide folique/multimicronutriments (2019) 3. Au moins 80 % des adolescentes sont déparasitées (2019) 4. Au moins 50 % des adolescentes ont bénéficié de conseils adaptés sur la nutrition (2019) | Direction Générale de la Santé de la reproduction (DGSR) | Les stratégies sont adoptées. Les plateformes sont identifiées et fonctionnelles |
| Activité 2.2.2.2 : Former les agents de santé sur les services aux adolescents y compris l'accueil dans les structures sanitaires | 1. Des modules de formation sont élaborés, validés et disponibles 2. Nombre d'agents de santé formés sur les services aux adolescentes et l'accueil | 1. Modules de formation disponibles (Décembre 2017) 2. Décembre 2017: 1 800 Agents de santé formés (2 agents par structure) | Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant (DSME) | L'adhésion du personnel de santé |
| Résultat intermédiaire 2.2.3 : Les services essentiels de nutrition destinés aux femmes enceintes et allaitantes sont renforcés | | | | |
| Activité 2.2.3.1 : Evaluer et redynamiser l'initiative Hôpitaux : structures de santé Amis des Bébé | 1. Un rapport d'évaluation de la situation IHAB est disponible 2. Proportion des hôpitaux accrédités amis de bébés chaque année | 1. Décembre 2016: rapport d'évaluation disponible 2. Décembre 2019: au moins 80% des hôpitaux accrédités amis de bébés chaque année | Direction Générale de la Santé de la Reproduction (DGSR) | La coordination et la supervision régulière des hôpitaux |
| Activité 2.2.3.2 : Renforcer le déparasitage et la supplémentation en fer acide folique / multimicronutriments, le déparasitage et les conseils en nutrition chez les femmes enceintes et allaitantes. | 1. Déc 2017: Un guide de mise en oeuvre et un plan de communication sont disponibles 2. Proportion des FEFA ayant bénéficié du fer acide folique / multimicronutriments 3. Proportion des FEFA ayant été déparasitées 4. Proportion des FEFA ayant bénéficié de conseils adaptés sur la nutrition | 1. Un guide de mise en oeuvre et un plan de communication sont disponibles (Décembre 2017) 2. Au moins 90 % Proportion des FEFA ont bénéficié du fer acide folique / multimicronutriments (2019) 3. Au moins 90 % des FEFA ont été déparasitées (2019) 4. Au moins 70 % des FEFA ont bénéficié de conseils adaptés sur la nutrition (2019) | Direction Générale de la Santé de la Reproduction (DGSR) | Les stratégies sont adoptées. Les plateformes sont identifiées et fonctionnelles |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|---|---|--|--------------------------------|--|
| Activité 2.2.3.3 : Renforcer le suivi nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes (MUAC, gain de poids) | Proportion de femmes enceintes et de femmes allaitantes malnutries aigues | Taux < 1% | Direction de la Nutrition | Le suivi regulier du statut nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes, <u>Intégration à la CPN</u> |
| Activité 2.2.3.4 : Etendre la supplémentation nutritionnelle des FEFA dans les situations difficiles, notamment la période de soudure et les situations d'urgence. | * Proportion de femmes enceintes et allaitantes vivant dans les zones vulnérables ayant reçu une supplémentation nutritionnelle * Proportion des enfants 6 à 23 mois vivant dans les zones vulnérables ayant reçu une supplémentation nutritionnelle | 2019: 90% des groupes cibles atteints (chaque année: 130 000 enfants de 6 à 23 mois et 120 000 femmes enceintes et allaitantes) | Direction de la Nutrition | Les ressources sont disponibles Les informations sur les zones et les personnes vulnérables sont disponibles |
| Résultat intermédiaire 2.2.4 : Les services essentiels de nutrition destinés aux enfant de moins de 6 mois sont renforcés | | | | |
| Activité 2.2.4.1 : Etendre le réseau de promotion et de conseil en allaitement maternel exclusif | Nombre d'établissement sanitaires impliqués dans le réseau. Nombre d'unités de conseils en allaitement exclusif mis en place | 2019: Au moins 80% des établissements sanitaires assurent la promotion et le conseil en allaitement exclusif | Direction de la Nutrition | Insertion dans les plans de developement:action des Districts sanitaires, Détachement d'un personnel spécifique pour <u>le conseils en allaitement</u> |
| Activité 2.2.4.2. Renforcer le suivi et promotion de la croissance à travers le service de consultation des nourrissons | Proportion d'enfants de moins de 5 ans bénéficiant du suivi de la croissance au niveau des consultations nourrissons | 2019: 100% des enfants de moins de 5 ans sont suivi en consultation nourrissons pour leur croissance et reçoivent les conseils nutritionnels appropriés | Direction de la Nutrition | Insertion dans les plans de developement:action des Districts sanitaires, Détachement d'un personnel spécifique pour <u>le conseils en Allaitement</u> |
| Résultat intermédiaire 2.2.5 : Les services essentiels de nutrition destinés aux enfants de 6 à 59 mois (avec une attention particulière pour les enfants de 6 à 24 mois) sont renforcés | | | | |
| Activité 2.2.5.1 : Etendre le réseau de promotion et de conseil en ANJE et pratiques préventives et de soins | 1. Proportion des relais communautaires qui assurent la promotion et le conseil en ANJE 2. Proportion de groupes de soutien ANJE fonctionnels | 1. 100% de relais communautaires assurent la promotion et le conseil en ANJE (d'ici fin 2019) 2. 100% groupes de soutien ANJE sont fonctionnels (2019) | Direction de la Nutrition (DN) | Un financement suffisant est disponible / Le suivi et l'assurance qualité |
| Activité 2.2.5.2 : Mettre à l'échelle la fortification des aliments à domicile des enfants de 6 à 23 mois en MNPs. | Proportion d'enfants de 6 à 23 mois qui ont bénéficié des MNPs pendant 6 mois | Au moins 30% d'enfants de 6 à 23 mois (d'ici fin 2019) | | Le supply est disponible selon les conditions requises / Les documents de mise en œuvre sont <u>finalisés et validés</u> |
| Activité 2.2.5.3 : Assurer la supplémentation en micronutriments, le déparasitage et les conseils en nutrition chez les enfants de moins de 5 ans | 1. Proportion d'enfants de moins de 5 ans qui ont bénéficié de deux doses annuels de vitamine A 2. Proportion d'enfants de moins de 5 ans qui ont bénéficié de 2 doses annuelles de déparasitant | 1. Au moins 95% des enfants de moins de 5 ans ont bénéficié de deux doses annuels de vitamine A (2019) 2. Au moins 95 % des enfants de moins de 5 ans ont bénéficié de 2 doses annuelles de déparasitant (2019) | | Organisation des campagnes de masse (semaines survie de l'enfant) et renforcement des activités de routine. |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|--|---|--|---------------------------|--|
| Activité 2.2.5.4 : Multiplier le nombre d'unités de production de farine de complément à base d'aliments locaux | 1. Un état des lieux des structures fonctionnelles et un document normatif sur la production locale des farines sont disponibles 2. Proportion d'unités de production fonctionnelles par région | 1. Un état des lieux et un document normatif sont disponibles (2017) 2. 100% des unités de production prévues sont en place d'ici fin 2019 (au moins 3 unités par région, soit 24 unités) | | La volonté de soutenir ces unités existe / Une bonne organisation des groupements de femmes |
| Activité 2.2.5.5 : Renforcer les capacités des prestataires de santé et des relais communautaires sur l'ANJE | Proportion d'agents de santé formés sur l'ANJE | D'ici fin 2019, 100% des agents de santé sont formés (au moins 2 agents de santé par structure de santé) | | Le plan de mise à l'échelle des activités ANJE est finalisé / Le suivi post-formation |
| Activité 2.2.5.6 : Etendre la supplémentation nutritionnelle des enfants de 6 à 23 mois dans les situations difficiles, la période de soudure et les situations d'urgence. | 1. Proportion de femmes enceintes et allaitantes vivant dans les zones vulnérables ayant reçu une supplémentation nutritionnelle 2. Proportion des enfants 6 à 23 mois vivant dans les zones vulnérables ayant reçu une supplémentation nutritionnelle | 1. 90% des FEFA (soit 120 000 FEFA) vivant dans les zones vulnérables ont reçu une supplémentation nutritionnelle (2019) 2. 90 % des enfants 6 à 23 mois (soit 130 000 enfants) vivant dans les zones vulnérables ont reçu une supplémentation nutritionnelle | | Les ressources sont disponibles / Les informations sur les zones et les personnes vulnérables sont disponibles |
| Résultat intermédiaire 2.2.6 : La disponibilité du sel adéquatement iodé au niveau des ménages au Niger est assurée | | | | |
| Activité 2.2.6.1 : Renforcer le système de contrôle du sel au Niger | 1. Nombre des modules de formation révisés 2. Nombre d'agents formés 3. Pourcentage de postes frontaliers supervisés 4. Pourcentage de postes frontaliers dotés en kit de test rapid 5. Pourcentage de postes dotés en réactifs réactifs 6. Nombre d'agents formés dotés de photomètres portable 7. Nombre de système de collecte et d'analyse mis en place | 1. 1 2. 160 3. 100% 4. 100% 5. 100% 6. 160 1.1 | | |
| Activité 2.2.6.2 Réaliser une étude de faisabilité de l'iodation du sel au Niger | 1. Rapport de l'étude technique 2. Atelier de présentation et de diffusion de l'étude | 1. 1 rapport 2. 2 ateliers | | |
| Activité 2.2.6.3 Appuyer la mise en place des unités d'iodations du sel | 1. Nombre de business plan élaboré 2. nombre d'importateurs de sel formés 3. Nombre d'unités d'iodation de sel doté en équipements et matériel | 1. 1 | | |
| Activités 2.2.6.4 : Mettre en œuvre des activités de communication sur le sel iodé | 1. nombre de Journée de plaidoyer 2. Nombre d'atelier de plaidoyer 3. Nombre d'outils produits et diffusés 4. Séances de CCSC au profit des acteurs 5. Nombre de débats télévisés | | | |
| Activités 2.2.6.5 : Coordonner la mise en œuvre des activités | 1. Nombre de réunions du comité TDCT national 2. Nombre de réunions du comité TDCT régional | | | |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|---|---|---|---------------------------|---|
| Résultat intermédiaire 2.2.7 : Fortification des aliments de complément | | | | |
| Activité 2.2.7.1 : Appuyer la fortification des aliments de complément | | | | |
| Résultat intermédiaire 2.2.8 : Fortification des aliments de base | | | | |
| Activité 2.2.8.1 : soutenir la fortification des aliments de base | | | | |
| Résultat 2.3 : Prestation de services de prise en charge Des interventions de qualité à travers tout le pays pour le dépistage et la prise en charge de la MAS/MAM sont disponibles. | | | | |
| Résultat intermédiaire 2.3.1 : Le dépistage et le référencement des enfants et des femmes sont assurés | | | | |
| Activité 2.3.1.1 : Organiser des campagnes trimestrielles de dépistage de la malnutrition au niveau communautaire | Nombre et fréquence des campagnes de dépistage de la malnutrition au niveau communautaire | Une campagne de dépistage communautaire par trimestre (2019) | DN | Existence d'un réseau de relais communautaires formés et actifs |
| Activité 2.3.1.2 : Consolider le dépistage systématique de la malnutrition au niveau des centres de santé | Proportion d'enfants fréquentant les centres de santé ayant été dépistés pour la malnutrition | 100% des enfants fréquentant les centres de santé sont dépistés pour la malnutrition (2019) | | Circuit unique fonctionnel |
| Activité 2.3.1.3 : Assurer le dépistage systématique de la malnutrition chez les femmes enceintes et allaitantes | Taux de dépistage de la malnutrition chez les femmes enceintes et allaitantes dans les centres de santé | 100% des femmes enceintes et allaitantes qui accèdent aux centres de santé sont dépistées pour la malnutrition (2019) | | Disponibilité d'intrants |
| Activité 2.3.1.4 : Rendre opérationnel le système de référencement des enfants malnutris | Proportion FEFA référencées | 100% des femmes enceintes et allaitantes et des enfants dépistés malnutris sont référés au centre de santé pour prise en charge (2019) | | Fonctionnalité des services de santé |
| Résultat intermédiaire 2.3.2 : Disponibilité et accessibilité des services de qualité de traitement de la malnutrition aiguë sont assurées | | | | |
| Activité 2.3.2.1 : Assurer dans tous les centres un approvisionnement régulier en intrants thérapeutiques et en médicaments essentiels | 1. Pourcentage des formations sanitaires ayant une durée de rupture inférieure à 15 jours dans l'année 2. Le taux de la ligne budgétaire au niveau du MSP est réhaussé chaque année pour l'achat des intrants nutritionnels (lait, Plumpy nut) et médicaments essentiels (amoxiciline, RoSMal, etc.) | 1. 100% des formations sanitaires ont une durée de rupture inférieure à 15 jours dans l'année 2. La proportion annuelle du budget des intrants augmente chaque année | ONPPC | Rupture d'intrants et médicaments |
| Activité 2.3.2.2 : Doter tous les centres de prise en charge de la malnutrition en matériels et supports de gestion | Proportion des centres de prise en charge disposant du kit de gestion (2 balances, une toise, 10 MUAC, un registre, kits culotte, thermomètre, les fiches individuels et fiches de stock) | 100% des centres (chaque année) | Direction de la Nutrition | Disponibilité des matériels et supports |
| Activité 2.3.2.3 : Recruter et affecter des nutritionnistes dans les régions et districts sanitaires | 1. Proportion des DRSP disposant d'au moins un nutritionniste 2. Proportion des districts disposant d'au moins un nutritionniste | 1. 100% des DRSP (décembre 2016) 2. 80% des districts (décembre 2017), 100% des districts (décembre 2018) | MSP | Insuffisance de postes budgétaires |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|---|---|---|---------------------------|---|
| Activité 2.3.2.4 : Renforcer les capacités des prestataires sur la Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigue (PCIMA) y compris la prise en charge médicale des enfants malnutris atteints de VIH+ | Nombre des prestataires formés sur la PCIMA | 3000 agents (1000 par an) | DN | Disponibilité des ressources: Modules de formation, Ressources financières, matérielles et humaines |
| Activité 2.3.2.5 : Recruter au moins 9 267 agents de santé pour appuyer la prise en charge de la malnutrition | Pourcentage des 9 267 agents de santé recrutés | Décembre 2017:40% Décembre 2018:70% Décembre 2019: 100% | MSP | Volonté politique / Agents disponibles / Insuffisance de postes budgétaires |
| Activité 2.3.2.6 : Assurer la supervision des activités de récupérations nutritionnelles | Nombre de supervisions nationales, régionales et des districts effectuées | 2 fois pour le niveau national, 4 fois pour le niveau régional et 12 fois au niveau des districts chaque année | Direction de la Nutrition | Insuffisance de l'intégration de la nutrition dans le PMA des CSI |
| Activité 2.3.2.7 : Réviser le protocole national de la PCIMA en 2019 | Protocole national de la PCIMA révisé disponible | protocole révisé et validé (décembre 2019) | Direction de la Nutrition | Inadaptation du protocole aux éventuelles nouvelles normes de PEC |
| Activité 2.3.2.8 : | | | | |
| Résultat intermédiaire 2.3.3 : Le traitement de la malnutrition aiguë est intégré et mis à l'échelle dans les services de santé publics | | | | |
| Activité 2.3.3.1 : Etendre la prise en charge de la Malnutrition Aiguë : (MAS et MAM) à toutes les cases de santé (formation, équipement, intrants, médicaments) | 1. Proportion d'agents de santé communautaire travaillant dans les cases de santé formés dans la prise en charge de la malnutrition 2. Proportion de cases de santé assurant la prise en charge de la Malnutrition aiguë | 1. 75% (en 2019) des agents de santé communautaire travaillant dans les cases de santé sont formés dans la prise en charge de la malnutrition (50 % en 2017) 2. 100% des cases de santé assurent la prise en charge de la Malnutrition aiguë en 2019 | Direction de la Nutrition | Insuffisance de l'intégration de la nutrition dans le PMA des CSI |
| Activité 2.3.3.2 : Mener des activités de mobilisation sociale et de plaidoyer en vue d'améliorer l'engagement communautaire dans la prise en charge de la malnutrition aiguë | Nombre de leaders communautaires et de personnes touchées par des activités de mobilisation sociale et de plaidoyer | 16000 personnes | Direction de la Nutrition | Insuffisance de la connaissance du programme PCIMA |
| Activité 2.3.3.3 : Renforcer le système de suivi et d'évaluation pour la PCIMA dans les services publics de santé | Proportion de districts ayant fait l'objet d'au moins une enquête de couverture Proportion de districts ayant élaboré un plan d'action de réponse | D'ici décembre 2019, 100% des districts ont mené des enquêtes et disposent de plans d'action | Direction de la Nutrition | Disponibilité des ressources et expertise nationale |
| Activité 2.3.3.4 : Assurer le dépistage actif et passif de la malnutrition aiguë et sa prise en charge dans les services publics de santé | 1. Proportion d'enfants dépistés de la malnutrition aiguë par an 2. Proportion d'enfants MAS pris en charge 3. Proportion d'enfants MAM pris en charge | 1. 95 % de dépistage chaque année 2. 100% des MAS dépistés sont pris en charge chaque année 3. 70% des MAM sont pris en charge chaque année | Direction de la Nutrition | Existence d'un circuit unique. Disponibilité des ressources |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|--|---|---|---------------------------|--|
| Résultat 2.4 : Prestation de services spécifiques ciblant la santé de la mère et de l'enfant Des services de qualité au niveau des services de santé et au niveau communautaire sont disponibles : Consultation Périnatale recentrée (CPNr) / CPoN / Traitement Préventif Intermittent du paludisme (TPI) / Couple mère enfant ou femme enceinte dormant sous MILDA / SRO-Zinc pour le traitement de la diarrhée chez l'enfant / Prise en charge du paludisme par les ACT (antipaludéens) chez les enfants / Traitement de la pneumonie par des antibiotiques oraux chez les enfants / Méthode kangourou pour les soins néonataux. | | | | |
| Résultat intermédiaire 2.4.1 : Un paquet d'activités préventives et curatives à haut impact est disponible et offert au niveau des structures de santé | | | | |
| Activité 2.4.1.1 : Améliorer la qualité des CPN dans toutes les structures de santé (TPI, MILDA, FAF, VAT, etc.) | 1. Pourcentage de femmes enceintes ayant eu accès à la CNP4, TPI2, VAT3 et plus, Fer 2. % de formations sanitaires ayant de personnel formé en CPNr | En 2019, 80% de femmes ont eu accès à la CPN4 , 90% aux TPI2 et VAT3 et au fer. 2019: 100% de formations sanitaires ont au moins 2 agents formés | DSME | Des RH en qualité et en quantité suffisantes à tous les niveaux |
| Activité 2.4.1.2 : Améliorer la qualité de la PCIME clinique | 1. Pourcentage de formations sanitaires ayant du personnel formé en PCIME clinique 2. Les supports de gestion PCIME sont disponibles | 1. 2019: 100% de formations sanitaires ont au moins 2 agents formés en PCIME 2. En 2017, les supports de gestion PCIME sont disponibles | | Des RH en qualité et en quantité suffisantes à tous les niveaux; Mauvaise répartition des RH |
| Activité 2.4.1.3 : Rendre effective la gratuité des soins (enfants de 0 à 5 ans, Césarienne et CPNR) et l'étendre à l'accouchement | 1. Taux de complétude de facture de la gratuité, de remboursement de la gratuité, ainsi que le taux de recouvrement de coût. 2. Un plaidoyer pour l'extention de la gratuité à l'accouchement auprès des autorités est réalisé | 1. 2019: 100% de complétude, de remboursement et recouvrement de coût. Effectivité de la gratuité de l'accouchement 2. Un plan de plaidoyer est élaboré et mis en œuvre (2018) | DEP/MSP | Engagement des PTF dans la gratuité des soins/ le remboursement des factures de la gratuité des soins est priorisé dans les dépenses publiques |
| Activité 2.4.1.4 : Identifier des stratégies pour améliorer l'accueil dans les structures sanitaires afin notamment de réduire de moitié au moins le temps d'attente des mères | Pourcentage des bénéficiaires satisfaites de la qualité de l'accueil et du temps d'attente dans les structures sanitaires | Au moins 75 % des bénéficiaires sont satisfaites de la qualité de l'accueil et du temps d'attente dans les structures sanitaires (2019) | DOS | Des RH en qualité et en quantité suffisantes à tous les niveaux / Mauvaise répartition des RH / La redevabilité des agents de santé |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|---|---|---|---------------------------|--|
| Résultat intermédiaire 2.4.2 : Un paquet d'activités préventives et curatives à haut impact est disponible et offert au niveau communautaire | | | | |
| Activité 2.4.2.1 : Distribuer des moustiquaires imprégnées d'insecticides (MILDA) aux ménages ayant des enfants de 0 à 5 ans. | Proportion de ménages ayant des enfants de 0 à 5 ans disposant de MILDA | 100% des ménages ayant des enfants de 0 à 5 ans disposent de MILDA en 2019 | PNLP | Disponibilité des MILDA / Mauvaise gestion des MILDA / Insuffisance des RF |
| Activité 2.4.2.2 : Assurer la chimio prophylaxie saisonnière du paludisme aux enfants de 3 mois à 59 mois et le traitement préventif intermittent (TPI) aux femmes enceintes. | % des enfants 3 à 59 mois bénéficiant de la troisième dose du traitement préventif du paludisme saisonnier dans les districts de haute transmission | 100% des enfants dans les districts concernés (2019) | PNLP | Accompagnement des communautés |
| Activité 2.4.2.3 : Faire le passage à l'échelle de la prise en charge intégrée du paludisme, la diarrhée, IRA, par les relais communautaires. | % de districts ayant intégré la prise en charge du paludisme, IRA, diarrhée dans le paquet du relais communautaire | cible 2019: 60% des districts ont intégré la prise en charge du paludisme, IRA, diarrhée dans le paquet du relais communautaire en 2019 (base 14/72 soit 19,4%) | DOS | Un suivi de qualité est assuré / Intrants disponibles (MILDA, médicaments, matériel, RF, etc.) |
| Activité 2.4.2.4 : Assurer le déparasitage des enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les adolescentes | % des enfants de moins de 5 ans touchés par des campagnes de déparasitage de masse (2 par an) | Cible 100% des enfants de moins de 5 ans | PNLBG | Intrants disponibles (médicaments, matériel, RF.) |
| Activité 2.4.2.5 : Intégrer le dépistage systématique de la malnutrition dans les activités des différents acteurs communautaires | Proportion d'acteurs communautaires intégrant le dépistage de la malnutrition dans leurs activités | Au moins 80% des acteurs communautaires associent le dépistage systématique de la malnutrition à leurs activités | DN | Mécanisme pérenne de motivation des relais / Suivi de qualité / Disponibilité des intrants et matériel |
| Résultat intermédiaire 2.4.3 : La gestion des services est améliorée au niveau des structures de santé | | | | |
| Activité 2.4.3.1 : Renforcer la gestion des intrants à tous les niveaux | Proportion de systèmes de gestion des intrants fonctionnels mis en place | 100 % à tous les niveaux (cible 2019) | DOS | RH formées en gestion des intrants / Supports et outils de gestion disponibles de façon pérenne |
| Activité 2.4.3.2 : Mettre à la disposition des structures de santé des agents de santé en qualité et en quantité selon les normes (voir en 2.1) | Ratio agents de santé/spécialiste par rapport à la population et par region | 2019: les critères de répartition des agents de santé par rapport à la population de l'OMS sont atteints | MSP | Mauvaise répartition des RH |

| ENGAGEMENT 2 : | Indicateurs | Cible | Institutions responsables | Hypothèses |
|---|--|--|----------------------------------|---|
| Résultat 2.5 : Communication : Les pourvoyeurs de services ont les connaissances et sont motivés pour fournir des prestations de services promotionnels, préventifs et curatifs de qualité / Les communautés cibles ont une meilleure connaissance des interventions de nutrition et adhèrent. | | | | |
| Résultat intermédiaire 2.5.1 : Le Plan Intégré de Communication (PIC) pour la nutrition est révisé, vulgarisé et mis en œuvre | | | | |
| Activité 2.5.1.1 : Réviser le PIC en intégrant les aspects relatifs aux adolescents, à la prévention des grossesses précoces et aux aspects liés à l'intervalle intergénéral, avec le support du comité multisectoriel de communication, afin d'harmoniser le PIC avec les autres produits de communication de la PNSN. | Plan de communication intégrant les aspects relatifs aux adolescents, à la prévention des grossesses précoces et aux aspects liés à l'intervalle intergénéral est disponible | En 2017, un plan de communication intégrant les aspects relatifs aux adolescents, à la prévention des grossesses précoces et aux aspects liés à l'intervalle intergénéral est disponible | DGSR | Engagement politique pour le financement du PIC |
| Activité 2.5.1.2 : Mobiliser les financements pour la vulgarisation et la mise en œuvre du PIC | Pourcentage des fonds nécessaires pour la mise en œuvre et la vulgarisation du PIC mobilisés | 80% des fonds nécessaires pour la mise en œuvre et la vulgarisation du PIC mobilisés en 2017 | DGSR | Disponibilité et intérêt des donateurs pour cette activité par rapport aux urgences/priorités du moment |
| Activité 2.5.1.3 : Mettre en œuvre les activités prévues dans le PIC à tous les niveaux | % des activités du PIC mise en œuvre par niveau | 90% des activités du PIC mise en œuvre par niveau en 2019 | Direction des Statistiques / MSP | Disponibilité des ressources financières |
| Activité 2.5.1.4 : Mettre en place un système innovatif de suivi et évaluation et utiliser les enquêtes KAP. | Système de suivi évaluation et de recherche disponible | 1 système de suivi évaluation et de recherche disponible en 2017 | Direction des Statistiques | Disponibilité des ressources financières |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------------|--|
| EFFET : - La population cible utilise effectivement les interventions promotionnelles, préventives et curatives mise en œuvre par le système de santé et les plateformes communautaires (couverture effective) - La population cible connaît, demande, accepte et a accès à toutes les interventions promotionnelles, préventives et curatives | 43 316 827 582 | 48 383 948 582 | 53 590 534 039 | 145 291 310 203 | |
| Résultat 2.1 : Une coordination effective de la nutrition dans le domaine la santé qui facilite une analyse multisectorielle et une reponse adéquate à la malnutrition est assurée. | 4 371 110 643 | 4 380 629 587 | 4 374 702 043 | 13 126 442 274 | |
| Résultat intermédiaire 2.1.1 : Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé sont en place | 157 000 000 | 157 000 000 | 157 000 000 | 471 000 000 | |
| Activité 2.1.1.1 : Eriger la Direction de la Nutrition en Direction Générale Nutrition (DGN) | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | 15 000 000 | Ressources humaines, ressources matérielles, équipements |
| Activité 2.1.1.2. : Mener un plaidoyer pour le recrutement de nutritionnistes pour les régions et districts sanitaires | 7 000 000 | 7 000 000 | 7 000 000 | 21 000 000 | missions conjointes de plaidoyer GVT et partenaires, missions de collecte d'informations et de cartographie du personnel |
| Activité 2.1.1.3 : Rendre plus opérationnel les organes de coordination de la nutrition du MSP (CMPS 4, GTN, réunions de coordination, etc.) | 30 000 000 | 30 000 000 | 30 000 000 | 90 000 000 | RH |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------------------|---|
| Activité 2.1.1.4 : Intégrer les points focaux nutrition dans les équipes cadres des districts sanitaires et redéfinir leur cahier des charges, ainsi que celui des points focaux des DRSP | PM | PM | PM | - | RH |
| Activité 2.1.1.5 : Renforcer / Mettre en place des organes de coordination de la nutrition au niveau des régions et des districts sanitaires | PM | PM | PM | - | RH, Transport, perdiems pour les agents en provenance des localités périphériques |
| Activité 2.1.1.6 : S'assurer de la représentativité des femmes au sein des COGES / COSAN | PM | PM | PM | - | Agents de santé, leaders communautaires, membres du COGES |
| Activité 2.1.1.7 : Assurer chaque trimestre une analyse et un partage des données multisectorielles de nutrition | PM | PM | PM | - | RH (coordinateur dédié) |
| Activité 2.1.1.8 : Mener des enquêtes de nutrition, et faire la recherche opérationnelle | 80 000 000 | 80 000 000 | 80 000 000 | 240 000 000 | Personnel d'enquête, logistique |
| Activité 2.1.1.9 : Organiser une évaluation conjointe annuelle de la situation nutritionnelle dans les zones à risque élevé de malnutrition et apporter une réponse adéquate | 35 000 000 | 35 000 000 | 35 000 000 | 105 000 000 | Personnel d'enquête, perdiems, location de véhicules, salle de formation, matériel de bureau, RUTF, matériel anthropométrique, médicaments essentiels, RUSF |
| Résultat intermédiaire : 2.1.2 : Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé destinés spécifiquement aux adolescentes et aux femmes en âge de procréer sont mis en place | 60 879 432 | 60 879 432 | 60 879 432 | 182 638 296 | |
| Activité 2.1.2.1 : Intégrer les problématiques nutritionnelles liées aux adolescentes dans la politique de santé nutritionnelle | PM | PM | PM | - | Ressource humaine qualifiée, TDR, atelier d'élaboration et de validation |
| Activité 2.1.2.2 : Renforcer la stratégie "santé à l'école", avec une composante nutrition forte | 60 879 432 | 60 879 432 | 60 879 432 | 182 638 296 | |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------------|--|
| Résultat intermédiaire 2.1.3 : Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé destinés spécifiquement aux femmes enceintes et aux femmes allaitantes sont en place | 4 116 666 667 | 4 116 666 667 | 4 116 666 667 | 12 350 000 002 | |
| Activité 2.1.3.1 : Renforcer la place de la nutrition dans la stratégie de Consultation Pré Natale recentrée (CPNr) | 4 116 666 667 | 4 116 666 667 | 4 116 666 667 | 12 350 000 002 | Un mécanisme de financement / Termes de référence vulgarisation, 8 000 villages équipés en RC, formations, Kits pr 24 300 relais com, supervisions motivation relais |
| Activité 2.1.3.2 : Renforcer la législation protégeant les femmes enceintes et allaitantes ainsi que sa mise en oeuvre | - | - | - | - | RH qualifiées, forte mobilisation de l'Assemblée Nationale, |
| Résultat intermédiaire 2.1.4 : Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé destinés aux enfants de moins de six mois sont en place | 16 271 400 | 29 381 744 | 29 381 744 | 75 034 888 | |
| Activité 2.1.4.1 : Réviser, Adopter et mettre en oeuvre le code de commercialisation de substitut du lait maternel et les textes de son application | 3 591 400 | 16 701 744 | 16 701 744 | 36 994 888 | Expertise spécifique dans le domaine; Outils spécifiques de plaidoyer pour chaque niveau de décision; plan de communication; consultant |
| Activité 2.1.4.2 : Mener un plaidoyer pour la mise en place de garderies d'enfant / espaces d'allaitement dans les lieux de travail | 12 680 000 | 12 680 000 | 12 680 000 | 38 040 000 | RH à compétences spécifiques, Supports de plaidoyers, finances pour aménagement d'espaces, équipements des garderies ou espaces d'allaitement, jouets |
| Résultat intermédiaire 2.1.5 Les politiques, la législation et les programmes de nutrition relatifs à la santé destinés aux enfants de 6 à 59 mois (avec une attention particulière sur les enfants de 6 à 24 mois) sont en place | 20 293 144 | 16 701 744 | 10 774 200 | 47 769 088 | |
| Activité 2.1.5.1 : Réviser la stratégie nationale de prévention de malnutrition chronique, particulièrement sur les problématiques liées aux compléments alimentaires et à l'hygiène et à l'assainissement. | 20 293 144 | 16 701 744 | 10 774 200 | 47 769 088 | Matériels de formation et de communication, frais de formation |
| Activité 2.1.5.2 : Assurer le positionnement adéquat de la nutrition dans les campagne de santé (exemples SSE, JNV, CPS, etc.) | PM | PM | PM | - | Ateliers de conception/validation, formation, organisation de campagnes, les intrants, les outils de communication |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|--|--------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---|
| Résultat 2.2 : Prestation de services de promotion et de prévention nutritionnelle Des interventions de qualité à travers tout le pays pour sont disponibles : La supplémentation en fer/acide folique (adolescentes et femmes enceintes) / Counseling et soutien à l'allaitement maternel exclusif / Counseling et soutien à l'alimentation de complément (nourrisson et jeune enfant) / Fortification des aliments à domicile avec des poudres de multi micronutriments / Supplémentation en Vitamine A / Déparasitage / Distribution alimentaire générale et ciblée en cas d'urgence / L'iodation universelle du sel / Fortification des aliments de base (aliments vecteurs) / Enrichissement des aliments locaux de complément. | 11 576 292 548 | 14 586 789 245 | 17 522 606 414 | 43 685 688 206 | |
| Résultat intermédiaire 2.2.1 : Les structures nécessaires pour la mise en œuvre des services essentiels de nutrition sont renforcés | 317 509 674 | 321 700 658 | 231 022 922 | 870 233 254 | |
| Activité 2.2.1.1. : Contribuer à l'extension des plateformes communautaires bien structurées | 51 097 660 | 57 217 660 | 6 120 000 | 114 435 320 | Un mécanisme de financement / Termes de référence vulgarisation, 8 000 villages équipés en RC, formations, Kits pr 24 300 RC, supervisions, motivation des relais |
| Activité 2.2.1.2 : Rendre performant le système d'approvisionnement en intrants (Médicaments, produits thérapeutiques). | 119 776 154 | 119 654 836 | 82 904 836 | 322 335 826 | Appui logistique, matériel de transport (achat de 8 camions), personnel formé et disponible, matériel informatique |
| Activité 2.2.1.3 : Assurer une meilleure répartition des RH disponibles | 4 170 000 | 4 170 000 | 4 170 000 | 12 510 000 | missions de plaidoyer, ateliers |
| Activité 2.2.1.4. Renforcer les capacités de monitoring communautaire dans les structures de santé | 142 465 860 | 140 658 162 | 137 828 086 | 420 952 108 | Appui à la planification, Formation des agents de santé, dotation des structures sanitaires en équipements et outils |
| Résultat intermédiaire 2.2.2 : Les services essentiels de nutrition destinés aux adolescentes et aux femmes en âge de procréer sont renforcés | 878 132 912 | 1 361 619 417 | 2 016 736 399 | 4 256 488 728 | |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|
| Activité 2.2.2.1 : Assurer la supplémentation en fer acide folique/multimicronutriments, le déparasitage et les conseils en nutrition chez les adolescentes. | 703 340 749 | 1 069 212 991 | 1 795 799 216 | 3 568 352 956 | Ateliers de conception / validation, formation, organisation de campagnes, les intrants, les outils de communication |
| Activité 2.2.2.2 : Former les agents de santé sur les services aux adolescents y compris l'accueil dans les structures sanitaires | 174 792 163 | 292 406 426 | 220 937 183 | 688 135 772 | Modules de formation, coût de formation |
| Résultat intermédiaire 2.2.3 : Les services essentiels de nutrition destinés aux femmes enceintes et allaitantes sont renforcés | 1 297 938 524 | 1 622 631 856 | 1 927 620 912 | 4 848 191 292 | |
| Activité 2.2.3.1 : Evaluer et redynamiser l'initiative Hôpitaux : structures de santé Amis des Bébé | 469 757 176 | 434 467 415 | 348 363 263 | 1 252 587 855 | Frais de consultation, coût de l'évaluation, une supervision annuelle du niveau central |
| Activité 2.2.3.2 : Renforcer le déparasitage et la supplémentation en fer acide folique / multimicronutriment, le déparasitage et les conseils en nutrition chez les femmes enceintes et allaitantes. | 828 181 348 | 1 188 164 440 | 1 579 257 649 | 3 595 603 437 | Ateliers de conception/validation, formation, organisation de campagnes, les intrants, les outils de communication |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|---|
| Activité 2.2.3.3 : Renforcer le suivi nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes (MUAC, gain de poids) | | | | - | Formation, équipements et outils de gestion, |
| Activité 2.2.3.4 : Etendre la supplémentation nutritionnelle des FEFA dans les situations difficiles, notamment la période de soudure et les situations d'urgence. | | | | - | Les intrants / Les ressources humaines / Les financements |
| Résultat intermédiaire 2.2.4 : Les services essentiels de nutrition destinés aux enfant de moins de 6 mois sont renforcés | 3 584 173 108 | 4 836 550 534 | 6 171 366 701 | 14 592 090 343 | |
| Activité 2.2.4.1 : Etendre le réseau de promotion et de conseil en allaitement maternel exclusif | 3 249 549 786 | 4 520 748 419 | 5 901 486 800 | 13 671 785 005 | Formation des RH, mise en place d'unités de conseils en allaitement, équipement et frais de fonctionnement, motivation des agents de promotion |
| Activité 2.2.4.2. Renforcer le suivi et promotion de la croissance à travers le service de consultation des nourrissons | 334 623 321 | 315 802 115 | 269 879 901 | 920 305 337 | Elaboration/validation d'un document stratégique et des manuels de formation/procédures, Formation des RH, équipement des services de consultations des nourrissons |
| Résultat intermédiaire 2.2.5 : Les services essentiels de nutrition destinés aux enfants de 6 à 59 mois (avec une attention particulière pour les enfants de 6 à 24 mois) sont renforcés | 4 965 062 141 | 5 797 431 830 | 6 703 725 819 | 17 466 219 790 | |
| Activité 2.2.5.1 : Etendre le réseau de promotion et de conseil en ANJE et pratiques préventives et de soins | 1 293 243 434 | 1 789 871 538 | 2 337 686 298 | 5 420 801 270 | Un réseau de groupes de soutien à l'ANJE / Matériels de communication adaptés; 12 000 groupes de soutien mis en place et équipés; 24 300 RC |
| Activité 2.2.5.2 : Mettre à l'échelle la fortification des aliments à domicile des enfants de 6 à 23 mois en MNPs. | 1 316 092 152 | 1 395 292 342 | 1 429 591 621 | 4 140 976 115 | coût d'achat des MNPs, supports de collecte et de communication, coût de stratégie avancée, supervision |
| Activité 2.2.5.3 : Assurer la supplémentation en micronutriments, le déparasitage et les conseils en nutrition chez les enfants de moins de 5 ans | 214 657 172 | 263 616 895 | 317 611 380 | 795 885 447 | Les intrants / Le financement des couts opérationnels |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|--|
| Activité 2.2.5.4 : Multiplier le nombre d'unités de production de farine de complément à base d'aliments locaux | | | | - | Consultant international en technologie alimentaire, Expertise, Equipements; plan de marketing social, subvention de démarrage, fortifiants/micronutriments |
| Activité 2.2.5.5 : Renforcer les capacités des prestataires de santé et des relais communautaires sur l'ANJE | 175 371 503 | 160 010 880 | 177 165 881 | 512 548 264 | Matériels de formation et de communication, frais de formation |
| Activité 2.2.5.6 : Etendre la supplémentation nutritionnelle des enfants de 6 à 23 mois dans les situations difficiles, la période de soudure et les situations d'urgence. | 1 965 697 879 | 2 188 640 175 | 2 441 670 639 | 6 596 008 693 | Les intrants / Les ressources humaines / Les financements |
| Résultat intermédiaire 2.2.6 : La disponibilité du sel adéquatement iodé au niveau des ménages au Niger est assurée | 415 442 989 | 410 788 550 | 236 067 261 | 1 062 298 800 | |
| Activité 2.2.6.1 : Renforcer le système de contrôle du sel au Niger | 68 293 517 | 41 550 512 | 62 669 373 | 172 513 402 | Révision des modules de formation Formations de 160 agents Supervision au niveau des postes frontaliers Dotation en kit de test rapide Dotation en réactifs Dotation de photomètres portable Mise en place de système de collecte et d'analyse |
| Activité 2.2.6.2 Réaliser une étude de faisabilité de l'iodation du sel au Niger | 74 906 448 | | | 74 906 448 | |
| Activité 2.2.6.3 Appuyer la mise en place des unités d'iodations du sel | 220 708 024 | 324 861 038 | 129 020 888 | 674 589 950 | Elaboration de business plan Formations des importateurs de sel Achat des équipements et matériel |
| Activités 2.2.6.4 : Mettre en œuvre des activités de communication sur le sel iodé | 35 265 000 | 28 107 000 | 28 107 000 | 91 479 000 | Journée de plaidoyer Atelier de plaidoyer Reproduction et diffusion des outils Séances de CCSC au profit des acteurs Débat TV |
| Activités 2.2.6.5 : Coordonner la mise en œuvre des activités | 16 270 000 | 16 270 000 | 16 270 000 | 48 810 000 | Organisation des réunions du comité TDCT national Organisation des réunions du comité TDCT régional |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------------|--|
| Résultat intermédiaire 2.2.7 : Fortification des aliments de complément | 59 016 600 | 118 033 200 | 118 033 200 | 295 083 000 | |
| Activité 2.2.7.1 : Appuyer la fortification des aliments de complément | 59 016 600 | 118 033 200 | 118 033 200 | 295 083 000 | |
| Résultat intermédiaire 2.2.8 : Fortification des aliments de base | 59 016 600 | 118 033 200 | 118 033 200 | 295 083 000 | |
| Activité 2.2.8.1 : soutenir la fortification des aliments de base | 59 016 600 | 118 033 200 | 118 033 200 | 295 083 000 | |
| Résultat 2.3 : Prestation de services de prise en charge Des interventions de qualité à travers tout le pays pour le dépistage et la prise en charge de la MAS/MAM sont disponibles. | 27 165 833 373 | 29 372 014 755 | 31 597 285 587 | 88 135 133 716 | |
| Résultat intermédiaire 2.3.1 : Le dépistage et le référencement des enfants et des femmes sont assurés | 2 046 547 678 | 1 647 881 202 | 2 046 547 678 | 5 740 976 558 | |
| Activité 2.3.1.1 : Organiser des campagnes trimestrielles de dépistage de la malnutrition au niveau communautaire | 2 046 547 678 | 1 647 881 202 | 2 046 547 678 | 5 740 976 558 | Relais Communautaires formés et motivés, outils de gestion, logistique |
| Activité 2.3.1.2 : Consolider le dépistage systématique de la malnutrition au niveau des centres de santé | PM | PM | PM | - | Personnel, matériels |
| Activité 2.3.1.3 : Assurer le dépistage systématique de la malnutrition chez les femmes enceintes et allaitantes | PM | PM | PM | - | Personnel, matériels, intrants |
| Activité 2.3.1.4 : Rendre opérationnel le système de référencement des enfants malnutris | PM | PM | PM | - | Logistique (ambulances, carburant) |
| Résultat intermédiaire 2.3.2 : Disponibilité et accessibilité des services de qualité de traitement de la malnutrition aiguë sont assurées | 25 051 107 727 | 27 655 955 585 | 29 482 559 941 | 82 189 623 254 | |
| Activité 2.3.2.1 : Assurer dans tous les centres un approvisionnement régulier en intrants thérapeutiques et en médicaments essentiels | 8 407 373 582 | 8 940 728 603 | 9 497 350 462 | 26 845 452 647 | Agents de santé formés à la gestion des vivres et intrants nutritionnels, Intrants, Médicaments. |
| Activité 2.3.2.2 : Doter tous les centres de prise en charge de la malnutrition en matériels et supports de gestion | 1 978 369 710 | 3 144 574 433 | 3 543 810 909 | 8 666 755 053 | Matériels: balance, toise, MUAC, concentrateur d'oxygène, etc. / supports: registre, fiches de suivi, fiche de ration, fiche de stock, etc.) |
| Activité 2.3.2.3 : Recruter et affecter des nutritionnistes dans les régions et districts sanitaires | 186 708 655 | 416 704 287 | 409 495 918 | 1 012 908 860 | Personnel formé |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------------|--|
| Activité 2.3.2.4 : Renforcer les capacités des prestataires sur la Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigue (PCIMA) y compris la prise en charge médicale des enfants malnutris atteints de VIH+ | 241 144 381 | 183 991 012 | 106 230 319 | 531 365 711 | Formateurs, modules de formation, supports de formation, apprenants |
| Activité 2.3.2.5 : Recruter au moins 9 267 agents de santé pour appuyer la prise en charge de la malnutrition | - | - | - | - | Agents de santé qualifiés |
| Activité 2.3.2.6 : Assurer la supervision des activités de récupérations nutritionnelles | 34 088 984 | 34 088 984 | 34 088 984 | 102 266 952 | Superviseurs / Moyens logistiques |
| Activité 2.3.2.7 : Réviser le protocole national de la PCIMA en 2019 | 70 747 679 | - | 70 747 679 | 141 495 359 | Expertise technique |
| Activité 2.3.2.8. : | 14 132 674 737 | 14 935 868 267 | 15 820 835 670 | 44 889 378 673 | |
| Résultat intermédiaire 2.3.3 : Le traitement de la malnutrition aiguë est intégré et mis à l'échelle dans les services de santé publics | 68 177 968 | 68 177 968 | 68 177 968 | 204 533 904 | |
| Activité 2.3.3.1 : Etendre la prise en charge de la Malnutrition Aiguë : (MAS et MAM) à toutes les cases de santé (formation, équipement, intrants, médicaments) | - | - | - | - | Agents de santé et équipement, matériel didactique, logistique / Augmentation de la capacité spaciale des cases de santé |
| Activité 2.3.3.2 : Mener des activités de mobilisation sociale et de plaidoyer en vue d'améliorer l'engagement communautaire dans la prise en charge de la malnutrition aiguë | - | - | - | - | Outils de plaidoyer, RH, logistique, perdiems |
| Activité 2.3.3.3 : Renforcer le système de suivi et d'évaluation pour la PCIMA dans les services publics de santé | 68 177 968 | 68 177 968 | 68 177 968 | 204 533 904 | Personnel d'enquête, Logistique |
| Activité 2.3.3.4 : Assurer le dépistage actif et passif de la malnutrition aiguë et sa prise en charge dans les services publics de santé | - | - | - | - | Relais communautaires formés, outils de gestion |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|--|---------------|---------------|---------------|----------------------|--|
| Résultat 2.4 : Prestation de services spécifiques ciblant la santé de la mère et de l'enfant Des services de qualité au niveau des services de santé et au niveau communautaire sont disponibles : Consultation Périnatale recentrée (CPNr) / CPoN / Traitement Préventif Intermittent du paludisme (TPI) / Couple mère enfant ou femme enceinte dormant sous MILDA / SRO-Zinc pour le traitement de la diarrhée chez l'enfant / Prise en charge du paludisme par les ACT (antipaludéens) chez les enfants / Traitement de la pneumonie par des antibiotiques oraux chez les enfants / Méthode kangourou pour les soins néonataux. | - | - | - | - | |
| Résultat intermédiaire 2.4.1 : Un paquet d'activités préventives et curatives à haut impact est disponible et offert au niveau des structures de santé | | | | | |
| Activité 2.4.1.1 : Améliorer la qualité des CPN dans toutes les structures de santé (TPI, MILDA, FAF, VAT, etc.) | 758 180 642 | 1 072 612 519 | 1 422 124 980 | 3 252 918 140 | Formation des agents, matériels et équipements des centres de santé, frais de fonctionnement |
| Activité 2.4.1.2 : Améliorer la qualité de la PCIME clinique | 2 714 880 430 | 4 406 080 872 | 6 446 904 036 | 13 567 865 339 | |
| Activité 2.4.1.3 : Rendre effective la gratuité des soins (enfants de 0 à 5 ans, Césarienne et CPNR) et l'étendre à l'accouchement | | | | - | Remboursements des frais de soins de santé et d'accouchement |
| Activité 2.4.1.4 : Identifier des stratégies pour améliorer l'accueil dans les structures sanitaires afin notamment de réduire de moitié au moins le temps d'attente des mères | | | | - | Ressources humaines en effectif suffisant, Formation sur les droits humains, équipements des centres de santé de matériel de conseils et animation de groupe pendant l'attente |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------------|---|
| Résultat intermédiaire 2.4.2 : Un paquet d'activités préventives et curatives à haut impact est disponible et offert au niveau communautaire | | | | | |
| Activité 2.4.2.1 : Distribuer des moustiquaires imprégnées d'insecticides (MILDA) aux ménages ayant des enfants de 0 à 5 ans. | | | | - | Quantité suffisante de moustiquaires imprégnées, logistique, RH, recensement, distribution |
| Activité 2.4.2.2 : Assurer la chimio prophylaxie saisonnière du paludisme aux enfants de 3 mois à 59 mois et le traitement préventif intermittent (TPI) aux femmes enceintes. | | | | - | microplanification, médicaments spécifiques, formation à tous les niveaux, logistique, matériel, outils de gestion, mobilisation sociale, supervision, évaluation, rapportage, diffusion des données, |
| Activité 2.4.2.3 : Faire le passage à l'échelle de la prise en charge intégrée du paludisme, la diarrhée, IRA, par les relais communautaires. | 12 894 826 116 | 20 228 911 832 | 27 228 742 712 | 60 352 480 659 | médicaments essentiels, formation, matériel, outils de gestion, supervision, évaluation, rapportage. |
| Activité 2.4.2.4 : Assurer le déparasitage des enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les adolescentes | | | | - | déparasitants, formation à tous les niveaux, logistique, matériel, outils de gestion, mobilisation sociale, supervision, évaluation, rapportage, diffusion des données, |
| Activité 2.4.2.5 : Intégrer le dépistage systématique de la malnutrition dans les activités des différents acteurs communautaires | | | | - | Documents de stratégie, Manuels de formation, sessions de formation, outils de gestion, motivation des relais communautaires, moyens de référence des cas |
| Résultat intermédiaire 2.4.3 : La gestion des services est améliorée au niveau des structures de santé | - | - | - | - | |
| Activité 2.4.3.1 : Renforcer la gestion des intrants à tous les niveaux | | | | - | manuels de mise à niveau, sessions de formation des acteurs, outils de gestion, suivi/supervision |
| Activité 2.4.3.2 : Mettre à la disposition des structures de santé des agents de santé en qualité et en quantité selon les normes (voir en 2.1) | | | | - | Ressources humaines qualifiées, salaires et autres motivations tels que les primes d'éloignement / isolement / risque pour ceux qui travailleraient dans ces zones |

| ENGAGEMENT 2 : | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Commentaires |
|---|-------------|------------|------------|----------------------|--|
| Résultat 2.5 : Communication : Les pourvoyeurs de services ont les connaissances et sont motivés pour fournir des prestations de services promotionnels, préventifs et curatifs de qualité / Les communautés cibles ont une meilleure connaissance des interventions de nutrition et adhérent. | 203 591 017 | 44 514 995 | 95 939 995 | 344 046 007 | |
| Résultat intermédiaire 2.5.1 : Le Plan Intégré de Communication (PIC) pour la nutrition est révisé, vulgarisé et mise en œuvre | 203 591 017 | 44 514 995 | 95 939 995 | 344 046 007 | |
| Activité 2.5.1.1 : Réviser le PIC en intégrant les aspects relatifs aux adolescents, à la prévention des grossesses précoces et aux aspects liés à l'intervalle intergénéral, avec le support du comité multisectoriel de communication, afin d'harmoniser le PIC avec les autres produits de communication de la PNSN. | 203 591 017 | 44 514 995 | 95 939 995 | 344 046 007 | Ressource spécialiste en communication, TDR, ateliers d'élaboration et de validation |
| Activité 2.5.1.2 : Mobiliser les financements pour la vulgarisation et la mise en œuvre du PIC | | | | - | Plaidoyer, spécialiste en mobilisation des ressources |
| Activité 2.5.1.3 : Mettre en œuvre les activités prévues dans le PIC à tous les niveaux | | | | - | Ressources humaines, communication |
| Activité 2.5.1.4 : Mettre en place un système innovatif de suivi et évaluation et utiliser les enquêtes KAP. | | | | - | Ressources humaines qualifiées spécifiques, matériel informatique, matériel de communication |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Indicateurs d'activités | Responsable | Cibles |
|---|---|---------------------|---|
| Effet : Le Niger s'engage à créer les conditions d'une disponibilité et d'une accessibilité accrue d'aliments sains, diversifiés et riches en micronutriments, pour garantir une alimentation adéquate pour tous, en particulier les jeunes enfants, les adolescentes, les femmes enceintes et allaitantes, y compris pendant la période de soudure. | 1. Score de consommation alimentaire des ménages désagrégé par catégories (socioéconomiques, genre, zone géographique, etc.) ; 2. Diversité Alimentaire Minimale des femmes en âge de procréer désagrégée par catégories ; 3. Pourcentage de non-céréales dans l'apport calorifique (%) | | |
| Résultat 3.1 : Les investissements clés du secteur de la sécurité alimentaire guidés par l'amélioration de l'accès et l'accroissement de la consommation d'aliments à haute valeur nutritive, en quantité et qualité adéquates pour les enfants de moins de cinq ans (surtout durant les premiers 24 mois de vie), les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et adolescents, sont accrus. | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 3.1.1 : La gouvernance pour la nutrition dans le secteur agricole est améliorée de manière à durabiliser et stabiliser le changement vers les objectifs d'une agriculture sensible à la nutrition | - | - | - |
| Activité 3.1.1.1. Intégrer la nutrition et les approches de diversification du régime alimentaire des ménages dans les stratégies nationales et plans d'investissement des secteurs du développement rural en prenant en compte les besoins des groupes vulnérables | 1. Nombre de réunions de Comité de Suivi 2. Nombre de manuels élaborés 3. Nombre de stratégies adoptées et mises en œuvre 4. Un guide alimentaire est élaboré 5. Nombre de sessions de formation des agents 6. Nombre de campagnes de sensibilisation | MAGEL/MEDD/HC3N /MS | 1 : 9 2 : 2 3 : 5 4 : 1 5 : 30 6 : 3 |
| Résultat Intermédiaire 3.1.2 : Les capacités des agents de mise en œuvre des activités nutrition sont renforcées | - | - | - |
| Activité 3.1.2.1. Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités en nutrition pour tous les cadres et agents d'encadrement des secteurs du développement rural à tous les niveaux | 2 jours complémentaires lors de l'atelier annuel central de formation à tous les niveaux 900 Agents de Vulgarisation (300 pour Agriculture, 300 pour Elevage, 300 pour Pisciculture) | MAGEL et MEDD | 1 : 1 2 : 90 |
| Résultat Intermédiaire 3.1.3 : Les systèmes d'information sur la nutrition et la sécurité alimentaires sont renforcés | - | - | - |
| Activité 3.1.3.1. Alimenter les systèmes d'information sur la nutrition et la sécurité alimentaire avec des données du secteur du développement rural | 1. Nombre de Réunions au niveau central 2. Nombre de Réunions au niveau régional 3. Nombre de Réunions au niveau départemental | | 1 : 6 2 : 42 3 : 378 |
| Résultat Intermédiaire 3.1.4 : Un système durable de capitalisation est établi et des bonnes pratiques sont identifiées | - | - | - |
| Activité 3.1.4.1 : Renforcer la recherche opérationnelle pour guider la mise en œuvre des actions de développement rural sensibles à la nutrition | 1. Nombre d'études de capitalisation 2. Nombre de brochures | - | 1 : 4 2 : 4 |
| Activité 3.1.4.2 : Elaborer et diffuser un plan de partage des expériences et des bonnes pratiques de mise en œuvre d'activités et d'approches « sensibles » à la nutrition dans le secteur rural | 1. Nombre de guides élaborés 2. Nombre de plans élaborés 3. Nombre de formations 4. Nombre de formations | MAGEL/HC3N/MS | 1 : 2 2 : 2 3 : 14 4 : 20 |
| Résultat Intermédiaire 3.1.5 : Les droits fonciers des femmes sont améliorés et assurés | - | - | - |
| Activité 3.1.5.1 Les droits fonciers des femmes assurent qu'elles soient elles-mêmes les décideurs principales de leur production, de l'utilisation de leurs revenus et de son application pour le bien-être des familles, surtout les enfants de moins de 5 ans. | 1. Etude réalisée 2. Nombre de révisions de textes de loi 3. Etude spécialisée réalisée | HC3N | 1 : 1 2 : 1 7 : 1 |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Indicateurs d'activités | Responsable | Cibles |
|---|---|-------------|--------------------------------|
| Résultat 3.2 : La production halieutique, la pêche et l'aquaculture sont optimisés et diversifiés pour une meilleure disponibilité et consommation de produits riches en protéines et en micronutriments essentiels | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire : 3.2.1 Les mares, traitées et empoisonnées, sont favorables à la production de poissons | - | - | - |
| Activité 3.2.1.1 : Traiter les mares contre l'envahissement des plantes aquatiques | Superficie totale (ha) des mares traitées contre les plantes envahissantes | MEDD | 3000 |
| Activité 3.2.1.2 : Former les agriculteurs sur la production et application du compost | 1. Nombre de formations 2. Hectares compostés 3. Nombre de mares (de 10 ha) empoisonnées | MAGEL/MEDD | 1 : 300 2 : 6000 3 : 300 |
| Activité 3.2.1.3 : Promouvoir l'empoisonnement des mares dans les zones vulnérables. | Nombre de mares (de 10 ha) empoisonnées | MEDD | 300 |
| Résultat Intermédiaire 3.2.2 : La promotion de la pisciculture villageoise et les services de soutien sont assurés | - | - | - |
| Activité 3.2.2.1 : Promouvoir la pisciculture à travers des étangs piscicoles villageoises | Hectares des unités piscicoles construites | MEDD | 120 |
| Activité 3.2.2.2 : Promouvoir la pisciculture à travers les fermes piscicoles de démonstration (aquaculteurs noyaux) | 1. Nombre de fermes piscicoles construites 2. Nombre d'aquaculteurs satellites formés (H/F) 3. Nombre de réunions | MEDD | 1 : 4 2 : 80 3 : 24 |
| Activité 3.2.2.3 : Produire et distribuer des alevins aux petits agriculteurs | Coûts des Alevins distribués par centre de production | MEDD | 12 |
| Activité 3.2.2.4 : Former des entreprises dans la production et distribution des alevins | Nombre d'entreprises piscicoles formés | MEDD | 4 |
| Résultat Intermédiaire 3.2.3 : Les produits piscicoles et halieutiques sont valorisés | - | MEDD | - |
| Activité 3.2.4.1 : Promouvoir la Transformation, Conservation et Commercialisation des Produits Halieutiques pour l'enrichissement des produits alimentaires (fortification) | Nombre de chaînes de valeur développées | MEDD/MC | 4 |
| Résultat 3.3 : Les petits producteurs ont optimisé et diversifié au maximum leur production à travers des jardins potagers irrigués destinés à compléter la consommation du ménage avec des produits maraichers riches en micronutriments en contre-saison | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 3.3.1 : Les kits d'intrants sont distribués aux ménages vulnérables pour soutenir les cultures maraichères | - | - | - |
| Activité 3.3.1.1 : Distribuer les kits d'intrants pour jardins potagers aux ménages vulnérables (ex. Carotte, chou, tomate, oignon, moringa) | Nombre de kits d'intrants mis en place, dont 80% min aux femmes | MAG | 30 000 |
| Résultat Intermédiaire 3.3.2 : Les jardins potagers sont réhabilités et aménagés en petite irrigation | - | - | - |
| Activité 3.3.2.1 Réhabiliter les jardins potagers | Superficie réhabilitée (ha) | DGGR | PM |
| Activité 3.3.2.2 Aménager de nouveaux jardins potagers en petite irrigation | Superficie aménagée (ha) en petite irrigation et mise en valeur | DGGR | PM |
| Résultat Intermédiaire 3.3.3 : Les ménages sont formés pour utiliser les kits d'intrants maraichers et bénéficier de l'éducation nutritionnelle | - | - | - |
| Activité 3.3.3.1. : Intégrer la nutrition dans la formation des bénéficiaires des kits d'intrants maraichers | 1. Nombre d'ateliers de formation 2. Nombre de CEP M formés en 3 ans 3. Nombre de visites de suivi | MAG | 1 : 16 2 : 1000 3 : 180 |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Indicateurs d'activités | Responsable | Cibles |
|---|--|-------------|-------------|
| Résultat 3.4 : Les petits producteurs ont augmenté et diversifié leur production de volailles vers des produits riches en micronutriments (œufs et viande ; poules et pintades) disponibles et accessibles au niveau des ménages | - | - | - |
| Résultat intermédiaire 3.4.1. Les races améliorées de volaille sont vulgarisées | - | - | - |
| Activité 3.4.1.1 Vulgarisation des Coqs de Race | Nombre de coqs de race vulgarisés (volaille) | MEL | 8500 |
| Activité 3.4.1.2 Vulgarisation des Poules locales vulgarisées | Nombre de poules de race vulgarisées (volaille) | MEL | 20000 |
| Résultat intermédiaire 3.4.2. L'élevage familial de volaille est soutenu | - | - | - |
| 3.4.2.1 Unités de "petite élevage familiale de volaille" | Nombre de kits petit élevage familial de poules | MEL | 2500 |
| 3.4.2.1 Unités de "petite élevage familiale de pintades" | Nombre de kits de petits élevage familial de pintades | MEL | 1300 |
| Résultat intermédiaire 3.4.3. Les ménages sont formés dans les techniques d'élevage de volaille et sur les aspects de sécurité nutritionnelle | - | - | - |
| Activité 3.4.3.1 : Former les formateurs Nutrition-Elevage | Nombre d'ateliers de formation | MEL | 4 |
| Activité 3.4.3.2 : Former les ménages vulnérables à la malnutrition | No de CEP Volaille avec intégration de l'EducNutr | MEL | 360 |
| Activité 3.4.3.3 : Suivre le programme Education Nutri Elevage | No de visites de suivi | MEL | 90 |
| Résultat 3.5 : Les petits producteurs ont diversifié au maximum leur production "petit élevage" et amélioré leur consommation des produits riches en protéines et micronutriments (viande mouton, chèvre) | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 3.5.1 Les races améliorées de petits ruminants sont vulgarisées | - | - | - |
| Activité 3.5.1.1 : Vulgariser les Ovins sélectionnés | Nombre d'ovins vulgarisés (petits ruminants) | MEL | 5 400 |
| Activité 3.5.1.2 : Vulgariser les Caprins sélectionnés | Nombre de caprins vulgarisés (petits ruminants) | MEL | 26 050 |
| Résultat Intermédiaire 3.5.2 : Le Programme Habbanaye de Petits Ruminants est mis en œuvre auprès des ménages vulnérables | - | - | - |
| Activité 3.5.2.1 : Distribuer les Kits Petits Ruminants | Nombre de kits petits ruminants | MEL | 2 500 |
| Résultat Intermédiaire 3.5.3 : Les capacités techniques sont améliorées pour les champs Ecoles Paysans/pastoraux (CEP)-Petit Elevage | - | - | - |
| Activité 3.5.3.1 : Former les formateurs Nutrition-Petit Elevage | Nombre d'ateliers de formation | MEL | 4 |
| Activité 3.5.3.2 : Former les ménages vulnérables en nutrition à travers de l'approche CEP- Petit Elevage | Nombre de CEP Petit Elevage formés | MEL | 80 |
| Activité 3.5.3.3 : Suivre le programme Education Nutri Elevage | Nombre de visites de suivi | MEL | 80 |
| Resultats 3.6 : Les connaissances des petits producteurs et petites productrices en matière de production du lait en saison sèche par embouche paysanne, et de sa consommation sont améliorées | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 3.6.1 : Les Embouche paysanne des bovins sont disponibles pour faciliter la production de lait en contre saison (en saison sèche) | Production et consommation de lait additionnel | MEL | |
| Activité 3.6.1.1 : Organiser des formations pour les formateurs CEP-lait (embouches paysannes caprins) | No d'ateliers de formation | MEL | 2 |
| Activité 3.6.1.2 : Organiser des formations pour les ménages vulnérables à travers des CEP - Lait (embouche paysanne caprins) | No de CEP Lait formés par an | MEL | 360 |
| Activité 3.6.1.3 : Appuyer la construction des étables et magasins de fourrage pour caprins | No de ménages vulnérables appuyés par an | MEL | 10 800 |
| Activité 3.6.1.4 : Appuyer la production des fourrages pour bovins (sémences; essais, autres) | No de ménages vulnérables appuyés par an | MEL | 10 800 |
| Activité 3.6.1.5 : Faire le suivi du programme CEP-Lait (embouche bovine) | No de visites de suivi | MEL | 90 |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Indicateurs d'activités | Responsable | Cibles |
|---|---|--------------------|----------------------------------|
| Résultat Intermédiaire 3.6.2 Les Embouches paysanne des caprins sont disponibles pour faciliter la production de lait en contre saison (en saison sèche) | Production et consommation de lait additionnel | MEL | |
| Activité 3.6.2.1 : Organiser des formations pour les formateurs CEP-lait (embouches paysannes caprins) | No d'ateliers de formation | MEL | 4 |
| Activité 3.6.2.2 : Organiser des formations pour les ménages vulnérables à travers des CEP - Lait (embouche paysanne caprins) | No de CEP Lait formés par an | MEL | 480 |
| Activité 3.6.2.3 : Appuyer la construction des étables et magasins de fourrage pour caprins | No de ménages vulnérables appuyés par an | MEL | 14 400 |
| Activité 3.6.2.4 : Appuyer la production des fourrages pour caprins (sémences; essais, autres) | No de ménages vulnérables appuyés par an | MEL | 14 400 |
| Activité 3.6.2.5 : Faire le suivi du programme CEP-Lait (embouche caprins) | No de visites de suivi | MEL | 90 |
| Résultat Intermédiaire 3.6.3 : Les capacités des productrices en matière de transformation de lait sont renforcées | Consommation du lait par des Femmes et Enfants 6-59 mois en période de soudure | MEL | |
| Activité 3.6.3.1 : Organiser des formations pour les formateurs CEP-lait pour la transformation en fromage | No d'ateliers de formation | MEL | 4 |
| Activité 3.6.3.2 : Organiser des formations pour les ménages vulnérables à travers des CEP-Lait pour la transformation en fromage | No de CEP Lait formés | MEL | 90 |
| Activité 3.6.3.3 : Faire le suivi du programme CEP-Lait pour la transformation en fromage | No de visites de suivi | MEL | 30 |
| Résultat Intermédiaire 3.6.4 : Des unités de transformation et de conservation du lait et produits laitiers artisanaux (fromage) sont créées et promues | - | MEL | |
| Activité 3.6.4.1 : Organiser une étude technique sur la transformation de fromage artisanale | Résultat d'étude disponible | MEL | 1 |
| Activité 3.6.4.2 : Organiser une formation des formateurs de transformation de Fromage artisanale | No de formateurs formés par région | MEL | 7 |
| Activité 3.6.4.3 Organiser une formation des transformateurs de fromage artisanale | No de femmes formées; No de formation effectuées | MEL | 7 |
| Activité 3.6.4.4 : Appuyer l'achat des matériaux pour la transformation de fromage artisanal | No de femmes formées; No de formation effectuées | MEL | 100 |
| | | | |
| Résultat Intermédiaire 3.6.5 : La commercialisation du fromage artisanal est assurée | Quantité de fromage commercialisée Revenus issues de l'activité | MEL | - |
| Activité 3.6.5.1 : Etude de marché sur la commercialisation du fromage artisanale | Résultat d'étude disponible | MEL | 1 |
| Activité 3.6.5.2 : Formation des femmes en commerce | no d'ateliers de formation (15 femmes par atelier) | MEL | 7 |
| Activité 3.6.5.3 : Appui-Conseil aux femmes commerçantes | appui-conseil par commerçante | MEL | 100 |
| Résultat 3.7 : La promotion de filières à haute valeur nutritive et pouvant contribuer à combler les carences nutritionnelles au Niger est élargie et les mécanismes manquants pour que ces chaînes de valeurs atteignent les groupes vulnérables cibles sont adressés | - | MAGEL/MEDD | - |
| Résultat Intermédiaire 3.7.1 : Les produits alimentaires de la biodiversité locale de chaque région sont identifiés et promus | - | MAGEL/MEDD | - |
| Activité 3.7.1.1 : Idensification des produits spécifiques pour élargir l'offre alimentaire selon la biodiversité des régions | 1. Etude 2. Rapport de validation 3. Brochure 4. Atelier | MAGEL/MEDD | 1 : 1 2 : 1 3 : 1 4 : 1 |
| Résultat Intermédiaire 3.7.2 : La promotion de la production, consommation, et commercialisation des feuilles des produits forestiers non ligneux (PFNL) est assurée et les techniques de préparation et de conservation sont vulgarisées | - | MAGEL/MEDD | - |
| Activité 3.7.2.1 : Promouvoir la production et commercialisation des PFNL (moringa, baobab, etc.) et démontrer les techniques de préparation et conservation de ces produits alimentaires | 1. Chaînes développées 2. Nombre de formations | - | 1 : 1 2 : 50 |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Indicateurs d'activités | Responsable | Cibles |
|---|--|---|--|
| Résultat intermédiaire 3.7.3 : Les techniques de conservation des fruits et leurs commercialisation sont développées et promues | - | MAGEL/MEDD | - |
| Activité 3.7.3.1 : Promouvoir la commercialisation des fruits conservés (mangues, papayes, oranges) et démontrer les techniques de conservation artisanale en faveur des habitudes des groupes cibles vulnérables | 1. Chaines développées 2. Nombre de formations | MAGEL/MEDD | 1 : 1 2 : 150 |
| Résultat intermédiaire 3.7.4 des techniques de conservation des légumes et leurs commercialisation sont développées et promues | - | MAGEL/MEDD | - |
| Activité 3.7.4.1 : Promouvoir la conservation de légumes (aubergines, carottes, choux) et sa commercialisation; renforcer la sécurité sanitaire de ces aliments sur les marchés | 1. Chaines développées 2. Nombre de formations | MAGEL/MEDD | 1. 1 2. 150 |
| Résultat 3.8 : Les systèmes de post-recolte, de transformation alimentaire et la sécurité sanitaire sont renforcés pour améliorer la consommation des aliments de bonne qualité pendant toute l'année par les groupes vulnérables. | - | MAGEL/MEDD | - |
| Résultat Intermédiaire 3.8.1 : Les techniques de stockage et de conservation des aliments à haute valeur nutritive sont développées | - | MAGEL/MEDD | - |
| Activité 3.8.1.1 : Soutenir la conservation et le stockage des aliments à haute valeur nutritive en milieu rural : surtout légumes et légumineuses et autres produits maraichers | 1. Nombre de groupes de formation des femmes en techniques post-récolte | MAGEL / MEDD | 1. 150 |
| Résultat Intermédiaire 3.8.2 : Des micro entreprises gérées par les femmes pour promouvoir la transformation et la commercialisation des farines fortifiées à base de produits locaux sont mises en place | - | - | - |
| Activité 3.8.2.1 : Promouvoir la production des farines fortifiées au niveau local par des micro-entreprises gérées par des femmes | 1. Nombre de micro-entreprises de production de farines fortifiées mises en place 2. Nombre de groupes de femmes formés en techniques de production et entrepreneuriat 3. Nombre de visites de suivi technique réalisées | Min. de la promotion de la femme / Min. du Commerce | 1 : 21 2 : 70 3 : 30 |
| Résultat Intermédiaire 3.8.3 : Des technologies de production et de transformation de produits alimentaire favorisant l'allègement du travail des femmes sont mises en place | - | - | - |
| Activité 3.8.3.1 : Diffusion des technologies d'allègement des tâches des femmes | 1. Nombre de plate-formes MF installées 2. Nombre de foyers améliorées vendues 3. Nombre de séchoirs solaires distribués | Min. de la promotion de la femme | 1 : 360 2 : 120 000 3 : 360 |
| Résultat Intermédiaire 3.8.4 : Des boutiques villageoise de produits diversifiés et transformés par les femmes sont disponibles et fonctionnelles | - | - | - |
| Activité 3.8.4.1 : Mettre en place des boutiques villageoises de produits alimentaires diversifiés et transformés par les micro-entreprises de femmes; | 1. Nombre de boutiques mise en œuvre 2. Nombre de paquets distribués | - | 1 : 150 2 : 150 |
| Résultat Intermédiaire 3.8.5 : Les capacités des cadres du développement rural et des agents de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments sont renforcées et leurs effort mieux coordonnés | - | - | - |
| Activité 3.8.5.1 : Renforcer les capacités des cadres du développement rural et des agents de contrôle impliqués dans la sécurité sanitaire des aliments | 1. Nombre de formations dispensées dans le domaine de sécurité sanitaire des aliments 2. Nombre de kits de contrôle distribués | MAGEL / MEDD / MS | 1 : 6 2 : 100 |
| Activité 3.8.5.2 : Renforcer la coordination et la collaboration avec les secteurs impliqués dans le contrôle des aliments | 1. Nombre de réunions tenues 2. Nombre de réunions tenues 3. Nombre de missions réalisées | MAGEL / MEDD / MS | 1 : 6 2 : 6 3 : 12 |
| Activité 3.8.5.3 : Promouvoir les actions réduisant la contamination en aflatoxine tout au long du système alimentaire. | 1. Plan de campagne élaboré 2. Nombre de campagnes réalisés 3. Nombre de formations réalisées 4. Nombre de rapports de résultats de recherche 5. Nombre de missions | MAGEL / MS | 1 : 1 2 : 2 3 : 100 4 : 3 5 : 10 |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Indicateurs d'activités | Responsable | Cibles |
|--|--|---------------------------------------|------------------------------|
| Résultat Intermédiaire 3.8.6 : La promotion de la conservation des semences diversifiées de haute valeur nutritive est assurée | - | - | - |
| Activité 3.8.8 : Promouvoir la conservation et la diversité des semences de légumes et de légumineuses | 1. Plan de campagne élaboré 2. Nombre de campagnes réalisés 3. Nombre de formations réalisées; no de gpts formés | MAGEL/ MS | 1 : 1 1 : 1 1 : 100 |
| Résultat 3.9 : Des stratégies de communication et de plaidoyer sont développées et mises en œuvre pour favoriser la disponibilité accrue de l'approvisionnement et de la consommation d'aliments diversifiés, et pour garantir une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate. | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 3.9.1 : une stratégie de communication sur l'agriculture sensible à la nutrition est élaborée et mise en œuvre | - | - | - |
| Activité 3.9.1 .1 : Elaborer une stratégie de communication et sa mise en oeuvre pour favoriser la disponibilité accrue de l'approvisionnement et de la consommation d'aliments diversifiés, et pour garantir une alimentation adéquate | 1. Stratégie élaborée 2. Nombre de campagnes menées | MAGEL / MEDD/ Min de Communication/MS | 1 : 1 2 : 2 |
| Résultat Intermédiaire 3.9.2 : les capacités des organisations paysannes/CEP sont renforcées en nutrition | - | - | |
| Activité 3.9.2.1 : Intégrer l'éducation nutritionnelle au niveau communautaire à travers les champs écoles paysans, les maisons du paysan, et les unions paysannes. | 1. Guide élaboré 2. Nombre de Clubs d'écoute 3. Nombre de CEP avec modules sur la nutrition etc | MAGEL/ MS/ HC3N | 1 : 1 2 : 2050 3 : 600 |
| Résultat Intermédiaire 3.9.3 : les capacités des femmes sont renforcées en nutrition | - | - | |
| Activité 3.9.3.1 Les femmes des ménages vulnérables - ont reçu une éducation nutritionnelle et ont amélioré leur connaissance en ce qui concerne le lien entre la production des produits agricoles et la sécurité nutritionnelle | 1. Nombre de groupes de femmes formés 2. Nombre de demo | MS/ MAGEL | 1. 1284 2. 1284 |
| Résultat Intermédiaire 3.9.4 : une stratégie de plaidoyer, impliquant tous les ministères et parlementaires concernés est rédigée et fonctionnelle | - | - | |
| Activité 3.9.4.1 : Une stratégie de plaidoyer pour favoriser la disponibilité accrue de l'approvisionnement et de la consommation d'aliments diversifiés est élaborée et mise en oeuvre | - | - | 1.1 2. 6 |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Coûts estimatifs (Total 2017-2019) | Cout annuel 2017 | Cout annuel 2018 | Cout annuel 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---|
| Effet : Le Niger s'engage à créer les conditions d'une disponibilité et d'une accessibilité accrue d'aliments sains, diversifiés et riches en micronutriments, pour garantir une alimentation adéquate pour tous, en particulier les jeunes enfants, les adolescentes, les femmes enceintes et allaitantes, y compris pendant la période de soudure. | 12 809 659 072 | 3 463 663 156 | 4 814 429 208 | 4 531 566 708 | |
| Résultat 3.1 : Les investissements clés du secteur de la sécurité alimentaire guidés par l'amélioration de l'accès et l'accroissement de la consommation d'aliments à haute valeur nutritive, en quantité et qualité adéquates pour les enfants de moins de cinq ans (surtout durant les premiers 24 mois de vie), les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et adolescents, sont accrus. | 1 254 970 000 | 228 585 000 | 638 842 500 | 387 542 500 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.1.1 : La gouvernance pour la nutrition dans le secteur agricole est améliorée de manière à durabiliser et stabiliser le changement vers les objectifs d'une agriculture sensible à la nutrition | 385 935 000 | 31 545 000 | 302 845 000 | 51 545 000 | - |
| Activité 3.1.1.1. Intégrer la nutrition et les approches de diversification du régime alimentaire des ménages dans les stratégies nationales et plans d'investissement des secteurs du développement rural en prenant en compte les besoins des groupes vulnérables | 385 935 000 | 31 545 000 | 302 845 000 | 51 545 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.1.2 : Les capacités des agents de mise en oeuvre des activités nutrition sont renforcées | 273 525 000 | 98 925 000 | 87 300 000 | 87 300 000 | - |
| Activité 3.1.2.1. Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités en nutrition pour tous les cadres et agents d'encadrement des secteurs du développement rural à tous les niveaux | 273 525 000 | 98 925 000 | 87 300 000 | 87 300 000 | 1. Un plan de renforcement des capacités est développé et validé; 2. Mobilisation de la "thématique spéciale" pour la nutrition lors de l'atelier central annuel (mai) 3. Nombre de cadres et d'agents (Agriculture, Elevage, Pisciculture) formés sur les principes de nutrition et éducation nutritionnelle |
| Résultat Intermédiaire 3.1.3 : Les systèmes d'information sur la nutrition et la sécurité alimentaires sont renforcés | 294 345 000 | 98 115 000 | 98 115 000 | 98 115 000 | - |
| Activité 3.1.3.1. Alimenter les systèmes d'information sur la nutrition et la sécurité alimentaire avec des données du secteur du développement rural | 294 345 000 | 98 115 000 | 98 115 000 | 98 115 000 | Intégration et suivi des données de qualité du secteur agricole dans le système SGIN à tout niveau (2 réunions annuelles par niveau-central-regional-departemental) |
| Résultat Intermédiaire 3.1.4 : Un système durable de capitalisation est établi et des bonnes pratiques sont identifiées | 301 165 000 | - | 150 582 500 | 150 582 500 | - |
| Activité 3.1.4.1 : Renforcer la recherche opérationnelle pour guider la mise en œuvre des actions de développement rural sensibles à la nutrition | 147 250 000 | - | 73 625 000 | 73 625 000 | - |
| Activité 3.1.4.2 : Elaborer et diffuser un plan de partage des expériences et des bonnes pratiques de mise en œuvre d'activités et d'approches « sensibles » à la nutrition dans le secteur rural | 153 915 000 | - | 76 957 500 | 76 957 500 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.1.5 : Les droits fonciers des femmes sont améliorés et assurés | PM | PM | PM | PM | - |
| Activité 3.1.5.1 Les droits fonciers des femmes assurent qu'elles soient elles-mêmes les décideurs principales de leur production, de l'utilisation de leurs revenus et de son application pour le bien-être des familles, surtout les enfants de moins de 5 ans. | PM | PM | PM | PM | - |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Coûts estimatifs (Total 2017-2019) | Coût annuel 2017 | Coût annuel 2018 | Coût annuel 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---|
| Résultat 3.2 : La production halieutique, la pêche et l'aquaculture sont optimisés et diversifiés pour une meilleure disponibilité et consommation de produits riches en protéines et en micronutriments essentiels | 171 720 000 | 60 260 000 | 25 600 000 | 85 860 000 | - |
| Résultat Intermédiaire : 3.2.1 Les mares, traitées et empoisonnées, sont favorables à la production de poissons | PM | PM | PM | PM | - |
| Activité 3.2.1.1 : Traiter les mares contre l'envahissement des plantes aquatiques | PM | PM | PM | PM | Travail HIMO Total de 3000 ha (300 mares de 10 ha par mare; 2017-19); 1000 ha/ an |
| Activité 3.2.1.2 : Former les agriculteurs sur la production et application du compost | PM | PM | PM | PM | Compost à utiliser dans les jardins maraichers |
| Activité 3.2.1.3 : Promouvoir l'empoisonnement des mares dans les zones vulnérables. | PM | PM | PM | PM | 1000 ha / an pour 100 mares |
| Résultat Intermédiaire 3.2.2 : La promotion de la pisciculture villageoise et les services de soutien sont assurés | 51 200 000 | - | 25 600 000 | 25 600 000 | |
| Activité 3.2.2.1 : Promouvoir la pisciculture à travers des étangs piscicoles villageoises | PM | - | - | - | 120 hectares d'étangs piscicoles créés en 3 ans |
| Activité 3.2.2.2 : Promouvoir la pisciculture à travers les fermes piscicoles de démonstration (aquaculteurs noyaux) | PM | - | - | - | - |
| Activité 3.2.2.3 : Produire et distribuer des alevins aux petits agriculteurs | 51 200 000 | - | 25 600 000 | 25 600 000 | - |
| Activité 3.2.2.4 : Former des entreprises dans la production et distribution des alevins | PM | - | - | - | Appui-conseil pour les fermes piscicoles pour leur transformation en entreprises |
| Résultat Intermédiaire 3.2.3 : Les produits piscicoles et halieutiques sont valorisés | 120 520 000 | 60 260 000 | - | 60 260 000 | - |
| Activité 3.2.4.1 : Promouvoir la Transformation, Conservation et Commercialisation des Produits Halieutiques pour l'enrichissement des produits alimentaires (fortification) | 120 520 000 | 60 260 000 | - | 60 260 000 | Utilisation de petits poissons séchés dans les farines infantiles pour renforcer le contenu en micronutriments |
| Résultat 3.3 : Les petits producteurs ont optimisé et diversifié au maximum leur production à travers des jardins potagers irrigués destinés à compléter la consommation du ménage avec des produits maraichers riches en micronutriments en contre-saison | 5 238 520 000 | 1 596 040 000 | 1 797 880 000 | 1 844 600 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.3.1 : Les kits d'intrants sont distribués aux ménages vulnérables pour soutenir les cultures maraichères | 4 500 000 000 | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 | - |
| Activité 3.3.1.1 : Distribuer les kits d'intrants pour jardins potagers aux ménages vulnérables (ex. Carotte, chou, tomate, oignon, moringa) | 4 500 000 000 | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 | Kits à distribuer aux femmes des ménages vulnérables à l'InsecAlim participant dans les CEP Maraichage qui profitent de l'aménagement des nouveaux jardins en petite irrigation |
| Résultat Intermédiaire 3.3.2 : Les jardins potagers sont réhabilités et aménagés en petite irrigation | PM | PM | PM | PM | - |
| Activité 3.3.2.1 Réhabiliter les jardins potagers | PM | - | - | - | Voir SPIN Mars 2015 |
| Activité 3.3.2.2 Aménager de nouveaux jardins potagers en petite irrigation | PM | - | - | - | 3000 ha de nouveaux jardins potagers et de fruitiers aménagés et irrigués (voir SPIN 2015) |
| Résultat Intermédiaire 3.3.3 : Les ménages sont formés pour utiliser les kits d'intrants maraichers et bénéficient de l'éducation nutritionnelle | 738 520 000 | 96 040 000 | 297 880 000 | 344 600 000 | - |
| Activité 3.3.3.1 : Intégrer la nutrition dans la formation des bénéficiaires des kits d'intrants maraichers | 738 520 000 | 96 040 000 | 297 880 000 | 344 600 000 | Formation sur la production et consommation des produits maraichers y incluse l'éducation nutritionnelle |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Coûts estimatifs (Total 2017-2019) | Coût annuel 2017 | Coût annuel 2018 | Coût annuel 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---|
| Résultat 3.4 : Les petits producteurs ont augmenté et diversifié leur production de volailles vers des produits riches en micronutriments (œufs et viande ; poules et pintades) disponibles et accessibles au niveau des ménages | 266 100 000 | 90 960 000 | 90 960 000 | 84 180 000 | - |
| Résultat intermédiaire 3.4.1. Les races améliorées de volaille sont vulgarisées | PM | PM | PM | PM | - |
| Activité 3.4.1.1 Vulgarisation des Coqs de Race | PM | - | - | - | Catégorie cible: petits producteurs de volaille |
| Activité 3.4.1.2 Vulgarisation des Poules locales vulgarisées | PM | - | - | - | Catégorie cible: petits producteurs de volaille |
| Résultat intermédiaire 3.4.2. L'élevage familial de volaille est soutenu | - | - | - | - | - |
| 3.4.2.1 Unités de "petite élevage familiale de volaille" | PM | - | - | - | Catégorie cible: ménages vulnérables modérés |
| 3.4.2.1 Unités de "petite élevage familiale de pintades" | PM | - | - | - | Catégorie cible: ménages vulnérables modérés |
| Résultat intermédiaire 3.4.3. Les ménages sont formés dans les techniques d'élevage de volaille et sur les aspects de sécurité nutritionnelle | 266 100 000 | 90 960 000 | 90 960 000 | 84 180 000 | - |
| Activité 3.4.3.1 : Former les formateurs Nutrition-Elevage | 13 560 000 | 6 780 000 | 6 780 000 | - | 30 encadreurs formés |
| Activité 3.4.3.2 : Former les ménages vulnérables à la malnutrition | 230 400 000 | 76 800 000 | 76 800 000 | 76 800 000 | 120 CEP-Volaille par an avec 80% des femmes productrices; 30 encadreurs CEP-volaille en 30 communes |
| Activité 3.4.3.3 : Suivre le programme Education Nutri Elevage | 22 140 000 | 7 380 000 | 7 380 000 | 7 380 000 | Visites au niveau des communes et CEP-volaille par équipe régionale |
| Résultat 3.5 : Les petits producteurs ont diversifié au maximum leur production "petit élevage" et amélioré leur consommation des produits riches en protéines et micronutriments (viande mouton, chèvre) | 84 440 000 | 24 500 000 | 33 360 000 | 26 580 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.5.1 Les races améliorées de petits ruminants sont vulgarisées | PM | PM | PM | PM | - |
| Activité 3.5.1.1 : Vulgariser les Ovins sélectionnés | PM | - | - | - | - |
| Activité 3.5.1.2 : Vulgariser les Caprins sélectionnés | PM | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 3.5.2 : Le Programme Habbanaye de Petits Ruminants est mis en œuvre auprès des ménages vulnérables | PM | PM | PM | PM | - |
| Activité 3.5.2.1 : Distribuer les Kits Petits Ruminants | PM | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 3.5.3 : Les capacités techniques sont améliorées pour les champs Ecoles Paysans/pastoraux (CEP)-Petit Elevage | 84 440 000 | 24 500 000 | 33 360 000 | 26 580 000 | - |
| Activité 3.5.3.1 : Former les formateurs Nutrition-Petit Elevage | 13 560 000 | 6 780 000 | 6 780 000 | 0 | 30 encadreurs formés |
| Activité 3.5.3.2 : Former les ménages vulnérables en nutrition à travers de l'approche CEP- Petit Elevage | 51 200 000 | 12 800 000 | 19 200 000 | 19 200 000 | 80 CEP-Petit élevage avec 80% des femmes productrices; 20 encadreurs CEP-volaille en 20 communes |
| Activité 3.5.3.3 : Suivre le programme Education Nutri Elevage | 19 680 000 | 4 920 000 | 7 380 000 | 7 380 000 | Visites des agents de vulgarisation au niveau des communes et CEP-volaille par équipe régionale |
| Resultats 3.6 : Les connaissances des petits producteurs et petites productrices en matière de production du lait en saison sèche par embouche paysanne, et de sa consommation sont améliorées | 583 020 000 | 90 810 000 | 251 190 000 | 241 020 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.6.1 : Les Embouche paysanne des bovins sont disponibles pour faciliter la production de lait en contre saison (en saison sèche) | 237 180 000 | 80 190 000 | 80 190 000 | 76 800 000 | alimentation complémentaire des bovins pendant 3-4 mois en saison sèche |
| Activité 3.6.1.1 : Organiser des formations pour les formateurs CEP-lait (embouches paysannes caprins) | 6 780 000 | 3 390 000 | 3 390 000 | - | 30 encadreurs formés |
| Activité 3.6.1.2 : Organiser des formations pour les ménages vulnérables à travers des CEP - Lait (embouche paysanne caprins) | 230 400 000 | 76 800 000 | 76 800 000 | 76 800 000 | 120 CEP-Lait avec 80% des femmes productrices des ménages vulnérables; 30 encadreurs CEP-Lait en 30 communes |
| Activité 3.6.1.3 : Appuyer la construction des étables et magasins de fourrage pour caprins | PM | - | - | - | ciblage des ménages vulnérables |
| Activité 3.6.1.4 : Appuyer la production des fourrages pour bovins (sémences; essais, autres) | PM | - | - | - | - |
| Activité 3.6.1.5 : Faire le suivi du programme CEP-Lait (embouche bovine) | PM | - | - | - | Visites au niveau des communes et CEP-Lait par équipes des techniciens régionaux |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Coûts estimatifs (Total 2017-2019) | Cout annuel 2017 | Cout annuel 2018 | Cout annuel 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---|
| Résultat Intermédiaire 3.6.2 Les Embouches paysanne des caprins sont disponibles pour faciliter la production de lait en contre saison (en saison sèche) | 320 760 000 | 3 390 000 | 160 380 000 | 156 990 000 | alimentation complémentaire des ovins pendant 3-4 mois en saison sèche |
| Activité 3.6.2.1 : Organiser des formations pour les formateurs CEP-lait (embouches paysannes caprins) | 13 560 000 | 3 390 000 | 6 780 000 | 3 390 000 | 60 encadreurs formés |
| Activité 3.6.2.2 : Organiser des formations pour les ménages vulnérables à travers des CEP - Lait (embouche paysanne caprins) | 307 200 000 | - | 153 600 000 | 153 600 000 | 240 CEP-Lait avec 80% des femmes productrices des ménages vulnérables; 140 encadreurs CEP-Lait en 35 communes |
| Activité 3.6.2.3 : Appuyer la construction des étables et magasins de fourrage pour caprins | PM | - | - | - | - |
| Activité 3.6.2.4 : Appuyer la production des fourrages pour caprins (sémences; essais, autres) | PM | - | - | - | - |
| Activité 3.6.2.5 : Faire le suivi du programme CEP-Lait (embouche caprins) | PM | - | - | - | Visites au niveau des communes et CEP-Lait par équipes régionaux |
| Résultat Intermédiaire 3.6.3 : Les capacités des productrices en matière de transformation de lait sont renforcées | 25 080 000 | 7 230 000 | 10 620 000 | 7 230 000 | Formation sur la production et consommation des produits maraîchers avec un accent sur l'éducation nutritionnelle |
| Activité 3.6.3.1 : Organiser des formations pour les formateurs CEP-lait pour la transformation en fromage | 13 560 000 | 3 390 000 | 6 780 000 | 3 390 000 | 30 encadreurs formés |
| Activité 3.6.3.2 : Organiser des formations pour les ménages vulnérables à travers des CEP-Lait pour la transformation en fromage | 11 520 000 | 3 840 000 | 3 840 000 | 3 840 000 | 30 CEP-Lait avec 80% des femmes productrices participent pour la transformation; 30 encadreurs CEP-Lait en 30 communes |
| Activité 3.6.3.3 : Faire le suivi du programme CEP-Lait pour la transformation en fromage | PM | - | - | - | Visites au niveau des communes et CEP-Lait par équipe régionale |
| Résultat Intermédiaire 3.6.4 : Des unités de transformation et de conservation du lait et produits laitiers artisanaux (fromage) sont créées et promues | PM | PM | PM | PM | - |
| Activité 3.6.4.1 : Organiser une étude technique sur la transformation de fromage artisanale | PM | - | - | - | Etude technique de faisabilité |
| Activité 3.6.4.2 : Organiser une formation des formateurs de transformation de Fromage artisanale | PM | - | - | - | 2 formateurs par région |
| Activité 3.6.4.3 Organiser une formation des transformateurs de fromage artisanale | PM | - | - | - | 100 femmes formées en transformation |
| Activité 3.6.4.4 : Appuyer l'achat des matériaux pour la transformation de fromage artisanal | PM | - | - | - | Disponibiliser des Kits Transformation Fromage Artisanale |
| Résultat Intermédiaire 3.6.5 : La commercialisation du fromage artisanal est assurée | PM | PM | PM | PM | - |
| Activité 3.6.5.1 : Etude de marché sur la commercialisation du fromage artisanale | PM | - | - | - | - |
| Activité 3.6.5.2 : Formation des femmes en commerce | PM | - | - | - | 100 femmes formées en commercialisation |
| Activité 3.6.5.3 : Appui-Conseil aux femmes commerçantes | PM | - | - | - | - |
| Résultat 3.7 : La promotion de filières à haute valeur nutritive et pouvant contribuer à combler les carences nutritionnelles au Niger est élargie et les mécanismes manquants pour que ces chaînes de valeurs atteignent les groupes vulnérables cibles sont adressés | 804 327 500 | 20 000 000 | 446 577 500 | 337 750 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.7.1 : Les produits alimentaires de la biodiversité locale de chaque région sont identifiés et promus | 38 437 500 | 20 000 000 | 18 437 500 | - | - |
| Activité 3.7.1.1 : Idensification des produits spécifiques pour élargir l'offre alimentaire selon la biodiversité des régions | 38 437 500 | 20 000 000 | 18 437 500 | - | - |
| Résultat Intermédiaire 3.7.2 : La promotion de la production, consommation, et commercialisation des feuilles des produits forestiers non ligneux (PFNL) est assurée et les techniques de préparation et de conservation sont vulgarisées | 126 630 000 | - | 78 380 000 | 48 250 000 | - |
| Activité 3.7.2.1 : Promouvoir la production et commercialisation des PFNL (moringa, baobab, etc.) et démontrer les techniques de préparation et conservation de ces produits alimentaires | 126 630 000 | - | 78 380 000 | 48 250 000 | - |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Coûts estimatifs (Total 2017-2019) | Coût annuel 2017 | Coût annuel 2018 | Coût annuel 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|
| Résultat intermédiaire 3.7.3 : Les techniques de conservation des fruits et leurs commercialisation sont développées et promues | 319 630 000 | - | 174 880 000 | 144 750 000 | - |
| Activité 3.7.3.1 : Promouvoir la commercialisation des fruits conservés (mangues, papayes, oranges) et démontrer les techniques de conservation artisanale en faveur des habitudes des groupes cibles vulnérables | 319 630 000 | - | 174 880 000 | 144 750 000 | - |
| Résultat intermédiaire 3.7.4 des techniques de conservation des légumes et leurs commercialisation sont développées et promues | 319 630 000 | - | 174 880 000 | 144 750 000 | - |
| Activité 3.7.4.1 : Promouvoir la conservation de légumes (aubergines, carottes, choux) et sa commercialisation; renforcer la sécurité sanitaire de ces aliments sur les marchés | 319 630 000 | - | 174 880 000 | 144 750 000 | - |
| Résultat 3.8 : Les systèmes de post-recolte, de transformation alimentaire et la sécurité sanitaire sont renforcés pour améliorer la consommation des aliments de bonne qualité pendant toute l'année par les groupes vulnérables. | 3 876 284 072 | 1 249 350 656 | 1 329 819 208 | 1 297 114 208 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.8.1 : Les techniques de stockage et de conservation des aliments à haute valeur nutritive sont développées | 771 000 000 | 257 000 000 | 257 000 000 | 257 000 000 | - |
| Activité 3.8.1.1 : Soutenir la conservation et le stockage des aliments à haute valeur nutritive en milieu rural : surtout légumes et légumineuses et autres produits maraichers | 771 000 000 | 257 000 000 | 257 000 000 | 257 000 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.8.2 : Des micro entreprises gérées par les femmes pour promouvoir la transformation et la commercialisation des farines fortifiées à base de produits locaux sont mises en place | 1 474 170 000 | 512 565 000 | 487 155 000 | 474 450 000 | - |
| Activité 3.8.2.1 : Promouvoir la production des farines fortifiées au niveau local par des micro-entreprises gérées par des femmes | 1 474 170 000 | 512 565 000 | 487 155 000 | 474 450 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.8.3 : Des technologies de production et de transformation de produits alimentaire favorisant l'allègement du travail des femmes sont mises en place | 432 000 000 | 144 000 000 | 144 000 000 | 144 000 000 | - |
| Activité 3.8.3.1 : Diffusion des technologies d'allègement des tâches des femmes | 432 000 000 | 144 000 000 | 144 000 000 | 144 000 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.8.4 : Des boutiques villageoise de produits diversifiés et transformés par les femmes sont disponibles et fonctionnelles | 750 000 000 | 250 000 000 | 250 000 000 | 250 000 000 | - |
| Activité 3.8.4.1 : Mettre en place des boutiques villageoises de produits alimentaires diversifiés et transformés par les micro-entreprises de femmes; | 750 000 000 | 250 000 000 | 250 000 000 | 250 000 000 | Fonctionnement type banque céréalière Fond de roulement et gestion des stocks |
| Résultat Intermédiaire 3.8.5 : Les capacités des cadres du développement rural et des agents de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments sont renforcées et leurs effort mieux coordonnés | 328 801 572 | 62 673 156 | 133 064 208 | 133 064 208 | - |
| Activité 3.8.5.1 : Renforcer les capacités des cadres du développement rural et des agents de contrôle impliqués dans la sécurité sanitaire des aliments | 27 600 000 | 9 000 000 | 9 300 000 | 9 300 000 | - |
| Activité 3.8.5.2 : Renforcer la coordination et la collaboration avec les secteurs impliqués dans le contrôle des aliments | 42 621 312 | 14 207 104 | 14 207 104 | 14 207 104 | - |
| Activité 3.8.5.3 : Promouvoir les actions réduisant la contamination en aflatoxine tout au long du système alimentaire. | 258 580 260 | 39 466 052 | 109 557 104 | 109 557 104 | - |

| ENGAGEMENT 3 : AGRICULTURE | Coûts estimatifs (Total 2017-2019) | Cout annuel 2017 | Cout annuel 2018 | Cout annuel 2019 | Notes |
|--|---|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------|
| Résultat Intermédiaire 3.8.6 : La promotion de la conservation des semences diversifiées de haute valeur nutritive est assurée | 120 312 500 | 23 112 500 | 58 600 000 | 38 600 000 | - |
| Activité 3.8.8 : Promouvoir la conservation et la diversité des semences de légumes et de légumineuses | 120 312 500 | 23 112 500 | 58 600 000 | 38 600 000 | - |
| Résultat 3.9 : Des stratégies de communication et de plaidoyer sont développées et mises en œuvre pour favoriser la disponibilité accrue de l'approvisionnement et de la consommation d'aliments diversifiés, et pour garantir une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate. | 530 277 500 | 103 157 500 | 200 200 000 | 226 920 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.9.1 : une stratégie de communication sur l'agriculture sensible à la nutrition est élaborée et mise en œuvre | 220 000 000 | 20 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | - |
| Activité 3.9.1 .1 : Elaborer une stratégie de communication et sa mise en oeuvre pour favoriser la disponibilité accrue de l'approvisionnement et de la consommation d'aliments diversifiés, et pour garantir une alimentation adéquate | 220 000 000 | 20 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.9.2 : les capacités des organisations paysannes/CEP sont renforcées en nutrition | 168 612 500 | 43 412 500 | 58 600 000 | 66 600 000 | - |
| Activité 3.9.2.1 : Intégrer l'éducation nutritionnelle au niveau communautaire à travers les champs écoles paysans, les maisons du paysan, et les unions paysannes. | 168 612 500 | 43 412 500 | 58 600 000 | 66 600 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.9.3 : les capacités des femmes sont renforcées en nutrition | 77 040 000 | 15 120 000 | 21 600 000 | 40 320 000 | - |
| Activité 3.9.3.1 Les femmes des ménages vulnérables - ont reçu une éducation nutritionnelle et ont amélioré leur connaissance en ce qui concerne le lien entre la production des produits agricoles et la sécurité nutritionnelle | 77 040 000 | 15 120 000 | 21 600 000 | 40 320 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 3.9.4 : une stratégie de plaidoyer, impliquant tous les ministères et parlementaires concernés est rédigée et fonctionnelle | 64 625 000 | 24 625 000 | 20 000 000 | 20 000 000 | - |
| Activité 3.9.4.1 : Une stratégie de plaidoyer pour favoriser la disponibilité accrue de l'approvisionnement et de la consommation d'aliments diversifiés est élaborée et mise en oeuvre | 64 625 000 | 24 625 000 | 20 000 000 | 20 000 000 | - |

| ENGAGEMENT 4 : WASH | Indicateurs d'activités | Responsable | Cibles (2017_2019) | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) |
|---|---|-------------|---|------------------------------------|
| <p>ENGAGEMENT 4 :Le Niger s'engage à développer et à mettre à l'échelle des stratégies permettant un accès à l'eau potable, et aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement pour assurer la sécurité nutritionnelle des enfants, des femmes et des hommes</p> | <p>1. Taux (%) de la population utilisant une source d'eau potable saine et sécurisée (désagrégé par region, milieu urbain, rural) ; 2. Taux (%) de la population utilisant des services d'assainissement de qualité (désagrégé par region, milieu urbain, rural) ; 3. Taux (%) d'accès des ménages aux équipements de lavage des mains au savon ; 4. Taux (%) des villages adhérant à l'approche ATPC 5. Taux (%) des villages déclarés FDAL</p> | | | <p>1 899 380 500</p> |
| <p>Résultat 4.1 : Les stratégies et les capacités de mise en œuvre des activités du secteur de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement sont élaborées et renforcées pour lutter et prévenir la malnutrition compte tenu des évidences de l'impact négatif des agents infectieux d'origine hydrique et d'autres facteurs liés à l'eau sur la qualité sanitaire de l'eau, des aliments et de l'environnement immédiat des ménages, ainsi que sur la santé des individus.</p> | - | MHA | - | <p>331 193 000</p> |
| <p>Résultat intermédiaire 4.1.1. Les capacités des acteurs de mise en œuvre du plan d'action sectoriel de l'Eau, Hygiène et Assainissement sont renforcées</p> | - | MHA | - | <p>196 593 000</p> |
| <p>Activité 4.1.1.1 : Renforcer les capacités des acteurs pour la mise en œuvre du plan national d'action du secteur EHA, sensible à nutrition.</p> | <p>1. Nombre de séances de formation au niveau central 2. Nombre de séances de formation au niveau regional 3. Nombre de séances de formation au niveau departemental 4. Pourcentage d'acteurs formés</p> | MHA | <p>1 : 3 2 : 15 3 : 63</p> | <p>196 593 000</p> |
| <p>Activité 4.1.1.2 : Mettre en oeuvre le plan national EHA et les interventions reliées dans les zones géographiques et les groupes prioritaires ciblés</p> | <p>Nombre de regions touchées et pourcentage de groupe prioritaires ciblés par zone d'intervention pourcentage de facteur déterminant identifié</p> | MHA | <p>8 regions et 75% de groupes prioritaires ciblés par zone d'intervention (5 regions) 75% de facteurs déterminants identifiés</p> | - |
| <p>Résultat intermédiaire 4.1.2 : Un système de gestion de l'information EHA-NUT est mis en place et est fonctionnel</p> | - | MHA | - | <p>134 600 000</p> |
| <p>Activité 4.1.2.1 : Mettre en place et utiliser efficacement un système de gestion de l'information WASH-NUT, qui permet aux responsables du secteur EHA à tous les niveaux administratifs, de mener un suivi efficace de la mise en œuvre, des résultats et de l'impact nutritionnel de leur plan.</p> | <p>1. Nombre de rapports d'activités basés sur le SISEAN (Système d'Information et Suivi du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement au Niger) 2. Nombre de réunions au niveau National (2 par an) 3. Nombre de réunions au niveau Régional (2 par an; a partir de 2018) 4. Nombre de réunions (Communales/ Dpt; 2 par an); 2018: 60 communes</p> | MHA | <p>1 : 6 2 : 20 3 : 120</p> | <p>134 600 000</p> |
| <p>Résultat 4.2. L'accès à l'eau potable et à des pratiques optimales d'hygiène et d'assainissement est promu, en accordant la priorité aux interventions basées sur des évidences scientifiques notamment le lavage des mains aux moments critiques de la journée et l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC). Les pratiques de conservation et de gestion de l'eau au niveau des ménages qui garantissent une eau potable au point d'utilisation sont promues.</p> | - | MHA | - | <p>402 875 000</p> |

| ENGAGEMENT 4 : WASH | Indicateurs d'activités | Responsable | Cibles (2017_2019) | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) |
|---|--|-------------|--|------------------------------------|
| Résultat intermédiaire 4.2.1. Des études pour déterminer les zones prioritaires d'intervention EHA sont réalisées | - | MHA | - | - |
| Activité 4.2.1.1 : Orienter le ciblage des zones prioritaires d'interventions EHA sur la base d'indicateurs nutritionnels | Nombre des listes des zones prioritaires établies annuellement | MHA | 3 | PM |
| Résultat intermédiaire 4.2.2. Des études pour d'évaluation de l'accès à l'eau potable et les bonnes pratiques d'utilisation de l'eau potable dans les zones à risque de malnutrition sont réalisées | - | MHA | - | - |
| Activité 4.2.2.1 : Mener des études pour évaluer l'accès à l'eau potable et les bonnes pratiques d'utilisation de l'eau potable dans les zones à taux et / ou à risques élevés de malnutrition aiguë et chronique | 1. Nombre d'études réalisées sur l'accès à l'eau potable dans les zones ciblées 2. Nombre d'études réalisées sur les bonnes pratiques en matière d'utilisation de l'eau potable par les ménages dans les zones ciblées | MHA | 2 | PM |
| Résultat intermédiaire 4.2.3. Des travaux de construction et réhabilitation des sources d'eau potables dans les zones à risques de malnutrition sont réalisés | - | MHA | - | - |
| Activité 4.2.3.1 : Réaliser les Equivalents Points d'Eau moderne (EqPEM) dans les zones à taux et / ou à risques élevés | Nombre d'EqPEM réalisés | MHA | 1500 | PM |
| Activité 4.2.3.2 : Réhabiliter les Equivalents Points d'Eau moderne (EqPEM) dans les zones à taux et / ou à risques élevés | Nombre d'EqPEM réhabilités | MHA | 300 | PM |
| Résultat intermédiaire 4.2.4. Des formations sur l'utilisation de l'eau potable et des études sur l'impact de l'accès et de l'utilisation de l'eau sur l'état nutritionnel sont réalisées | - | MHA | - | 402 875 000 |
| Activité 4.2.4.1 : Promouvoir les techniques et technologies de l'utilisation de l'eau potable sensibles à la nutrition | 1. Nombre de formations réalisées sur les techniques de traitement de l'eau 2. Nombre d'équipements mis en place 3. Pourcentage des acteurs formés | MHA | 150 acteurs formés | 340 875 000 |
| Activité 4.2.4.2 : Produire une analyse annuelle de l'impact de l'accès à l'eau potable sur l'état nutritionnel des populations | 1. Etude réalisée 2. Document synthèses des résultats 3. Rapport d'atelier avec résultats de l'étude validés | - | 1.1 1.1 1.1 | 62 000 000 |
| Résultat 4.3 : Les pratiques optimales d'hygiène et d'assainissement sont promus, en accordant la priorité aux interventions basées sur des évidences scientifiques notamment le lavage des mains aux moments critiques de la journée et l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC). | - | - | - | 62 000 000,00 |
| Résultat intermédiaire 4.3.1 : Les capacités des acteurs de l'EHA au niveau régional et communautaire en ATPC et lavage des mains sont renforcées | - | MHA | - | - |
| Activité 4.3.1.1 : Renforcer les capacités des acteurs au niveau régional et communautaire des zones ciblées en ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté) et lavage des mains au savon aux moments importants de la journée dans les zones ciblées | 1. Nombre de formateurs formés en ATPC et lavage des mains au niveau régional 2. Nombre d'acteurs/intervenants formés en ATPC et lavage des mains au niveau départemental 3. Nombre d'acteurs/intervenants formés en ATPC et lavage des mains au niveau communal/local | MHA | Existence des radios communautaires | - |
| Résultat intermédiaire 4.3.2. L'ATPC et le lavage des mains au savons sont promus au niveau des communautés locales | - | MHA | - | - |
| Activité 4.3.2.1 : Promouvoir l'ATPC et le lavage des mains au savon dans les zones ciblées au moyen d'activités de sensibilisation de la population | 1. Nombre de villages ayant suivi la campagne de sensibilisation 2. Pourcentage de villages certifiés FDAL 3. Nombre de Kits Lavage Mains distribués 4. Nombre de campagnes de sensibilisation 5. Nombre de séances de sensibilisation | MHA | 1 : 488 2 : 4880 3 : 4880 4 : 3 | - |

| ENGAGEMENT 4 : WASH | Indicateurs d'activités | Responsable | Cibles (2017_2019) | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) |
|---|---|-------------|---------------------------------------|------------------------------------|
| Résultat intermédiaire 4.3.3. Les infrastructures publiques d'assainissement des zones ciblées sont réalisées et réhabilitées | - | MHA/ MS | - | - |
| Activité 4.3.3.1 : Réaliser et réhabiliter des infrastructures publiques d'assainissement dans les zones ciblées | Nombre des édifices publiques réalisées/ réhabilitées | MHA/ MS | 120 | - |
| Résultat intermédiaire 4.3.4. Des études pour l'évaluation de l'impact des villages FDAL sur l'état nutritionnel des populations sont réalisées | - | - | - | 62 000 000 |
| Activité 4.3.4.1 : Conduire une étude sur l'impact des villages FDAL sur la malnutrition | 1.Etude réalisée 2.Document de synthese des resultats 3. Rapport d'atelier avec résultats de l'etude validés | - | 1 : 1 2 : 1 3 : 1 | 62 000 000 |
| Résultat 4.4 : Un environnement sain pour tous est assuré | - | - | - | 882 000 000 |
| Résultat intermédiaire 4.4.1. La population est sensibilisée sur l'importance de la consommation d'une eau de bonne qualité | - | - | - | 630 000 000 |
| Activité 4.4.1.1 : Organiser des séances de sensibilisation sur l'importance de la bonne qualité de l'eau consommée par la population à domicile. | Nombre de séances de sensibilisation | MHA | 63 | 630 000 000 |
| Résultat intermédiaire 4.4.2. Une meilleure surveillance de la qualité de l'eau est assurée | - | - | - | 42 000 000 |
| Activité 4.4.2.1 : Organiser une surveillance régulière de la qualité de l'eau consommée par la population à la source. | 1.Nombre de contrôles effectués à la source 2.Nombre de contrôles effectués à domicile 3.Rapport d'analyse de la qualité de l'eau | - | 1 : 189 2 : 189 3 : 12 | 42 000 000 |
| Résultat intermédiaire 4.4.3 : Une meilleure gestion des déchets solide et liquide par la communauté locale dans les zones à risque de malnutrition est assurée suite à la sensibilisation sur les liens entre la malnutrition et les déchets solides et liquides | - | - | - | 210 000 000 |
| Activité 4.4.3.1 : Mettre en place des structures communautaires de gestion (COGES) des déchets solides et liquides dans les zones à haut risque de malnutrition. | 1.Pourcentage de communes qui disposent de comités de gestion de déchets mis en place 2.Nombre de réunions du comité de gestion par commune 3. Nombre de session de formation 4. Nombre d'acteurs formés | MEDD/ DEP | 1 : 63 2 : 252 3 : 21 4 : 21 | 210 000 000 |
| Résultat 4.5 : La communication, le plaidoyer et la sensibilisation sont renforcés à tous les niveaux concernant l'impact de l'assainissement, de la salubrité publique, et de l'accès/utilisation de l'eau potable sur le statut nutritionnel en documentant par des évidences locales, régionales et globales. | - | - | - | 221 312 500 |
| Résultat intermédiaire 4.5.1 : Un plan de communication mettant en évidence les liens entre malnutrition et salubrité est élaboré | - | - | - | 31 250 000 |
| Activité 4.5.1.1 : Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication sur les liens entre l'état nutritionnel et la salubrité, harmonisé avec le plan multisectoriel de communication de la PNSN | Nombre de plan de communication | MHA | 1 | 31 250 000 |
| Résultat intermédiaire 4.5.2 : Un plaidoyer pour la mobilisation des ressources en faveur de l'EHA pour une meilleure sécurité nutritionnelle est réalisé | - | - | - | 190 062 500 |
| Activité 4.5.2.1 : Mener auprès des décideurs le plaidoyer pour la mobilisation des ressources pour la promotion de l'EHA et sa contribution à la Sécurité Nutritionnelle | 1.Nombre de stratégies élaborées 2.Nombre de documents élaborés 3.Nombre d'activités de plaidoyer réalisées | MHA | 1.1 2.3 3.5 | 190 062 500 |

| ENGAGEMENT 4 : WASH | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| ENGAGEMENT 4 :Le Niger s'engage à développer et à mettre à l'échelle des stratégies permettant un accès à l'eau potable, et aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement pour assurer la sécurité nutritionnelle des enfants, des femmes et des hommes | 545 003 500 | 625 188 500 | 729 188 500 | |
| Résultat 4.1 : Les stratégies et les capacités de mise en œuvre des activités du secteur de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement sont élaborées et renforcées pour lutter et prévenir la malnutrition compte tenu des évidences de l'impact négatif des agents infectieux d'origine hydrique et d'autres facteurs liés à l'eau sur la qualité sanitaire de l'eau, des aliments et de l'environnement immédiat des ménages, ainsi que sur la santé des individus. | 75 691 000 | 127 751 000 | 127 751 000 | - |
| Résultat intermédiaire 4.1.1. Les capacités des acteurs de mise en œuvre du plan d'action sectoriel de l'Eau, Hygiène et Assainissement sont renforcées | 65 531 000 | 65 531 000 | 65 531 000 | - |
| Activité 4.1.1.1 : Renforcer les capacités des acteurs pour la mise en œuvre du plan national d'action du secteur EHA, sensible à nutrition. | 65 531 000 | 65 531 000 | 65 531 000 | Plan de formation annuelle au niveau de la DRH (en cours d'actualisation) 1. Niveau central : formation des formateurs (20 directions, 2 personnes par direction; 3 secrétaires) 2. Niveau régional : (la région organise. Supervision centrale ou formateurs : 3 membres 1 chauffeurs); 5 directions 3. Niveau départemental (2 membres départemental + supervision centrale) 4. Niveau communal : formation agents d'assainissement communal au niveau départemental avec supervision de la région + représentant des maires des communes + ONG + société civile |
| Activité 4.1.1.2 : Mettre en œuvre le plan national EHA et les interventions reliées dans les zones géographiques et les groupes prioritaires ciblés | - | - | - | Utiliser les interventions des autres résultats pour la mise en œuvre opérationnelle du plan d'action |
| Résultat intermédiaire 4.1.2 : Un système de gestion de l'information EHA-NUT est mis en place et est fonctionnel | 10 160 000 | 62 220 000 | 62 220 000 | - |
| Activité 4.1.2.1 : Mettre en place et utiliser efficacement un système de gestion de l'information WASH-NUT, qui permet aux responsables du secteur EHA à tous les niveaux administratifs, de mener un suivi efficace de la mise en œuvre, des résultats et de l'impact nutritionnel de leur plan. | 10 160 000 | 62 220 000 | 62 220 000 | Renforcement de capacités pour l'utilisation de l'outil de suivi-évaluation: Cible: agents de chaque direction au niveau central et décentralisé (région) |
| Résultat 4.2. L'accès à l'eau potable et à des pratiques optimales d'hygiène et d'assainissement est promu, en accordant la priorité aux interventions basées sur des évidences scientifiques notamment le lavage des mains aux moments critiques de la journée et l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC). Les pratiques de conservation et de gestion de l'eau au niveau des ménages qui garantissent une eau potable au point d'utilisation sont promues. | 113 625 000 | 113 625 000 | 175 625 000 | - |

| ENGAGEMENT 4 : WASH | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|-------------|-------------|---------------|---|
| Résultat intermédiaire 4.2.1. Des études pour déterminer les zones prioritaires d'intervention EHA sont réalisées | - | - | - | - |
| Activité 4.2.1.1 : Orienter le ciblage des zones prioritaires d'interventions EHA sur la base d'indicateurs nutritionnels | - | - | - | indicateurs fournis par le MSP et autres secteurs incluant SGIN |
| Résultat intermédiaire 4.2.2. Des études pour d'évaluation de l'accès à l'eau potable et les bonnes pratiques d'utilisation de l'eau potable dans les zones à risque de malnutrition sont réalisées | - | - | - | - |
| Activité 4.2.2.1 : Mener des études pour évaluer l'accès à l'eau potable et les bonnes pratiques d'utilisation de l'eau potable dans les zones à taux et / ou à risques élevés de malnutrition aiguë et chronique | - | - | - | L'activité concerne l'ensemble de la chaîne de l'eau (traitement, filtrage, etc jusqu'à l'utilisation par les consommateurs) 1 enquête KAP et enquête qualité de l'eau incluant des prélèvements d'échantillons (3 ans) / échantillon ou zone prioritaire (possibilité de plusieurs zones par région) |
| Résultat intermédiaire 4.2.3. Des travaux de construction et réhabilitation des sources d'eau potables dans les zones à risques de malnutrition sont réalisés | - | - | - | - |
| Activité 4.2.3.1 : Réaliser les Equivalents Points d'Eau moderne (EqPEM) dans les zones à taux et / ou à risques élevés | - | - | - | Construction et réhabilitation des points d'accès à l'eau potable dans les zones prioritaires (à taux élevé ou à risques de malnutrition); Cible: 95% de couverture en eau potable d'ici 2020. |
| Activité 4.2.3.2 : Réhabiliter les Equivalents Points d'Eau moderne (EqPEM) dans les zones à taux et / ou à risques élevés | - | - | - | - |
| Résultat intermédiaire 4.2.4. Des formations sur l'utilisation de l'eau potable et des études sur l'impact de l'accès et de l'utilisation de l'eau sur l'état nutritionnel sont réalisées | 113 625 000 | 113 625 000 | 175 625 000 | - |
| Activité 4.2.4.1 : Promouvoir les techniques et technologies de l'utilisation de l'eau potable sensibles à la nutrition | 113 625 000 | 113 625 000 | 113 625 000 | Cibler les mères, particulièrement celles qui ont des enfants malnutris dans les régions à taux de malnutrition élevé (Maradi, Diffa, Zinder) Ex: Comment les mères des enfants malnutris seront accompagnées pour une meilleure utilisation de l'eau ? - cible: ménages, particulièrement les mères des enfants malnutris - ici la formation vise d'abord la formation des formateurs |
| Activité 4.2.4.2 : Produire une analyse annuelle de l'impact de l'accès à l'eau potable sur l'état nutritionnel des populations | - | - | 62 000 000 | Croisement des données de l'accès et l'utilisation de l'eau avec les indicateurs nutritionnels et de santé |
| Résultat 4.3 : Les pratiques optimales d'hygiène et d'assainissement sont promues, en accordant la priorité aux interventions basées sur des évidences scientifiques notamment le lavage des mains aux moments critiques de la journée et l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC). | - | - | 62 000 000,00 | - |
| Résultat intermédiaire 4.3.1 : Les capacités des acteurs de l'EHA au niveau régional et communautaire en ATPC et lavage des mains sont renforcées | - | - | - | - |
| Activité 4.3.1.1 : Renforcer les capacités des acteurs au niveau régional et communautaire des zones ciblées en ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté) et lavage des mains au savon aux moments importants de la journée dans les zones ciblées | - | - | - | 1. Formation des formateurs au niveau régional (personnel des services techniques) 2. Formation des intervenants communautaires (service techniques et relais communautaires) |
| Résultat intermédiaire 4.3.2. L'ATPC et le lavage des mains au savons sont promus au niveau des communautés locales | - | - | - | - |
| Activité 4.3.2.1 : Promouvoir l'ATPC et le lavage des mains au savon dans les zones ciblées au moyen d'activités de sensibilisation de la population | - | - | - | Activité pour lutter contre la défécation à l'air libre. La sensibilisation au lavage des mains doit aussi inclure les techniques de lavage de mains (démonstrations pratiques) |

| ENGAGEMENT 4 : WASH | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|-------------|-------------|-------------|--|
| Résultat intermédiaire 4.3.3. Les infrastructures publiques d'assainissement des zones ciblées sont réalisées et réhabilitées | - | - | - | - |
| Activité 4.3.3.1 : Réaliser et réhabiliter des infrastructures publiques d'assainissement dans les zones ciblées | - | - | - | - |
| Résultat intermédiaire 4.3.4. Des études pour l'évaluation de l'impact des villages FDAL sur l'état nutritionnel des populations sont réalisées | - | - | 62 000 000 | - |
| Activité 4.3.4.1 : Conduire une étude sur l'impact des villages FDAL sur la malnutrition | - | - | 62 000 000 | Etude complémentaire sur l'impact des villages FDAL sur la malnutrition |
| Résultat 4.4 : Un environnement sain pour tous est assuré | 294 000 000 | 294 000 000 | 294 000 000 | - |
| Résultat intermédiaire 4.4.1. La population est sensibilisée sur l'importance de la consommation d'une eau de bonne qualité | 210 000 000 | 210 000 000 | 210 000 000 | - |
| Activité 4.4.1.1 : Organiser des séances de sensibilisation sur l'importance de la bonne qualité de l'eau consommée par la population à domicile. | 210 000 000 | 210 000 000 | 210 000 000 | Informations sur la qualité de l'eau et comment traiter l'eau au niveau du ménage pour la rendre propre à la consommation. traitement de l'eau à domicile incluant la distribution des produits de traitement; |
| Résultat intermédiaire 4.4.2. Une meilleure surveillance de la qualité de l'eau est assurée | 14 000 000 | 14 000 000 | 14 000 000 | - |
| Activité 4.4.2.1 : Organiser une surveillance régulière de la qualité de l'eau consommée par la population à la source. | 14 000 000 | 14 000 000 | 14 000 000 | Contrôle de l'eau à la source et contrôle au niveau du récipient de stockage de la communauté; dans toutes les communes (63) par les techniciens régionaux; une fois par an; échantillon dans les ménages: 15 maisons par commune par an. Gestion conjointe avec MSP |
| Résultat intermédiaire 4.4.3 : Une meilleure gestion des déchets solide et liquide par la communauté locale dans les zones à risque de malnutrition est assurée suite à la sensibilisation sur les liens entre la malnutrition et les déchets solides et liquides | 70 000 000 | 70 000 000 | 70 000 000 | - |
| Activité 4.4.3.1 : Mettre en place des structures communautaires de gestion (COGES) des déchets solides et liquides dans les zones à haut risque de malnutrition. | 70 000 000 | 70 000 000 | 70 000 000 | - |
| Résultat 4.5 : La communication, le plaidoyer et la sensibilisation sont renforcés à tous les niveaux concernant l'impact de l'assainissement, de la salubrité publique, et de l'accès/utilisation de l'eau potable sur le statut nutritionnel en documentant par des évidences locales, régionales et globales. | 61 687 500 | 89 812 500 | 69 812 500 | - |
| Résultat intermédiaire 4.5.1 : Un plan de communication mettant en évidence les liens entre malnutrition et salubrité est élaboré | 11 250 000 | 20 000 000 | - | - |
| Activité 4.5.1.1 : Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication sur les liens entre l'état nutritionnel et la salubrité, harmonisé avec le plan multisectoriel de communication de la PNSN | 11 250 000 | 20 000 000 | - | - |
| Résultat intermédiaire 4.5.2 : Un plaidoyer pour la mobilisation des ressources en faveur de l'EHA pour une meilleure sécurité nutritionnelle est réalisé | 50 437 500 | 69 812 500 | 69 812 500 | - |
| Activité 4.5.2.1 : Mener auprès des décideurs le plaidoyer pour la mobilisation des ressources pour la promotion de l'EHA et sa contribution à la Sécurité Nutritionnelle | 50 437 500 | 69 812 500 | 69 812 500 | - |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) | Budget prévisionnel provisoire par activité |
|---|---|--|--|---|---|---|
| Effet : Le Niger s'engage à mettre en place et à consolider des systèmes de protection sociale pour renforcer les moyens d'existence des catégories les plus vulnérables et réduire l'impact des chocs, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des catégories les plus vulnérables | 1. Taux (%) de femmes et adolescentes bénéficiant de mesures de protection sociale à visée nutritionnelle ; 2. Taux (%) de femmes enceintes et allaitantes recevant une alimentation enrichie en période de soudure et/ou en situation d'urgence ; 3. Nbre d'enfants de 6-23 mois des ménages bénéficiant de transfert sociaux qui reçoivent un complément alimentaire 4. Nombre de ménages vulnérables bénéficiant d'un programme d'assistance sous forme de transfert monétaire, actif productif, kit de production (agricole, élevage) 5. Taux (%) de ménages sortis de la vulnérabilité à la suite d'un programme d'assistance social (transfert) | | | | | 43 527 767 500 |
| Résultat 5.1 : L'intégration effective de la problématique de la nutrition et du rôle de la femme dans les politiques et stratégies de protection sociale est assurée. | - | - | - | - | - | 1 532 527 500 |
| Résultat Intermédiaire 5.1.1 : Les aspects de sécurité nutritionnelle sont pris en compte lors de l'élaboration et la révision des politiques et stratégies de protection sociale et de prévention et gestion des crises et catastrophes | - | - | - | - | - | 103 750 000 |
| Activité 5.1.1.1 : Utiliser les évidences nationales et internationales disponibles pour intégrer la nutrition lors de la formulation et la révision des politiques et stratégies de protection sociale et de prévention et gestion des crises et catastrophes, avec un accent sur les groupes cibles et leur vulnérabilité nutritionnelle. | 1. Rapport des consultant sur la revue des documents de politique de protection sociale 2. Nombre de documents stratégiques dans le domaine de la protection sociale qui incluent des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle | 2 (PNPS et Socle de PS) 1 atelier de validation | HC3N (en tant que chef de file Axe Sécurité alimentaire et Nutrition de la PNPS + en lien avec l'engagement 1), METPS, DNP-GCA | Disponibilité et diffusion des évidences issues des études et de la recherche | Consultant | 19 000 000 |
| Activité 5.1.1.2 : Conduire une étude analytique et détaillée sur le rôle de la protection sociale dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, permettant de déterminer les besoins, les facteurs de facilitation et les barrières pour la mise en oeuvre des programmes sociaux sensibles à la nutrition | Synthèse des rapports des études disponible | 1 etude | METPS, MSP | - Existence et fonctionnalité d'un mécanisme multisectoriel de coordination et gouvernance de la PNSN - Fonctionnalité du Comité Technique National des acteurs de mise en œuvre de la PNPS | Consultant | 62 500 000 |
| Activité 5.1.1.3 : Évaluer la composante nutrition des réponses aux urgences | Nombre de programmes stratégiques intégrant les PMI | 30% | DNP-GCA (CCA), MSP | collaboration entre institutions concernées | consultant | 22 250 000 |
| Résultat Intermédiaire 5.1.2. : Les politiques de protection sociale placent la femme au centre des stratégies et interventions, dans la création d'un environnement social et culturel favorable à la nutrition | - | - | - | - | - | 56 500 000 |
| Activité 5.1.2.1 : Conduire une étude nationale pour identifier les facteurs facilitants et les barrières du rôle de la femme dans la création et le maintien d'un environnement social et culturel favorable à la nutrition au Niger | 1. Etude réalisée 2. Documents synthese des résultats de l'étude | 1.1 1.1 | MPF / PE | Disponibilité des données | Cabinet / consultants rapport de synthèse | 52 500 000 |
| Activité 5.1.2.2 : Utiliser les résultats de l'étude pour formuler des recommandations et / ou proposer des actions adaptées à intégrer dans les politiques et programmes de protection sociale pour renforcer l'autonomisation de la femme et sa participation à la prise des décisions en matière sécurité nutritionnelle à tous les niveaux, ainsi que le support social offert à la femme | Nombre de politiques, programmes révisés | 1 | MPF/PE | Collaboration HC3N comme instance de coordination de la PNSN et MPF/PE comme lead sectoriel | Missions terrain | 4 000 000 |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) | Budget prévisionnel provisoire par activité |
|--|--|--|---|---|--|---|
| Résultat Intermédiaire 5.1.3 : Les stratégies et programmes de transferts sociaux sous forme de HIMO sont révisés et élaborés pour intégrer la vulnérabilité nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes et des jeunes enfants | - | - | - | - | - | 18 612 500 |
| Activité 5.1.3.1 : Les programmes de transferts sociaux sous forme de HIMO sont élaborés et révisés pour intégrer la vulnérabilité nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes et des jeunes enfants de moins de 2 ans | 1. Programmes élaborés 2. Programmes révisés 3. Atelier de validation | 1. Au moins 1 2. Tous existants 3. 1 | Ministère du Développement Communautaire, Min Environnement (+Min Emploi) | Sécurité assurée / disponibilité et bonne couverture des médias / adhésion de la Population | Ressources humaines | 14 250 000 |
| Activité 5.1.3.2 : Elaborer des guides / manuels de mise en œuvre des interventions en travaux HIMO pour prendre en compte des besoins nutritionnels spécifiques des femmes enceintes et allaitantes par rapport au travail et prévenir les potentiels effets néfastes sur la nutrition des femmes et de leurs enfants | Guides / manuels élaborés | 1 | METPS, MEDD | Participation des acteurs HIMO/CFW au processus et adoption des produits | Ressources humaines | 4 362 500 |
| Résultat Intermédiaire 5.1.4 : Les outils de suivi-évaluation et de financement du secteur de la protection sociale et de la prévention et gestion des crises, y compris au niveau décentralisé, sont harmonisés et renforcés | | | - | - | - | 1 353 665 000 |
| Activité 5.1.4.1 : Adopter et utiliser un Cadre Commun de Résultats (CCR) aux acteurs du secteur Protection Sociale et Prévention/Gestion des Crises | 1. Un document consensuel de mesure de résultats entre les secteurs et l'exécutif des collectivités territoriales 2. Pourcentage d'acteurs ayant reçu le document de CCR. | 1. 1 2. 100% | Comité de coordination de la PNSN, Acteurs de la PNPS | Respect des engagements | Facilitateur / Consultant Atelier de partage / reprographie du document de CCR | 15 625 000 |
| Activité 5.1.4.2 : Mettre en place un mécanisme décentralisé de financement et de suivi | 1. Pourcentage de collectivités territoriales ayant bénéficié d'activités de plaidoyer 2. Part du budget des collectivités allouée à la nutrition | 1. 100 % 2. 3 % | Cadre de concertation régionaux sous l'égide de la Coordination Reg 3N | cohésion et participation des acteurs, légitimité des leads | Missions, consultation | 1 338 040 000 |
| Résultat 5.2 : L'accès financier des ménages chroniquement vulnérables à l'alimentation et aux moyens d'existence est amélioré / La communication pour le changement social et comportemental est intégrée dans les programmes de transferts sociaux. | - | - | - | - | - | 30 000 000 |
| Résultat Intermédiaire 5.2.1 : Une assistance est apportée aux ménages chroniquement vulnérables sous forme de transfert sociaux pour améliorer leur accès financier à l'alimentation et aux moyens d'existence | - | - | - | - | - | - |
| Activité 5.2.1.1 : Mettre en œuvre des programmes de transferts monétaires pluriannuels à destination des ménages vulnérables | Nombre de ménages bénéficiant d'un transfert social sous forme de cash | 225000 ménages (75000/an) | Opérateurs de programmes, CFS/DNPGCA | Le projet filets sociaux en cours continue | financement BM disponible, unité de gestion et projet fonctionnel | PM |
| Résultat Intermédiaire 5.2.2 : L'assistance aux ménages et communautés chroniquement vulnérables contribuent à leur autonomisation et à leur accès aux moyens d'existence | - | - | - | - | - | - |
| Activité 5.2.2.1 : valoriser les bases productives en vue de contribuer à l'autonomisation des plus vulnérables | Nombre de ménages recevant les actifs productifs | 360 000 | Opérateurs de projets CFW, CFA, HIMO, sous la coordination du DNPGCA et METPS | les projets en cours se poursuivent | les financements sont disponibles, la coordination entre les acteurs est renforcée | PM |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) | Budget prévisionnel provisoire par activité |
|--|---|---|---|--|---|---|
| Activité 5.2.2.2 : Coupler les programmes de transferts sociaux avec la distribution de kits productifs d'agriculture en vue de contribuer à générer l'autosuffisance alimentaire chez les ménages cibles | Nombre de ménages recevant les kits productifs agricoles | 100% des ménages (120000) | Ministère de l'agriculture et de l'élevage | Disponibilité / existence / accessibilité à des terres et ressources naturelles adaptées à ce type d'activité. | Matériels / intrants agricoles / formation / encadrement | PM |
| Activité 5.2.2.3 : Coupler les programmes de transferts sociaux avec la distribution de kits productifs d'élevage en vue de contribuer à générer l'autosuffisance alimentaire chez les ménages cibles | Nombre de ménages recevant les kits productifs d'élevage | 100% des ménages (120 000) | Ministère de l'agriculture et de l'élevage | Disponibilité / existence / accessibilité à des terres et ressources naturelles adaptées à ce type d'activité. | Matériels / intrants agricoles / formation / encadrement | PM |
| Activité 5.2.2.4 : Assurer la formation des ménages bénéficiaires de kits productifs | 1. Nombre de ménages formés 2. Nombre de formations | 1. 120 000 2. 3 par région par an | Ministère de l'agriculture et de l'élevage | - | - | PM |
| Résultat Intermédiaire 5.2.3 : Les programmes de transferts sociaux intègrent la communication pour le changement social et comportemental pour tous et l'éducation nutritionnelle dans le but d'améliorer durablement la nutrition et la santé des groupes cibles | - | - | - | - | - | 30 000 000 |
| Activité 5.2.3.1 : Intégrer systématiquement les activités d'éducation nutritionnelle et la promotion des bonnes pratiques d'alimentation, de soins et d'hygiène dans les programmes de transferts sociaux pour les ménages vulnérables et rendre obligatoire la participation aux séances d'éducation pour tous les bénéficiaires | Pourcentage des bénéficiaires de transferts sociaux participant aux séances d'éducation nutritionnelle | - | Ministère en charge de la Protection Sociale, Organe de coordination de la PNPS | Institutionnalisation des initiatives en cours, mise en œuvre des Priorités Résilience Pays / PRP AGIR. | Matériel de sensibilisation / formation / animateurs formés / aliments ou espèces | 15 000 000 |
| Activité 5.2.3.2 : Conditionner les transferts sociaux à une bonne utilisation des services de santé et nutrition pour les ménages avec femmes enceintes et mères d'enfants de moins de 2 ans | document précisant les modalités de transfert sociaux conditionnels | 1 document précisant les modalités de transfert sociaux conditionnels | Ministère de la Santé | Couverture adéquate et qualité des services Capacités techniques et humaines | Matériel de sensibilisation / formation, Réseau d'animateurs chargés du suivi | 15 000 000 |
| Résultat 5.3 : La supplémentation alimentaire des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 2 ans et le dépistage de la malnutrition chez les enfants sont intégrés dans les programmes de transferts sociaux pendant la soudure. | - | - | - | - | - | 2 233 728 000 |
| Résultat Intermédiaire 5.3.1 : En période de soudure, les programmes de transferts sociaux sont complétés par la supplémentation alimentaire pour répondre aux besoins spécifiques des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de deux ans | - | - | - | - | - | 2 233 728 000 |
| Activité 5.3.1.1 : Assurer l'accès à une alimentation de complément adéquate pour les enfants de 6 à 23 mois des ménages vulnérables des programmes de transferts sociaux à travers un apport complémentaire sous forme de kits ou supplémentation alimentaire | nombre d'enfants de 6-23 mois des ménages bénéficiant de transferts sociaux qui reçoivent un complément alimentaire | 134400 (enfants de 6-23 mois) | Ministère de la Santé | Bonne collaboration interministérielle / Capacité technique et humaine / Disponibilité d'aliments de complément adéquats sur le marché | Complément nutritionnel ou voucher | PM |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) | Budget prévisionnel provisoire par activité |
|---|--|---|--|--|---|---|
| Activité 5.3.1.2 : Assurer l'accès à une alimentation de complément adéquate pour les femmes enceintes et allaitantes, des ménages vulnérables des programmes de transferts sociaux à travers un apport complémentaire sous forme de kits ou supplémentation alimentaire | Nombre de FEFA des ménages bénéficiant de transferts sociaux qui reçoivent un complément alimentaire | 100800 | Ministère de la Santé | Bonne collaboration interministérielle / Capacité technique et humaine / Disponibilité d'aliments de complément adéquats sur le marché | Complément nutritionnel ou voucher | 2 233 728 000 |
| Résultat Intermédiaire 5.3.2 : Les activités de dépistage de la malnutrition sont systématiquement intégrées dans les programmes de transferts sociaux en période de soudure | - | - | - | - | - | 0 |
| Activité 5.3.2.1 : Intégrer systématiquement les activités de screening et dépistage des cas de malnutrition dans les programmes de transferts sociaux pendant la soudure (année normale) | Nombre de programmes de transfert sociaux pendant la soudure intégrant les activités de screening/dépistage de la malnutrition | - | DNPGCCA / Ministère Action Humanitaire | Disponibilité des vivres sur le marché et stabilité des prix / Sécurité assurée | Outils de planification et moyens financiers de la CCA, Collaboration entre DNPGCCA/MSP, Système de suivi évaluation performant | PM |
| Résultat 5.4 : Les capacités du SAP à informer sur la détérioration de la situation nutritionnelle sont renforcées / La diversification du régime alimentaire est favorisée / La supplémentation alimentaire des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 2 ans est intégrée dans les programmes de réponse d'urgence. | - | - | - | - | - | 36 479 442 000 |
| Résultat Intermédiaire 5.4.1 : Les capacités du Système d'Alerte Précoce (SAP) d'informer sur la détérioration de la situation nutritionnelle sont renforcées pour contribuer à mobiliser les ressources adéquates | - | - | - | - | - | 8 850 000 |
| Activité 5.4.1.1 : Identifier les systèmes et signaux existants qui alertent de façon précoce de la détérioration de la situation nutritionnelle à tous les niveaux, à travers une revue documentaire et d'informations mise à jour annuellement | 1. Revue documentaire 2. Rapports synthétiques | 1 : 3 2 : 3 | DNPGCCA(SAP), MSP | Ressources disponibles | Consultant | 8 850 000 |
| Résultat Intermédiaire 5.4.2 : Une assistance alimentaire d'urgence diversifiée est apportée aux ménages dans les zones affectées pour améliorer leur accès alimentaire | - | - | - | - | - | 33 120 000 000 |
| Activité 5.4.2.1 : Mettre en œuvre des programmes de transferts sociaux en réponse d'urgence destinés à diversifier le régime alimentaire avec un panier minimum de base comprenant au moins une céréale, une légumineuse et une matière grasse | 1. Amélioration du score de diversité alimentaire des femmes bénéficiant des réponses de soudure 2. Nombre de ménages bénéficiant de réponse en soudure | 1. A définir 2 : 2 360 000 menages | DNPGCCA | Disponibilité des vivres sur le marché et stabilité des prix / Sécurité assurée | Outils de planification et moyens financiers de la CCA, Collaboration entre DNPGCCA/MSP, Système de suivi évaluation performant | 33 120 000 000 |
| Résultat Intermédiaire 5.4.3 : En situation de crise, les programmes d'assistance alimentaire sont complétés par la supplémentation nutritionnelle pour répondre aux besoins spécifiques des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de deux ans | - | - | - | - | - | 3 350 592 000 |
| Activité 5.4.3.1 Intégrer la distribution de compléments nutritionnels (espèces, vouchers ou nature) pour les enfants de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et allaitantes dans les programmes d'assistance alimentaire pendant la période de soudure et dans les réponses d'urgence | 1. Nombre de ménages recevant suppléments alimentaire pour enfants de 6-23 mois 2. Nombre de femmes enceintes et allaitantes recevant le supplément | 1. 201 600 enfants (8% pop menages) 2. 151 200 FEFA (6% pop menages) | DNPGCCA, MSP | Fonds et intrants disponibles pour inclure des compléments nutritionnels dans les distributions alimentaires du DNPGCCA | Complément nutritionnel ou vouchers | 3 350 592 000 |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) | Budget prévisionnel provisoire par activité |
|--|--|-------------------|---|---|--|---|
| Résultat 5.5 : Une stratégie de communication, de plaidoyer et de renforcement des capacités des acteurs est élaborée et mise en œuvre pour promouvoir le rôle de la protection sociale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des catégories les plus vulnérables. | | | | | | 3 252 070 000 |
| Résultat Intermédiaire 5.5.1 : Un plan intégré de communication et de plaidoyer en faveur de la nutrition couplé avec les programmes et stratégies de protection sociale et réponse d'urgence est élaboré et mis en œuvre | | | | | | 2 935 575 000 |
| Activité 5.5.1.1 : Elaborer et faire valider un plan d'action de communication et de plaidoyer pour la protection sociale et les réponses d'urgence. | Plan d'action élaboré | 1 | Min en charge de la protection sociale, MPFPE, CFS, DNP-GCA, Min Action Hum | Appui comité communication PNSN pour accompagner le processus | consultants | |
| Activité 5.5.1.2 : Elaborer ou mettre à jour des modules et outils d'information et éducation nutritionnelle pour les bénéficiaires de transferts sociaux et autres membres de la communauté | nb de modules et d'outils élaborés | | | | | |
| Activité 5.5.1.3 : Organiser les séances d'information, éducation et communication en faveur des bonnes pratiques d'alimentation, d'hygiène et de soins pour tous les bénéficiaires des programmes de transferts sociaux et évaluer la participation des bénéficiaires à ces séances ainsi que leur utilisation des services sociaux de santé et nutrition | Nombre de ménages bénéficiaires/an | 8000 | Ministère en charge de la Protection Sociale, Organe de coordination de la PNPS | Institutionnalisation des initiatives en cours, mise en œuvre des Priorités Résilience Pays / PRP AGIR. | Matériel de sensibilisation / formation/ animateurs formés / aliments ou espèces | |
| Activité 5.5.1.4 : Mettre en œuvre le plan de communication de protection sociale et réponses aux urgences sensible à la nutrition au niveau national | | | Min en charge de la protection sociale, MPFPE, CFS, DNP-GCA, Min Action Hum | appui comité communication PNSN pour accompagner le processus | consultants | |
| Activité 5.5.1.5 : Elaborer et mettre en œuvre des actions de communication et de plaidoyer auprès des communautés locales en faveur du support social visant à alléger la pénibilité du travail des femmes enceintes et allaitantes pour leurs bien être et celui de leurs enfants. | Actions de communication et de plaidoyer | 8 (1 par région) | MPFPE, METPS | Disponibilité et bonne couverture des médias / adhésion de la Population | Ressources humaines | |
| Activité 5.5.1.6 : Mener des actions de sensibilisation et de plaidoyer auprès des autorités coutumières, religieuses, administratives sur l'importance d'impliquer la femme dans la prise de décisions en matière de nutrition-santé et sécurité alimentaire à tous les niveaux, ainsi que sur le support social dont elle a besoin pour une meilleure nutrition, notamment pendant la fenêtre d'opportunité de 1000 jours, ainsi que pour supporter la nutrition des jeunes filles adolescentes. | Actions de sensibilisation et plaidoyer | 1 par région / an | MPF/PE | Collaboration HC3N comme instance de coordination de la PNSN et MPF/PE comme lead sectoriel | Missions terrain | |
| Résultat Intermédiaire 5.5.2 : Les capacités en nutrition des acteurs de la protection sociale sont renforcées | | | | | | 25 370 000 |
| Activité 5.5.2.1 : Elaborer un plan stratégique de renforcement des capacités en sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les acteurs de la protection sociale | Document de stratégie validé | 1 | | | | |
| Activité 5.5.2.2 : Mettre en œuvre la stratégie de renforcement des capacités des acteurs de la protection sociale | Atelier | 1 | | | | |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Coût unitaire | Cible 2017 | Cible 2018 | Cible 2019 | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Notes |
|---|---------------|------------|------------|------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|---|
| Effet : Le Niger s'engage à mettre en place et à consolider des systèmes de protection sociale pour renforcer les moyens d'existence des catégories les plus vulnérables et réduire l'impact des chocs, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des catégories les plus vulnérables | | | | | 13 078 215 000 | 15 308 007 500 | 15 141 545 000 | 43 527 767 500 | |
| Résultat 5.1 : L'intégration effective de la problématique de la nutrition et du rôle de la femme dans les politiques et stratégies de protection sociale est assurée. | - | - | - | - | 29 625 000 | 813 307 500 | 689 595 000 | 1 532 527 500 | - |
| Résultat Intermédiaire 5.1.1 : Les aspects de sécurité nutritionnelle sont pris en compte lors de l'élaboration et la révision des politiques et stratégies de protection sociale et de prévention et gestion des crises et catastrophes | - | - | - | - | 29 625 000 | 63 500 000 | 10 625 000 | 103 750 000 | - |
| Activité 5.1.1.1 : Utiliser les évidences nationales et internationales disponibles pour Intégrer la nutrition lors de la formulation et la révision des politiques et stratégies de protection sociale et de prévention et gestion des crises et catastrophes, avec un accent sur les groupes cibles et leur vulnérabilité nutritionnelle. | - | - | - | - | 19 000 000 | 0 | 0 | 19 000 000 | Equipe de 2 consultants specialisés en politiques sociales dont 1 international (30 jrs jours) et 1 national (30 jr) 2. Atelier (1 a la fin de la consultation) pour la diffusion des resultats de l'etude |
| Activité 5.1.1.2 : Conduire une étude analytique et détaillée sur le rôle de la protection sociale dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, permettant de déterminer les besoins, les facteurs de facilitation et les barrières pour la mise en oeuvre des programmes sociaux sensibles à la nutrition | - | - | - | - | - | 62 500 000 | - | 62 500 000 | Etude nationale + rapport synthese |
| Activité 5.1.1.3 : Évaluer la composante nutrition des réponses aux urgences | - | - | - | - | 10 625 000 | 1 000 000 | 10 625 000 | 22 250 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 5.1.2. : Les politiques de protection sociale placent la femme au centre des stratégies et interventions, dans la création d'un environnement social et culturel favorable à la nutrition | - | - | - | - | 0 | 56 500 000 | 0 | 56 500 000 | - |
| Activité 5.1.2.1 : Conduire une étude nationale pour identifier les facteurs facilitants et les barrières du rôle de la femme dans la création et le maintien d'un environnement social et culturel favorable à la nutrition au Niger | - | - | - | - | 0 | 52 500 000 | 0 | 52 500 000 | Etude nationale conduite dans toutes les régions du Niger |
| Activité 5.1.2.2 : Utiliser les résultats de l'étude pour formuler des recommandations et / ou proposer des actions adaptées à intégrer dans les politiques et programmes de protection sociale pour renforcer l'autonomisation de la femme et sa participation à la prise des décisions en matière sécurité nutritionnelle à tous les niveaux, ainsi que le support social offert à la femme | - | - | - | - | 0 | 4 000 000 | 0 | 4 000 000 | - |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Coût unitaire | Cible 2017 | Cible 2018 | Cible 2019 | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Notes |
|--|---------------|-------------------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|----------------------|--|
| Résultat Intermédiaire 5.1.3 : Les stratégies et programmes de transferts sociaux sous forme de HIMO sont révisés et élaborés pour intégrer la vulnérabilité nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes et des jeunes enfants | - | - | - | - | 0 | 18 612 500 | 0 | 18 612 500 | - |
| Activité 5.1.3.1 : Les programmes de transferts sociaux sous forme de HIMO sont élaborés et révisés pour intégrer la vulnérabilité nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes et des jeunes enfants de moins de 2 ans | - | - | - | - | 0 | 14 250 000 | 0 | 14 250 000 | - |
| Activité 5.1.3.2 : Elaborer des guides / manuels de mise en œuvre des interventions en travaux HIMO pour prendre en compte des besoins nutritionnels spécifiques des femmes enceintes et allaitantes par rapport au travail et prévenir les potentiels effets néfastes sur la nutrition des femmes et de leurs enfants | - | - | - | - | 0 | 4 362 500 | 0 | 4 362 500 | Budget pour elaboration et revision de politiques |
| Résultat Intermédiaire 5.1.4 : Les outils de suivi-évaluation et de financement du secteur de la protection sociale et de la prévention et gestion des crises, y compris au niveau décentralisé, sont harmonisés et renforcés | - | - | - | - | 0 | 674 695 000 | 678 970 000 | 1 353 665 000 | |
| Activité 5.1.4.1 : Adopter et utiliser un Cadre Commun de Résultats (CCR) aux acteurs du secteur Protection Sociale et Prévention/Gestion des Crises | - | - | - | - | 0 | 15 625 000 | 0 | 15 625 000 | 1 Consultation pour revision de documents de politique et elaboration de CCR 1 consultant international 60 jrs (3 mois): honoraires, DSA, transport international 1 reunion de cadrage avec les participants multisectoriels 1 un atelier de partage 1 atelier de validation |
| Activité 5.1.4.2 : Mettre en place un mécanisme décentralisé de financement et de suivi | | Missions, consultations | | | 0 | 659 070 000 | 678 970 000 | 1 338 040 000 | Budget mise en œuvre et suivi evaluation Missions de suivi-evaluation au niveau regional, departemental et communal |
| Résultat 5.2 : L'accès financier des ménages chroniquement vulnérables à l'alimentation et aux moyens d'existence est amélioré / La communication pour le changement social et comportemental est intégrée dans les programmes de transferts sociaux. | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | 30 000 000 | |
| Résultat Intermédiaire 5.2.1 : Une assistance est apportée aux ménages chroniquement vulnérables sous forme de transfert sociaux pour améliorer leur accès financier à l'alimentation et aux moyens d'existence | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Activité 5.2.1.1 : Mettre en œuvre des programmes de transferts monétaires pluriannuels à destination des ménages vulnérables | - | - | - | - | - | - | - | - | Montant de 10000 par ménage et par mois + frais opérationnels et administratifs de 15% (1500F) = 11500*12 = 138.000 pour 75.000 ménages/an |
| Résultat Intermédiaire 5.2.2 : L'assistance aux ménages et communautés chroniquement vulnérables contribue à leur autonomisation et à leur accès aux moyens d'existence | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Activité 5.2.2.1 : valoriser les bases productives en vue de contribuer à l'autonomisation des plus vulnérables | - | - | - | - | - | - | - | - | Cash for Asset (CFA): Création d'actifs productifs sur 4 mois consécutifs 1300F/ménage /j pendant 25 jours sur 4 mois + 20% frais gestion pour 120.000 ménages/an |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Coût unitaire | Cible 2017 | Cible 2018 | Cible 2019 | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Notes |
|--|---------------|------------|------------|------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|---|
| Activité 5.2.2.2 : Coupler les programmes de transferts sociaux avec la distribution de kits productifs d'agriculture en vue de contribuer à générer l'autosuffisance alimentaire chez les ménages cibles | - | - | - | - | - | - | - | - | Kit petit intrants agricole (choux, carotte, moringa, oignon, etc) Coût kit= 150.000 + coût opérationnel: 15% = 22500 Total: 150.000 + 22.500 = 172.500 |
| Activité 5.2.2.3 : Coupler les programmes de transferts sociaux avec la distribution de kits productifs d'élevage en vue de contribuer à générer l'autosuffisance alimentaire chez les ménages cibles | - | - | - | - | - | - | - | - | Kit petit ruminant; 4 têtes (3 femelles + 1 mal) Coût kit= (70.000 + 3*35000) = 175.000 coût opérationnel: 15% = 26250 Total: 175.000 + 26250 = 201250 |
| Activité 5.2.2.4 : Assurer la formation des ménages bénéficiaires de kits productifs | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 5.2.3 : Les programmes de transferts sociaux intègrent la communication pour le changement social et comportemental pour tous et l'éducation nutritionnelle dans le but d'améliorer durablement la nutrition et la santé des groupes cibles | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | 30 000 000 | - |
| Activité 5.2.3.1 : Intégrer systématiquement les activités d'éducation nutritionnelle et la promotion des bonnes pratiques d'alimentation, de soins et d'hygiène dans les programmes de transferts sociaux pour les ménages vulnérables et rendre obligatoire la participation aux séances d'éducation pour tous les bénéficiaires | - | - | - | - | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | 15 000 000 | - |
| Activité 5.2.3.2 : Conditionner les transferts sociaux à une bonne utilisation des services de santé et nutrition pour les ménages avec femmes enceintes et mères d'enfants de moins de 2 ans | - | - | - | - | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | 15 000 000 | - |
| Résultat 5.3 : La supplémentation alimentaire des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 2 ans et le dépistage de la malnutrition chez les enfants sont intégrés dans les programmes de transferts sociaux pendant la soudure. | - | - | - | - | 744 576 000 | 744 576 000 | 744 576 000 | 2 233 728 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 5.3.1 : En période de soudure, les programmes de transferts sociaux sont complétés par la supplémentation alimentaire pour répondre aux besoins spécifiques des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de deux ans | - | - | - | - | 744 576 000 | 744 576 000 | 744 576 000 | 2 233 728 000 | - |
| Activité 5.3.1.1 : Assurer l'accès à une alimentation de complément adéquate pour les enfants de 6 à 23 mois des ménages vulnérables des programmes de transferts sociaux à travers un apport complémentaire sous forme de kits ou supplémentation alimentaire | - | - | - | - | PM | PM | PM | - | 200g/enfant/jr ou 6 kg au coût de 3500F/mois pendant 4 mois de soudure Coût opérationnel: 15% = 525F/enfant/mois. Coût total: (3500 + 525) = 4025*4 = 16100 Cible (8% ménages): 80000*7*0,08= 44800 (Voir engagement 2) |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Coût unitaire | Cible 2017 | Cible 2018 | Cible 2019 | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Notes |
|---|---------------|------------|------------|------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|--|
| Activité 5.3.1.2 : Assurer l'accès à une alimentation de complément adéquate pour les femmes enceintes et allaitantes, des ménages vulnérables des programmes de transferts sociaux à travers un apport complémentaire sous forme de kits ou supplémentation alimentaire | 22160 | 33600 | 33600 | 33600 | 744 576 000 | 744 576 000 | 744 576 000 | 2 233 728 000 | 275g/mere/jr au cout de 4815/mois + 15% de cout operationnel (725F) sur 4 mois. Cout total: (4815 + 725)*4 =22160 Les femmes enceintes et allaitantes representent 6% de la population des menages totaux = 80000*7*0,06 = 33600 |
| Résultat Intermédiaire 5.3.2 : Les activités de dépistage de la malnutrition sont systématiquement intégrées dans les programmes de transferts sociaux en période de soudure | - | - | - | - | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Activité 5.3.2.1 : Intégrer systématiquement les activités de screening et dépistage des cas de malnutrition dans les programmes de transferts sociaux pendant la soudure (année normale) | - | - | - | - | PM | PM | PM | - | Non budgétisé car déjà pris en charge par MSP et engagement 2 |
| Résultat 5.4 : Les capacités du SAP à informer sur la détérioration de la situation nutritionnelle sont renforcées / La diversification du régime alimentaire est favorisée / La supplémentation alimentaire des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 2 ans est intégrée dans les programmes de réponse d'urgence. | - | - | - | - | 12 159 814 000 | 12 159 814 000 | 12 159 814 000 | 36 479 442 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 5.4.1 : Les capacités du Système d'Alerte Précoce (SAP) d'informer sur la détérioration de la situation nutritionnelle sont renforcées pour contribuer à mobiliser les ressources adéquates | - | - | - | - | 2 950 000 | 2 950 000 | 2 950 000 | 8 850 000 | - |
| Activité 5.4.1.1 : Identifier les systèmes et signaux existants qui alertent de façon précoce de la détérioration de la situation nutritionnelle à tous les niveaux, à travers une revue documentaire et d'informations mise à jour annuellement | - | - | - | - | 2 950 000 | 2 950 000 | 2 950 000 | 8 850 000 | Consultations + reunions techniques |
| Résultat Intermédiaire 5.4.2 : Une assistance alimentaire d'urgence diversifiée est apportée aux ménages dans les zones affectées pour améliorer leur accès alimentaire | - | - | - | - | 11 040 000 000 | 11 040 000 000 | 11 040 000 000 | 33 120 000 000 | - |
| Activité 5.4.2.1 : Mettre en œuvre des programmes de transferts sociaux en réponse d'urgence destinés à diversifier le régime alimentaire avec un panier minimum de base comprenant au moins une céréale, une légumineuse et une matière grasse | - | - | - | - | 11 040 000 000 | 11 040 000 000 | 11 040 000 000 | 33 120 000 000 | 32500F/menage du sous forme alimentaire ou voucher pour un panier alimentaire comprenant cereales, legumineuses et huile pendant 4 mois (juin, juillet, aout, septembre) + 15% frais gestion . Les frais de cereals 12500F/mois déjà couverts sont retirés des 32500 pour garder unique le cout de diversification = 32500-12500= 20000F |
| Résultat Intermédiaire 5.4.3 : En situation de crise, les programmes d'assistance alimentaire sont complétés par la supplémentation nutritionnelle pour répondre aux besoins spécifiques des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de deux ans | - | - | - | - | 1 116 864 000 | 1 116 864 000 | 1 116 864 000 | 3 350 592 000 | - |
| Activité 5.4.3.1 Intégrer la distribution de compléments nutritionnels (espèces, vouchers ou nature) pour les enfants de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et allaitantes dans les programmes d'assistance alimentaire pendant la période de soudure et dans les réponses d'urgence | | | | | 1 116 864 000 | 1 116 864 000 | 1 116 864 000 | 3 350 592 000 | 200g/enfant/jr ou 6 kg de farine fortifiée pour les enfants de 6-23 mois 275g/mere/jr de farine fortifiée pour les femmes enceintes et allaitantes |

| ENGAGEMENT 5 : PROTECTION SOCIALE | Coût unitaire | Cible 2017 | Cible 2018 | Cible 2019 | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Coût total 2017-2019 | Notes |
|--|---------------|------------|------------|------------|-------------|---------------|---------------|----------------------|-------|
| Résultat 5.5 : Une stratégie de communication, de plaidoyer et de renforcement des capacités des acteurs est élaborée et mise en oeuvre pour promouvoir le rôle de la protection sociale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des catégories les plus vulnérables. | | | | | 134 200 000 | 1 580 310 000 | 1 537 560 000 | 3 252 070 000 | |
| Résultat Intermédiaire 5.5.1 : Un plan intégré de communication et de plaidoyer en faveur de la nutrition couplé avec les programmes et stratégies de protection sociale et réponse d'urgence est élaboré et mis en oeuvre | | | | | 134 200 000 | 1 407 812 500 | 1 393 562 500 | 2 935 575 000 | |
| Activité 5.5.1.1 : Elaborer et faire valider un plan d'action de communication et de plaidoyer pour la protection sociale et les réponses d'urgence. | | | | | - | 14 250 000 | - | 14 250 000 | |
| Activité 5.5.1.2 : Elaborer ou mettre à jour des modules et outils d'information et éducation nutritionnelle pour les bénéficiaires de transferts sociaux et autres membres de la communauté | | | | | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | |
| Activité 5.5.1.3 : Organiser les séances d'information, éducation et communication en faveur des bonnes pratiques d'alimentation, d'hygiène et de soins pour tous les bénéficiaires des programmes de transferts sociaux et évaluer la participation des bénéficiaires à ces séances ainsi que leur utilisation des services sociaux de santé et nutrition | | | | | 124 200 000 | 124 200 000 | 124 200 000 | 372 600 000 | |
| Activité 5.5.1.4 : Mettre en oeuvre le plan de communication de protection sociale et réponses aux urgences sensible à la nutrition au niveau national | | | | | - | 138 437 500 | 138 437 500 | 276 875 000 | |
| Activité 5.5.1.5 : Elaborer et mettre en oeuvre des actions de communication et de plaidoyer auprès des communautés locales en faveur du support social visant à alléger la pénibilité du travail des femmes enceintes et allaitantes pour leurs bien être et celui de leurs enfants. | | | | | - | 469 200 000 | 469 200 000 | 938 400 000 | |
| Activité 5.5.1.6 : Mener des actions de sensibilisation et de plaidoyer auprès des autorités coutumières, religieuses, administratives sur l'importance d'impliquer la femme dans la prise de décisions en matière de nutrition-santé et sécurité alimentaire à tous les niveaux, ainsi que sur le support social dont elle a besoin pour une meilleure nutrition, notamment pendant la fenêtre d'opportunité de 1000 jours, ainsi que pour supporter la nutrition des jeunes filles adolescentes. | | | | | - | 661 725 000 | 661 725 000 | 1 323 450 000 | |
| Résultat Intermédiaire 5.5.2. : Les capacités en nutrition des acteurs de la protection sociale sont renforcées | | | | | 0 | 19 810 000 | 5 560 000 | 25 370 000 | |
| Activité 5.5.2.1 : Elaborer un plan stratégique de renforcement des capacités en sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les acteurs de la protection sociale | | | | | - | 14 250 000 | - | 14 250 000 | |
| Activité 5.5.2.2 : Mettre en oeuvre la stratégie de renforcement des capacités des acteurs de la protection sociale | | | | | - | 5 560 000 | 5 560 000 | 11 120 000 | |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|--|---|---|---|--|
| EFFET : Le Niger s'engage à faire du cadre éducatif formel et informel un vecteur de promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de maintenir les bonnes pratiques, attitudes et connaissances nutritionnelles chez les enfants et adolescents de manière durable. | 1. Taux (%) d'écoles primaires, secondaires et centre de formation servant de plateformes pour la mise en œuvre d'interventions intégrées dans le domaine de la sécurité nutritionnelle (santé, WASH, alimentation scolaire); 2. Nombre d'écoles adhérant à l'initiative école amies de la nutrition 3. Taux (%) d'écoles certifiées "amies de la nutrition" 4. Taux (%) d'école à cantines servant des repas diversifiés (>= 4 groupes alimentaires) | - | - | - | - |
| Résultat 6.1 : Les écoles et l'environnement éducatif sont utilisés comme des plateformes de transfert de compétences de vie, incluant la sécurité nutritionnelle. | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 6.1.1 : Les cadres centraux des ministères en charge de l'éducation sont sensibilisés sur leur rôle sur la PNSN et améliorent leurs capacités en faveur de la sécurité nutritionnelle | - | - | - | - | - |
| Activité 6.1.1.1 : Informer les responsables du secteur de l'éducation au niveau central (national) sur leur rôle et leurs responsabilités dans la mise en œuvre de la PNSN. | Nombre de cadres centraux et régionaux des ministères en charge de l'enseignement sensibilisés | Atelier de sensibilisation Rapport d'atelier | Ministères en charge de l'éducation, HC3N | Le rôle des inspecteurs est clairement défini | disponibilité de la PNSN et du Plan d'action |
| Résultat Intermédiaire 6.1.2 : Les capacités des cadres et des enseignants des ministères en charge de l'éducation sont améliorées pour la mise en œuvre d'un curriculum d'enseignement sur la sécurité nutritionnelle mis à jour | - | - | - | - | - |
| Activité 6.1.2.1 : Développer ou réviser les modules et outils d'enseignement sur la sécurité nutritionnelle pour les écoles primaires, secondaires et les centres de formation. | 1. Nombre de modules mis à jour 2. Nombre de nouveaux modules élaborés ou développés | 100% modules validés 1 module préscolaire 1 module primaire 1 module secondaire, professionnel/ technique 1 module formation jeunesse, art et culture | MEP MES MEPT MJS MRC | - | - Identification des matières d'enseignement - Disponibilité des modules - Formation des enseignants dans l'insertion des modules dans les contenus de cours |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|---|---|-------------|---|---|
| Activité 6.1.2.2 : Former les responsables du secteur de l'éducation au niveau central, régional et communautaire, ainsi que deux enseignants (un homme et une femme) par école dans tous les établissements primaires et secondaires sur les questions de sécurité nutritionnelle et l'utilisation du ou des modules développés à cet effet. | 1. Nombre de cadres/ responsables formés 2. Nombre d'enseignants formés | <u>Niveau central</u> MEP: 45 cadres centraux MES: 45 cadres centraux <u>Niveau régional</u> MEP: 50% en 2018 et 2019 des IPR et CP MES: 50% en 2018 et 2019 des IPR et CP <u>Niveau décentralisé/communes/ecoles</u> MEP: 15 écoles/commune/année en 2018 et en 2019 (2 enseignants/ école = 7650 enseignants/an) MES: 960 (480/an en 2018 et 2019) MEPT; MJS & MRC: 60 enseignants en 2018 et 30 en 2019 | - | Implication des CAPED Les matières des enseignants sélectionnés doivent être définies. | - |
| Résultat Intermédiaire 6.1.3 : Un environnement favorable à la nutrition et la santé est créé en milieu scolaire à travers la stratégie "Initiative écoles amies de la nutrition" | - | - | - | - | - |
| Activité 6.1.3.1 : Adopter le concept de « l'initiative Ecoles Amies de la Nutrition (IEAN) » incluant des aspects liés à l'hygiène et l'assainissement, à la qualité des repas scolaires et au taux d'achèvement de scolarisation des filles en tenant compte du contexte spécifique du Niger | 1. Document de base de l'IEAN 2. Rapport d'atelier de validation technique 3. Arrêté portant création de la stratégie "IEANI" | 100% (MEP: 2035 MES: 99) | MEP MES | Implication du ministère de la santé. Adhésion des communautés | - |
| 6.1.3.2 : Développer des stratégies et établir un plan de mise en œuvre et de suivi-évaluation de l'IEAN incluant le mécanisme de certification des écoles comme "amies de la nutrition" | 1. Document détaillé de de l'IEAN avec plan de suivi-évaluation et mécanismes de certification | 1 document | - | Implication du ministère de la santé et des communautés à travers les COGES | - |
| Activité 6.1.3.3 : Mettre en œuvre l'IEAN dans les écoles primaires et secondaires et les centres de formation adhérant à la mise en place du paquet de critères nécessaires à la certification « école amie de la nutrition » | - | - | MEP et MES | - | - |
| Activité 6.1.3.4 : Mener un plaidoyer pour la mobilisation des ressources communautaires permettant la mise en œuvre de l'IEAN et son expansion à d'autres écoles | Activités de plaidoyer dans les régions | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 6.1.4 : La formation universitaire en nutrition des professionnels de nutrition et de la santé est améliorée et les facteurs favorisant la promotion de la sécurité nutritionnelle en milieu scolaire sont promus | - | - | - | - | - |
| Activité 6.1.4.1 : Conduire une analyse détaillée des problèmes liés à la promotion de la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation comprenant des enquêtes CAP, dans différentes populations du Niger. | - | - | - | Prise en compte des besoins des adolescentes dans l'analyse. | - |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|--|----------|--|--|---|
| Activité 6.1.4.2 : Evaluer les curricula existants dans la formation universitaire des professionnels de la nutrition, santé pour mieux intégrer les aspects de sécurité nutritionnelle | - | - | - | - | - |
| Résultat 6.2 : L'accès à des interventions nutritionnelles ciblées est promu et renforcé au niveau des écoles | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 6.2.1 : Le statut nutritionnel de la jeune fille est amélioré | - | - | - | - | - |
| Activité 6.2.1.1. Etendre les campagnes de déparasitage du secteur primaire aux autres secteurs de l'enseignement (secondaire, centre de formation prof) | Nombre d'écoles primaire dans lesquels le déparasitage est effectué deux fois l'année | - | - | Réticence des parents | - |
| Activité 6.2.1.2 : Supplémenter les adolescentes en fer acide folique dans les établissements scolaires, les centres d'apprentissage et les centres de jeunes | 1. Pourcentage de filles adolescentes dans les écoles et centre de formation recevant un supplément de fer-acide folique selon les recommandations | 100% | Tous les ministères en charge de l'enseignement MSP | Sensibilisation des parents | - |
| Résultat 6.3 : La disponibilité alimentaire est renforcée et diversifiée en milieu scolaire, afin de promouvoir des régimes alimentaires de meilleure qualité, en vue d'améliorer le statut nutritionnel des jeunes enfants et adolescents | - | - | - | - | - |
| Résultat intermédiaire 6.3.1 : La Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire est adoptée et promue | - | - | - | - | - |
| Activité 6.3.1.1 : Mener un plaidoyer pour l'adoption de la Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire | Decret promulgrant la strategie nationale d'alimentation scolaire | 1 decret | MEP MES HC3N | - | - |
| Activité 6.3.1.2 : Obtenir des ressources et étendre la mise en œuvre de programme d'alimentation en milieu scolaire priorisant les groupes de population en état de vulnérabilité nutritionnelle et les zones où les repas scolaires peuvent fortement renforcer les opportunités des filles / adolescentes d'achever leur études | - | - | Tous les Ministères en charge de l'enseignement HC3N (Appui et coordination) | Contraintes budgétaires liées à la situation sécuritaire | - |
| Résultat Intermédiaire 6.3.2 : L'alimentation en milieu scolaire est diversifiée et sa qualité améliorée | - | - | - | - | - |
| Activité 6.3.2.1 : Assurer l'introduction d'aliments fortifiés dans les repas scolaires dans les écoles (publiques) | Nombre d'écoles à cantines | - | - | Sensibilisation des parents | - |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|--|---------------------------------------|-------------|--|---|
| Activité 6.3.2.2 : Promouvoir l'achat des produits locaux transformés à haute valeur nutritive comme base d'alimentation dans les écoles à cantines | - | - | - | Renforcement des capacités des organisations paysannes | - |
| Résultat Intermédiaire 6.3.3 : Les connaissances et capacités des enseignants et écoliers sont améliorées en agriculture sensible à la nutrition et en utilisation d'aliments diversifiés riches en micronutriments à travers l'exploitation de jardins scolaires | - | - | - | - | - |
| Activité 6.3.3.1 : Mettre en place des jardins scolaires dans les écoles primaire et secondaires | - | 20% des écoles à cantines en fin 2019 | - | - | - |
| Activité 6.3.3.2. Accompagner les jardins scolaires | - | - | - | - | - |
| Activité 6.3.3.3. Plaidoyer pour la mise à l'échelle des jardins scolaires dans les écoles avec cantines | Nombre de paquets d'activités de plaidoyer | 2 | - | - | - |
| Résultat 6.4 : Une stratégie de communication et de plaidoyer promouvant la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation est mise en œuvre | - | - | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 6.4.1 : Une stratégie et un plan de communication pour la nutrition dans le secteur de l'éducation est élaborée | - | - | - | - | - |
| Activité 6.4.1.1 : Elaborer et faire valider une stratégie et un plan d'action sectoriel de communication et de plaidoyer pour promouvoir la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation, basés sur les conclusions de l'analyse, et harmonisés avec le plan multisectoriel de communication. | - | - | 1 | Collaboration inter-sectorielle | - |
| Résultat Intermédiaire 6.4.2 : Les capacités en communication pour la nutrition des enseignants et écoliers sont renforcées et utilisées pour la mise en œuvre des activités de sensibilisation et communication sociale en milieu scolaire et communautaire | - | - | - | - | - |
| Activité 6.4.2.1 : Renforcer les capacités en communication pour la nutrition pour les cadres et enseignants des ministères en charge de l'enseignement. | - | - | - | - | - |
| Activité 6.4.2.2 : Organiser des activités de sensibilisation et communication sociale pour la nutrition scolaire dans les écoles et la communauté (théâtre, jeux de rôle, affiches+ audiovisuel) . | - | - | - | - | - |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|--|--|-------------|--|---|
| Activité 6.4.2.3 : Diffuser des messages éducatifs sur la promotion de la sécurité nutritionnelle dans le secteur. | - | - | - | Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées / Disponibilité des ressources financières à temps. | Frais de montage, frais de diffusion+traduction des messages, (pour 135 radios communautaires, 58 radios privées et la radio nationale) |
| Résultat Intermédiaire 6.4.3 : Un plan de plaidoyer en faveur de la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation est élaboré et mis en œuvre | - | - | - | - | - |
| Activité 6.4.3.1 : Elaborer et valider un plan de plaidoyer. | 1. Document plaidoyer 2. Nom de réunions techniques 3. Atelier de validation | 1. 1 rapport / document 2. 5 réunions 3. 1 atelier | - | - | - |
| Activité 6.4.3.2 : Renforcer les capacités des acteurs institutionnels en techniques de plaidoyer. | Formation | 1 | - | Volonté politique manifeste Disponibilité de ressources humaines suffisantes et compétentes Disponibilité des ressources financières, matérielles et temporelles Engagement multisectoriel manifeste. | - |
| Activité 6.3.4.3 : Mettre en place des activités de plaidoyer destinées aux décideurs et aux leaders d'opinion, pour qu'ils deviennent des "influenceurs" en faveur de la promotion de la sécurité nutritionnelle à l'école. | Activités de plaidoyers (package) | 2 | - | Volonté politique manifeste Disponibilité de ressources humaines suffisantes et compétentes Disponibilité des ressources financières, matérielles et temporelles Engagement multisectoriel manifeste. | Ressources humaines qualifiées en santé nutrition |
| Activité 6.4.3.4 : Mettre en place un réseau des champions de la nutrition à l'école comme acteurs du plaidoyer. | - | - | - | - | - |
| Activité 6.4.3.5 : Rédiger une note chaque année pour le plaidoyer sur l'état d'avancement et sur les actions réalisées pour promouvoir la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation dans le cadre de la PNSN. | - | - | - | Volonté politique manifeste Disponibilité de ressources humaines suffisantes et compétentes Disponibilité des ressources financières, matérielles et temporelles Engagement multisectoriel manifeste. | Comité de rédaction et de validation |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|------------|---------------|---------------|--|
| EFFET : Le Niger s'engage à faire du cadre éducatif formel et informel un vecteur de promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de maintenir les bonnes pratiques, attitudes et connaissances nutritionnelles chez les enfants et adolescents de manière durable. | 8 983 434 500 | 80 565 000 | 4 551 468 500 | 4 351 401 000 | - |
| Résultat 6.1 : Les écoles et l'environnement éducatif sont utilisés comme des plateformes de transfert de compétences de vie, incluant la sécurité nutritionnelle. | 3 564 070 000 | 80 565 000 | 1 819 255 000 | 1 664 250 000 | - |
| <i>Résultat Intermédiaire 6.1.1 : Les cadres centraux des ministères en charge de l'éducation sont sensibilisés sur leur rôle sur la PNSN et améliorent leurs capacités en faveur de la sécurité nutritionnelle</i> | 3 000 000 | 3 000 000 | - | - | |
| Activité 6.1.1.1 : Informer les responsables du secteur de l'éducation au niveau central (national) sur leur rôle et leurs responsabilités dans la mise en œuvre de la PNSN. | 3 000 000 | 3 000 000 | 0 | 0 | Atelier de vulgarisation au niveau central Participation des ministères en charge de l'éducation + HC3N+ SNU+ autres PTF L'activité se fera officiellement après l'adoption par le Gouvernement. Toutefois, les travaux en cours permettent de déjà sensibiliser un certain nombre de cadres des ministères concernés |
| <i>Résultat Intermédiaire 6.1.2 : Les capacités des cadres et des enseignants des ministères en charge de l'éducation sont améliorées pour la mise en oeuvre d'un curriculum d'enseignement sur la sécurité nutritionnelle mis à jour</i> | 3 094 380 000 | 62 940 000 | 1 520 790 000 | 1 510 650 000 | - |
| Activité 6.1.2.1 : Développer ou réviser les modules et outils d'enseignement sur la sécurité nutritionnelle pour les écoles primaires, secondaires et les centres de formation. | 26 400 000 | 26 400 000 | 0 | 0 | Les modules à élaborer doivent inclure des instructions, des textes, et du matériel d'enseignement (guide pour l'enseignant et manuel ou livret pour l'apprenant) et prendre en compte la spécificité des groupes cibles concernés 1. Assistance technique un consultant national (120 jrs ouvrables, soit 6 mois) 3. Equipe interministérielle des enseignements 4. Séances de travail par ministère et d'ensemble 5. Atelier de validation des modules et outils développés sur 2 jours |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|---|
| Activité 6.1.2.2 : Former les responsables du secteur de l'éducation au niveau central, régional et communautaire, ainsi que deux enseignants (un homme et une femme) par école dans tous les établissements primaires et secondaires sur les questions de sécurité nutritionnelle et l'utilisation du ou des modules développés à cet effet. | 3 067 980 000 | 36 540 000 | 1 520 790 000 | 1 510 650 000 | MEP & MES: 4 formateurs par région incluant 2 inspecteurs et 2 conseillers pédagogiques pour la formation des formateurs au niveau national destinés à former les autres Formation régionale des conseillers et inspecteurs dans chaque région Formation des enseignants: 40% des enseignants à former annuellement à partir de 2018 proportionnellement par région Les cadres et enseignants formés assureront par la suite la formation d'autres enseignants dans leurs écoles respectives (ou à charge). Ainsi, chaque école primaire et secondaire aura à disposition deux enseignants points focaux de la nutrition formés (notes opérationnelles). |
| Résultat Intermédiaire 6.1.3 : Un environnement favorable à la nutrition et la santé est créé en milieu scolaire à travers la stratégie "Initiative écoles amies de la nutrition" | 380 065 000 | 14 625 000 | 211 840 000 | 153 600 000 | - |
| Activité 6.1.3.1 : Adopter le concept de « l'initiative Ecoles Amies de la Nutrition (IEAN) » incluant des aspects liés à l'hygiène et l'assainissement, à la qualité des repas scolaires et au taux d'achèvement de scolarisation des filles en tenant compte du contexte spécifique du Niger | 1 000 000 | 1 000 000 | - | - | 1. Augmentation de 4% par année à partir de 2018 pour les écoles à cantines 2. Assistance technique d'un consultant national pour l'élaboration du document de l'IEAN incluant les critères et les mécanismes de suivi-évaluation. Le consultant mettra un accent sur l'engagement communautaire. 60 jrs ouvrables (sur 3 mois) |
| 6.1.3.2 : Développer des stratégies et établir un plan de mise en œuvre et de suivi-évaluation de l'IEAN incluant le mécanisme de certification des écoles comme "amies de la nutrition" | 13 625 000 | 13 625 000 | - | - | 1 mission du consultant dans chaque région (8 missions) pour visites des écoles et discussions avec les parties prenantes |
| Activité 6.1.3.3 : Mettre en œuvre l'IEAN dans les écoles primaires et secondaires et les centres de formation adhérant à la mise en place du paquet de critères nécessaires à la certification « école amie de la nutrition » | 335 440 000 | - | 181 840 000 | 153 600 000 | MEP: 10% (n = 230) écoles à cantines (n = 230 x 137 = 31510 bénéficiaires) MES: 10% (n = 10) écoles à cantines écoles (n = 10 x 41 = 410 bénéficiaires) Ecoles à sélectionner dans les 35 communes communes de convergence (phase initiale) |
| Activité 6.1.3.4 : Mener un plaidoyer pour la mobilisation des ressources communautaires permettant la mise en œuvre de l'IEAN et son expansion à d'autres écoles | 30 000 000 | - | 30 000 000 | - | - |
| Résultat Intermédiaire 6.1.4 : La formation universitaire en nutrition des professionnels de nutrition et de la santé est améliorée et les facteurs favorisant la promotion de la sécurité nutritionnelle en milieu scolaire sont promus | 86 625 000 | - | 86 625 000 | - | - |
| Activité 6.1.4.1 : Conduire une analyse détaillée des problèmes liés à la promotion de la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation comprenant des enquêtes CAP, dans différentes populations du Niger. | 51 000 000 | - | 51 000 000 | - | - |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|-----------|--------------------|--------------------|---|
| Activité 6.1.4.2 : Evaluer les curricula existants dans la formation universitaire des professionnels de la nutrition, santé pour mieux intégrer les aspects de sécurité nutritionnelle | 35 625 000 | - | 35 625 000 | - | |
| Résultat 6.2 : L'accès à des interventions nutritionnelles ciblées est promu et renforcé au niveau des écoles | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Résultat Intermédiaire 6.2.1 : Le statut nutritionnel de la jeune fille est amélioré | - | - | - | - | - |
| Activité 6.2.1.1. Etendre les campagnes de déparasitage du secteur primaire aux autres secteurs de l'enseignement (secondaire, centre de formation prof) | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Activité 6.2.1.2 : Supplémenter les adolescentes en fer acide folique dans les établissements scolaires, les centres d'apprentissage et les centres de jeunes | 0 | 0 | 0 | 0 | Rendre systématique a supplémentation des adolescentes (10-19 ans) en milieu scolaire. Iron60mg + Folic ac. 400mcg tab / PAC (10x10). Pris en compte dans engagement 2 |
| Résultat 6.3 : La disponibilité alimentaire est renforcée et diversifiée en milieu scolaire, afin de promouvoir des régimes alimentaires de meilleure qualité, en vue d'améliorer le statut nutritionnel des jeunes enfants et adolescents | 201 252 000 | - | 100 626 000 | 100 626 000 | - |
| Résultat intermédiaire 6.3.1 : La Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire est adoptée et promue | 60 000 000 | 0 | 30 000 000 | 30 000 000 | |
| Activité 6.3.1.1 : Mener un plaidoyer pour l'adoption de la Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire | 0 | 0 | 0 | 0 | PM (Les ministères s'organisent avec l'appui du HCI3N) Convaincre le Gouvernement de l'importance d'adopter la stratégie comme facteur important pour l'amélioration de la nutrition en milieu scolaire et comme partie intégrante de l'engagement 6 de la PNSN |
| Activité 6.3.1.2 : Obtenir des ressources et étendre la mise en œuvre de programme d'alimentation en milieu scolaire priorisant les groupes de population en état de vulnérabilité nutritionnelle et les zones où les repas scolaires peuvent fortement renforcer les opportunités des filles / adolescentes d'achever leur études | 60 000 000 | 0 | 30 000 000 | 30 000 000 | Mener différentes activités de plaidoyer auprès des bailleurs potentiels, incluant PTF, secteur public, secteur privée, organisations de la société civile et organismes ou personnes philanthropes |
| Résultat Intermédiaire 6.3.2 : L'alimentation en milieu scolaire est diversifiée et sa qualité améliorée | 0 | - | - | - | - |
| Activité 6.3.2.1 : Assurer l'introduction d'aliments fortifiés dans les repas scolaires dans les écoles (publiques) | 0 | 0 | 0 | 0 | Ecoles à cantines : Primaire: n = 2202 (en 2017); 2290 (en 2018) et 2382 (en 2019) Secondaire: n = 107 (en 2017); 111 (en 2018) et 116 (en 2019) un accroissement de 4%/an attendu pour 2018 et 2019 est appliqué Diversifier et améliorer la densité nutritionnelle des repas scolaires en apportant un panier alimentaire comprenant au moins des céréales, légumineuses, huile et farine fortifiée locale ou importée. Les écoles avec cantines scolaires seront ciblées en priorité. |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|-----------|----------------------|----------------------|--|
| Activité 6.3.2.2 : Promouvoir l'achat des produits locaux transformés à haute valeur nutritive comme base d'alimentation dans les écoles à cantines | - | - | - | - | PM Les écoles à cantines et leurs ministères de tutelle s'organisent Sensibiliser les écoles à cantines pour se ravitailler auprès des petits producteurs locaux sensibiliser et encourager les petits producteurs locaux à vendre/fournir leurs productions pour les cantines scolaires |
| Résultat Intermédiaire 6.3.3 : Les connaissances et capacités des enseignants et écoliers sont améliorées en agriculture sensible à la nutrition et en utilisation d'aliments diversifiés riches en micronutriments à travers l'exploitation de jardins scolaires | 141 252 000 | 0 | 70 626 000 | 70 626 000 | - |
| Activité 6.3.3.1 : Mettre en place des jardins scolaires dans les écoles primaire et secondaires | PM | 0 | 0 | 0 | - |
| Activité 6.3.3.2. Accompagner les jardins scolaires | 81 252 000 | 0 | 40 626 000 | 40 626 000 | Renforcement des capacités des enseignants en techniques maraichères et suivi de la production Sensibilisation/éducation nutritionnelle |
| Activité 6.3.3.3. Plaidoyer pour la mise à l'échelle des jardins scolaires dans les écoles avec cantines | 60 000 000 | - | 30 000 000 | 30 000 000 | Paquet d'activités de plaidoyer Activités diverses de plaidoyer à divers niveaux Activités de plaidoyer et de mobilisation de ressources en faveur des jardins scolaires Type et nombre d'activités à définir avec les services des ministères en charge de la question des jardins et cantines scolaires |
| Résultat 6.4 : Une stratégie de communication et de plaidoyer promouvant la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation est mise en œuvre | 5 218 112 500 | - | 2 631 587 500 | 2 586 525 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 6.4.1 : Une stratégie et un plan de communication pour la nutrition dans le secteur de l'éducation est élaborée | 10 625 000 | - | 10 625 000 | - | - |
| Activité 6.4.1.1 : Elaborer et faire valider une stratégie et un plan d'action sectoriel de communication et de plaidoyer pour promouvoir la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation, basés sur les conclusions de l'analyse, et harmonisés avec le plan multisectoriel de communication. | 10 625 000 | - | 10 625 000 | - | Elaboration de la stratégie de communication pour la nutrition dans le secteur de l'éducation |
| Résultat Intermédiaire 6.4.2 : Les capacités en communication pour la nutrition des enseignants et écoliers sont renforcées et utilisées pour la mise en œuvre des activités de sensibilisation et communication sociale en milieu scolaire et communautaire | 5 113 812 500 | - | 2 563 812 500 | 2 550 000 000 | |
| Activité 6.4.2.1 : Renforcer les capacités en communication pour la nutrition pour les cadres et enseignants des ministères en charge de l'enseignement. | - | - | - | - | PM (voir capacités) Activité à intégrer avec la formation des acteurs pour la mise en œuvre |
| Activité 6.4.2.2 : Organiser des activités de sensibilisation et communication sociale pour la nutrition scolaire dans les écoles et la communauté (théâtre, jeux de rôle, affiches+ audiovisuel) . | 5 103 812 500 | - | 2 553 812 500 | 2 550 000 000 | - |

| ENGAGEMENT 6 : EDUCATION | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|-----------|-------------------|-------------------|---|
| Activité 6.4.2.3 : Diffuser des messages éducatifs sur la promotion de la sécurité nutritionnelle dans le secteur. | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - |
| Résultat Intermédiaire 6.4.3 : Un plan de plaidoyer en faveur de la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation est élaboré et mis en œuvre | 93 675 000 | - | 57 150 000 | 36 525 000 | |
| Activité 6.4.3.1 : Elaborer et valider un plan de plaidoyer. | 10 625 000 | - | 10 625 000 | - | Elaboration/redaction du document par consultant national + réunions techniques + atelier de validation |
| Activité 6.4.3.2 : Renforcer les capacités des acteurs institutionnels en techniques de plaidoyer. | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | Atelier de formation des cadres des ministères (2 cadres par ministère; 7 jrs, 30 ppts) |
| Activité 6.3.4.3 : Mettre en place des activités de plaidoyer destinées aux décideurs et aux leaders d'opinion, pour qu'ils deviennent des "influenceurs" en faveur de la promotion de la sécurité nutritionnelle à l'école. | 60 000 000 | - | 30 000 000 | 30 000 000 | Activités diverses de plaidoyer pour la mobilisation des ressources au niveau central et dans chaque region |
| Activité 6.4.3.4 : Mettre en place un réseau des champions de la nutrition à l'école comme acteurs du plaidoyer. | - | - | - | - | PM |
| Activité 6.4.3.5 : Rédiger une note chaque année pour le plaidoyer sur l'état d'avancement et sur les actions réalisées pour promouvoir la sécurité nutritionnelle dans le secteur de l'éducation dans le cadre de la PNSN. | 13 050 000 | - | 6 525 000 | 6 525 000 | - |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|--|--|---------------------------------|---|--|
| Effet 7 : Le Niger s'engage à lutter contre le surpoids et l'obésité, y compris la surnutrition des enfants, et à réduire l'incidence des maladies non transmissibles (prévenir et contrôler les maladies liées à la mauvaise alimentation et ses conséquences). | Une politique nationale et un plan d'action pour la prévention des Maladies Non Transmissibles (MNT) promouvant un mode de vie sain et les régimes sont développés, validés et mis en œuvre. | 1. Des études sur les causes des MNT sont réalisés d'ici fin 2018. 2. : Une politique nationale et un plan d'action pour la prévention des Maladies Non Transmissibles (MNT) promouvant un mode de vie sain et les régimes sont développés, validés d'ici fin 2018, et mis en œuvre dès début 2019. | - | - | - |
| Résultat 7.1. Un cadre régulateur et des mesures de suivi sont mis en place, pour prévenir et adresser la surnutrition. | Un cadre régulateur et un mécanisme de suivi pour la commercialisation des aliments impactant la surnutrition et les MNT sont mis en place. | D'ici fin 2018, un cadre régulateur et un mécanisme de suivi pour la commercialisation des aliments impactant la surnutrition et les MNT sont mis en place. | - | - | - |
| <i>Résultat Intermédiaire 7.1.1 : Les structures de contrôle de sante et de sécurité sanitaire des aliments ont des capacités renforcées et assurent leurs missions conformément à la réglementation en vigueur pour un meilleur contrôle de qualité des aliments</i> | <i>Un cadre régulateur pour le contrôle de la qualité des aliments impactant la surnutrition et les MNT est mis en place.</i> | <i>D'ici fin 2018, un cadre régulateur pour le contrôle de la qualité des aliments impactant la surnutrition et les MNT est mis en place.</i> | - | - | - |
| Activité 7.1.1.1 : Doter la police sanitaire en ressources humaines qualifiées, matérielles et financières | Nombre de personnes qualifiées mises à la disposition de la police sanitaire. | 13 agents/an | MSP/DHP/ES | Engagement politique fort pour appliquer le cadre normatif / Existence des ressources financières et matérielles / Existence de RH suffisantes / Systèmes de contrôle performants | RH qualifiées en police sanitaire |
| Activité 7.1.1.2 : Mettre en place un observatoire national de santé publique y compris la sécurité sanitaire des aliments | Un observatoire de santé publique est mis en place. Un réseau décentralisé d'observatoires de sécurité sanitaire des aliments est mis en place | 1 | MSP/DGSP | Engagement politique fort pour appliquer le cadre normatif / Existence des ressources financières et matérielles / Existence de RH suffisantes / Systèmes de contrôle performants | RH, Espace, kits de prélèvement et analyse, logistique, transport, fonctionnement, loi de mise en place de l'observation |
| Activité 7.1.1.3 : Réglementer et contrôler le marketing des produits alimentaires destinés aux enfants, adolescents et adultes | Nombre de systèmes en place | 1 | Ministère en charge du Commerce | Engagement politique fort pour appliquer le cadre normatif / Existence des ressources financières et matérielles / Existence de RH suffisantes / Systèmes de contrôle performants | Enquête de vérification de la performance du contrôle, 1 consultant international, 1 consultant national, des enquêteurs, superviseurs, coordinateurs, location de véhicules, formation, matériels de bureau, analyse des données, atelier de validation |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|---|--|----------------------------------|--|--|
| Activité 7.1.1.4 : Normaliser l'étiquetage des aliments riches en sel, sucre et matières grasses | Nombre de textes élaborés pour normaliser l'étiquetage des aliments riches en sel, sucre et matières grasses | 3 | Ministère en charge du Commerce | Engagement politique fort pour appliquer le cadre normatif / Existence des ressources financières et matérielles / Existence de RH suffisantes / Systèmes de contrôle performants | Dynamiser le comité national du codex alimentarius pour l'adaptation du codex au contexte nigérien, renforcement des moyens du laboratoire d'analyse associé au codex, atelier d'élaboration des normes pour les produits qui seront spécifiés |
| Activité 7.1.1.5 : Doter les postes de contrôle sanitaire aux frontières de la police sanitaire des moyens nécessaires | Nombre de personnes mises à la disposition des postes de contrôle sanitaire à la frontière Nombre de poste dotés de moyens de contrôle | 41 postes et corridors douaniers | MSP/DHP/ES | Engagement politique fort pour appliquer le cadre normatif / Existence des ressources financières et matérielles / Existence de RH suffisantes / Systèmes de contrôle performants | Renforcer les capacités des agents de contrôle, doter les postes de kits de contrôle et superviser les agents de postes de contrôle |
| Résultat Intermédiaire 7.1.2 : Des cadres régulateurs sont mis en place | Les capacités humaines de contrôle de la qualité des aliments ayant un impact sur les MNT sont renforcées | D'ici fin 2018, les capacités humaines de contrôle de la qualité des aliments ayant un impact sur les MNT sont renforcées | - | - | - |
| Activité 7.1.2.1 : Elaborer des textes législatifs et réglementaires pour la taxation des boissons édulcorées | Nombre de textes élaborés pour taxer les boissons édulcorées Taux de taxation des boissons édulcorées | 1 texte élaboré | Ministère en charge des finances | - Engagement politique fort pour appliquer le cadre normatif - Existence des ressources financières et matérielles - Existence de RH suffisantes - Systèmes de contrôle performants | Plaidoyer au niveau des ministères concernés, mise en place comité technique, atelier d'élaboration, atelier de validation, adoption en conseil des ministres |
| Activité 7.1.2.2 : Effectuer des contrôles sur les aliments commercialisés dans les écoles et à proximité | Nombre de contrôles effectués | 2808 contrôles/par an | Ministère en charge du Commerce | - Engagement politique fort pour appliquer le cadre normatif - Existence des ressources financières et matérielles - Existence de RH suffisantes - Systèmes de contrôle performants | Unité mobile, ressources humaines, kits de prélèvement, veille réglementaire |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|--|---|--|--|--|
| Activité 7.1.2.3 : Effectuer des contrôles sur les aliments riches en sel, sucre et matière grasse importés et produits localement | Nombre de postes de contrôles sanitaires effectuant le contrôle des aliments importés riches en sel, sucre et matière grasse | 41 contrôles/an dans les postes de contrôle sanitaire 250 contrôles/an sur les marchés locaux | Ministère en charge du Commerce | - Engagement politique fort pour appliquer le cadre normatif - Existence des ressources financières et matérielles - Existence de RH suffisantes - Systèmes de contrôle performants | Kits d'analyse rapide, Veille réglementaire, RH, fonctionnement |
| Activité 7.1.2.4 : Mettre en place une structure de veille composée des OSC | Un mécanisme de veille mis en place | 1 | Organisations de la Société Civile (OSC) | - Engagement politique fort pour appliquer le cadre normatif - Existence des ressources financières et matérielles - Existence de RH suffisantes - Systèmes de contrôle performants | Plateforme formelle multisectorielle, réunion une fois par trimestre, formation des membres sur les rôles et attributions de la cellule de veille |
| Résultat 7.2. Les interventions spécifiques et basées sur les évidences sont menées pour prévenir et prendre en charge le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles | Une stratégie globale pour détecter, suivre, prévenir et traiter l'obésité et les MNT est mise en place par le Ministère de la Santé Publique | D'ici fin 2018, une stratégie globale pour détecter, suivre, prévenir et traiter l'obésité et les MNT est mise en place par le Ministère de la Santé Publique | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 7.2.1 : Des interventions spécifiques pour la prévention de la malnutrition sont réalisées | Un ensemble de mesures de base de détection de l'obésité et de prévention est mis en place | Un ensemble de mesures de base de détection de l'obésité et de prévention est mis en place, au niveau national d'ici fin 2018 et au niveau régional d'ici fin 2019 | - | - | - |
| 7.2.1.1 : Coupler le dépistage de masse des MNT pour les enfants, adolescents et adultes, si possible couplées à d'autres campagnes (telles que le dépistage de la MAS ou de la CPS) | Proportion de cas de MNT dépistées lors des campagnes de masse conjointes | 90% des personnes ciblées sont dépistées | MSP/PNLMNT | - Disponibilité des ressources financières et matérielles - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le SNIS | RH, Transports, perdiems, mobilisation sociale, matériels techniques (glucomètre, tensiomètre, toise, balance), outils de gestion, supervision, coordination, couverture médiatique, référence, médicaments. |
| Activité 7.2.1.2 : Mettre en place des campagnes de dépistage de masse des MNT, si possible couplées à d'autres campagnes (telles que le dépistage de la MAS, ou la CPS) | Nombre de campagnes organisées | 1 campagne/an | MSP/PNLMNT | - Disponibilité des ressources financières et matérielles - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le SNIS | Transports, perdiems, mobilisation sociale, matériels techniques (glucomètre, tensiomètre, toise, balance), outils de gestion, supervision, coordination, couverture médiatique, référence, médicaments |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|---|---|--------------------------------|--|---|
| Activité 7.2.1.3 : Promouvoir les activités physiques et sportives des enfants et des adolescents (au travers notamment des services de santé et des écoles), ainsi que des adultes (au travers notamment des médias) | Nombre d'actions de promotion des activités physiques sportives réalisées | 4 activités sportives réalisées/ an | Ministère en charge des Sports | Disponibilité des ressources financières et matérielles / Disponibilité des RH suffisantes et de qualité/ Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le SNIS. | Mobilisation sociale, confection de T-shirt |
| Activité 7.2.1.4 : Promouvoir la production et la consommation des fruits et légumes | Nombre d'actions de plaidoyer pour la production des fruits et légumes réalisées. Nombre d'actions de sensibilisation pour la consommation des fruits et légumes réalisées | 4 activités de plaidoyer menées/an 4 activités de sensibilisation menées/an Base : 0 Cible 6 (2 fois/an) | MSP | Disponibilité des ressources financières et matérielles / Disponibilité des RH suffisantes et de qualité/ Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le SNIS. | Mobilisation sociale, supports éducatifs, appui financier et technique aux partenaires de mise en œuvre |
| Résultat Intermédiaire 7.2.2 : Des Interventions pour la prise en charge du surpoids, de l'obésité et des MNT sont réalisées | Les structures de santé ont les capacités de contrôler et de traiter les MNT. | Les structures de santé ont les capacités de contrôler et de traiter les MNT, au niveau national d'ici fin 2017 et au niveau régional d'ici fin 2018 | - | - | - |
| Activité 7.2.2.1 : Créer des unités d'endocrino-diabétologie au niveau des hôpitaux nationaux et régionaux | Nombre d'hôpitaux nationaux et régionaux dotés d'une unité d'endocrino-diabétologie | 9 | MSP/DOS | - Disponibilité des ressources financières et matérielles - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le SNIS | RH (spécialistes endocrino-diabétologue), matériels et consommables, |
| Activité 7.2.2.2 : Renforcer les capacités des agents des unités d'endocrino-diabétologie au niveau des hôpitaux nationaux et régionaux | Nombre d'agents formés/recyclés dans les unités d'endocrino-diabétologie | 225 | MSP/PNLMNT | - Disponibilité des ressources financières et matérielles - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le SNIS | RH (spécialistes endocrino-diabétologue) |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|---|---|-------------|---|---|
| Activité 7.2.2.2 : Mettre en place le WHO PEN (algorithme de prise en charge des MNT) dans toutes les formations sanitaires | Nombre de CSI mettant en œuvre le WHO PEN Nombre d'agents de santé formés | 1000 CSI 2000 agents de santé formés | MSP/PNLMNT | Disponibilité des ressources financières et matérielles / Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées / Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le Système National d'Information Sanitaire (SNIS) | Dotation en kit WHO PEN(médicaments, matériel technique), transport, formation des AS de CSI (3 par CSI), formation, reprographie |
| Activité 7.2.2.3 : Vulgariser les guides d'alimentation pour les personnes diabétiques et hypertendus. | Nombre de guides d'alimentation des diabétiques et des hypertendus vulgarisés. | 25 000 guidesreproduits et diffusés/an | MSP/PNLMNT | - Disponibilité des ressources financières et matérielles - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le SNIS | reprographie, transport, diffusion |
| Résultat Intermédiaire 7.2.3 : La surveillance intégrée des MNT est réalisée | Un système complet de surveillance des MNT est conçu, intégré dans le système national d'information sanitaire et rendu opérationnel | D'ici fin 2018, un système complet de surveillance des MNT est conçu, intégré dans le système national d'information sanitaire et rendu opérationnel | - | - | - |
| Activité 7.2.3.1 : Intégrer dans le Système National d'Information Sanitaire (SNIS) la surveillance épidémiologique des MNT | Nombre d'indicateurs des MNT intégrés dans le système de routine (SNIS) | 23 | MSP/DS | - Disponibilité des ressources financières et matérielles - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le SNIS | atelier de revision des supports du SNIS, atelier de validation, reproduction des supports du SNIS, Formation des SPIS et CSE |
| Activité 7.2.3.2 : Organiser une enquête STEP tous les 5 ans | Nombre de rapports d'enquête STEP élaborés | 1 | MSP/PNLMNT | - Disponibilité des ressources financières et matérielles - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Les données et les indicateurs des MNT sont intégrés dans le SNIS | 1 Consultant international, 1 consultant national, des enquêteurs, superviseurs, coordinateurs, location véhicule, formation, matériels de bureau, analyse des données, atelier de validation |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|--|--|--|--------------------------|--|---|
| Résultat 7.3 : La population est sensibilisée sur les facteurs de risques et les déterminants majeurs des maladies non transmissibles notamment en ce qui concerne les conséquences de l'obésité, les maladies cardiovasculaires, la goutte, etc. | La population du Niger (mesurée chez les enfants scolarisés) et les groupes de population à haut risque, sont conscients des dangers de la surconsommation de nourriture en général, et de certains produits alimentaires en particulier comme les acides gras saturés et trans, le sucre et le sel. | D'ici fin 2019, 50% des enfants achevant l'école primaire et les personnes à revenu élevé ont une connaissance de base sur les différentes formes de surnutrition et sur ses risques, notamment ses liens avec les MNT. | - | - | - |
| Résultat Intermédiaire 7.3.1 : Une stratégie de communication et de plaidoyer pour lutter contre le surpoids, l'obésité et les MNT est mise en place | <i>Une stratégie de communication et de plaidoyer pour lutter contre le surpoids, l'obésité et les MNT basée sur des études KAP ciblant les groupes vulnérables est mise en place</i> | <i>D'ici fin 2018, une stratégie de communication et de plaidoyer pour lutter contre le surpoids, l'obésité et les MNT basée sur des études KAP ciblant les groupes vulnérables est mise en place</i> | - | - | - |
| Activité 7.3.1.1 : Conduire une analyse détaillée des problèmes dus aux maladies non transmissibles (MNT), comprenant des enquêtes KAP, en lien avec des facteurs nutritionnels, dans différentes populations du Niger | Nombre d'analyses détaillées publiées | Base : 0; Cible : 1 | MSP/PNLMNT | Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées | 1 Consultant international, 1 consultant national, des enquêteurs, superviseurs, coordinateurs, location véhicule, formation, matériels de bureau, analyse des données, atelier de validation |
| Activité 7.3.1.2 : Elaborer et mettre en œuvre un plan d'action sectoriel de communication et de plaidoyer pour lutter contre le surpoids et l'obésité, basé sur les conclusions de l'analyse, et harmonisé avec le plan multisectoriel de communication | Rapport annuel produit sur l'état d'avancement | 3 rapports (1 rapport par an) | MSP/PNLMNT | Disponibilité des ressources financières à temps | Pagivoltes, Messages radiophoniques, théâtre forum, cinéma numérique, traduction en langue locale |
| Résultat Intermédiaire 7.3.2 : Des activités de communication, de sensibilisation, et de mobilisation sociale pour lutter contre le surpoids, l'obésité et les MNT sont mis en place à plusieurs niveaux | <i>Les capacités des éducateurs et professeurs du primaire et secondaire, du personnel de santé et des représentants des médias ciblés d'informer le public sur les risques de la surnutrition, l'obésité et les MNT sont en renforcées.</i> | <i>D'ici fin 2019, les capacités de 80% des éducateurs et professeurs du primaire et secondaire, du personnel de santé et des représentants des médias chargés d'informer le public sur les risques de la surnutrition, l'obésité et les MNT sont en renforcées.</i> | - | - | - |
| Activité 7.3.2.1 : Diffuser des messages éducatifs à travers les médias de masse | Nombre de diffusion des messages éducatifs à travers les médias de masse | 252 diffusions/an | MSP / PNLMNT / DAID / RP | - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Disponibilité des ressources financières à temps | Frais de montage, frais de diffusion + traduction des messages, (pour 135 radios communautaires, 58 radios privées et la radio nationale) |
| Activité 7.3.2.2 : Organiser des campagnes de dépistage de masse et de sensibilisation pendant les journées nationales ou internationales de lutte contre l'obésité, l'hypertension artérielle (HTA), le diabète et la goutte | Nombre de campagnes organisées | Une campagne/an | MSP / PNLMNT | - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Disponibilité des ressources financières à temps | Transports, perdiems, mobilisation sociale, matériels techniques (glucomètre, tensiomètre, toise, balance), outils de gestion, supervision, coordination, couverture médiatique |
| Activité 7.3.2.3 : Organiser des caravanes de sensibilisations sur les MNT. | Nombre de localités visitées pendant les caravanes | 880 localités par an | MSP / PNLMNT | - Disponibilité des RH suffisantes et qualifiées - Disponibilité des ressources financières à temps | matériels sonorisation, supports éducatifs, gratification questions réponses, unité mobile, carburant, personnels, groupe électrogène |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|--|--|---|---|---|
| Activité 7.3.2.4 : Elaborer les modules de formation sur la prévention de l'obésité, l'HTA, le diabète et la goutte pour les curricula des enseignements à tous les niveaux pour les professionnels de la santé, les agriculteurs et les professeurs | Nombre de modules pédagogiques de formation sur la prévention de l'obésité, de l'HTA, du diabète et de la goutte élaborés par niveau | 1 module/niveau | MSP / PNLMT | Disponibilité des ressources financières | Plaidoyer, consultant, ateliers d'élaboration et de validation, perdiems, transports, l'expérimentation et la diffusion |
| Activité 7.3.2.5 : Dispenser les modules de formation sur la prévention de l'obésité, l'HTA, le diabète et la goutte pour les professionnels de la santé | Proportion de professionnels de la santé formés | 80 % des professionnels de la santé | MSP / PNLMT | Disponibilité des ressources financières | Atelier d'élaboration/révision des modules, Perdiems formateurs, participants, matériels didactiques et de bureau, location salle, transports |
| Activité 7.3.2.6 : Dispenser les modules de formation sur la prévention de l'obésité, l'HTA, le diabète et la goutte au niveau communautaire, notamment pour les professeurs, les agriculteurs, les relais communautaires, et des représentants des OSC | Proportion de relais communautaires formés à la prévention des maladies non transmissibles | Au moins 80% des Relais communautaires dans les zones prioritaires | MSP / PNLMT | Disponibilité des ressources financières | Atelier d'élaboration/révision des modules, perdiems formateurs, participants, matériels didactiques et de bureau, location salle, transports |
| Activité 7.3.2.7 : Former et sensibiliser des représentants des médias publics, privés et communautaires en CCSC/MNT | Proportion d'agents de médias formés et sensibilisés en CCSC/MNT | 100% des agents de médias formés et sensibilisés en CCSC/MNT | MSP / PNLMT | Disponibilité des ressources financières | Atelier d'élaboration/révision des modules, perdiems formateurs, participants, matériels didactiques et de bureau, location salle, transports |
| Résultat Intermédiaire 7.3.3 : Une stratégie de plaidoyer est développée et mise en œuvre | Les décideurs ciblés sont sensibilisés et se sont engagés dans la lutte contre la surnutrition, l'obésité et les MNT. | D'ici fin 2019, 80% des décideurs ciblés sont sensibilisés et se sont engagés dans la lutte contre la surnutrition, l'obésité et les MNT. | - | - | - |
| Activité 7.3.3.1 : Renforcer les capacités des acteurs institutionnels en techniques plaidoyer | Nombre de personnes formées | 10 | Comité multisectoriel en charge de la communication | Volonté politique manifeste / Disponibilité de ressources humaines suffisantes et compétentes / Disponibilité des ressources financières, matérielles et temporelles / Engagement multisectoriel manifeste. | RH qualifiées en plaidoyer, modules de formation, Perdiems, matériels didactiques et de bureau, location salle, transports |
| Activité 7.1.3.2 : Mettre en place des activités de plaidoyers destinées aux décideurs et aux leaders d'opinion, pour qu'ils deviennent des "influenceurs" en faveur de la lutte contre la surnutrition. | Nombre de décideurs formés sur les techniques de plaidoyer | 100 (champions, parlementaires, membres du gouvernement, médias, PTF, organisations de femmes) | MSP/DN | Volonté politique manifeste / Disponibilité de ressources humaines suffisantes et compétentes / Disponibilité des ressources financières, matérielles et temporelles / Engagement multisectoriel manifeste. | Ressources humaines qualifiées en santé / nutritio |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Indicateurs d'activités | Cibles | Responsable | Hypothèses et contraintes de mise en œuvre | Besoins spécifiques (humains, matériel, financiers) |
|---|--|---|--|---|--|
| Activité 7.3.3.3 : Mettre en place un réseau des champions de la nutrition comme acteurs du plaidoyer. | Nombre de champions de la nutrition actifs | 3 (humoriste, lutteur, politique et artiste) | MSP/DN | Volonté politique manifeste / Disponibilité de ressources humaines suffisantes et compétentes / Disponibilité des ressources financières, matérielles et temporelles / Engagement multisectoriel manifeste. | Finances, négociation Identification des champions, un atelier de regroupement pour la mise en réseau et l'information des futurs champions, élaboration de l'acte formel de création du réseau |
| Activité 7.3.3.4 : Rédiger une note chaque année pour le plaidoyer sur l'état d'avancement et sur les actions réalisées pour lutter contre les CCSC/MNT dans le cadre de la PNSN. | Une note sur le double fardeau de la malnutrition au Niger est rédigée | 1 note de plaidoyer/an | MSP/DN | Volonté politique manifeste / Disponibilité de ressources humaines suffisantes et compétentes / Disponibilité des ressources financières, matérielles et temporelles / Engagement multisectoriel manifeste. | Comité de rédaction et de validation |
| Activité 7.3.3.5 : Générer des évidences sur les liens entre la sous-nutrition et la surnutrition, notamment le concept de double fardeau, qui seront ensuite reprises dans des produits de plaidoyer | Nombre de recherches réalisées | 2 | Ministère en charge de l'enseignement Supérieur et de la Recherche | Volonté politique manifeste / Disponibilité de ressources humaines suffisantes et compétentes / Disponibilité des ressources financières, matérielles et temporelles / Engagement multisectoriel manifeste. | RH, logistiques, matériels, finances Mener des recherches ou des études |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|---------------|---------------|-------------|--|
| Effet 7 : Le Niger s'engage à lutter contre le surpoids et l'obésité, y compris la surnutrition des enfants, et à réduire l'incidence des maladies non transmissibles (prévenir et contrôler les maladies liées à la mauvaise alimentation et ses conséquences). | 4 993 881 322 | 2 256 761 081 | 1 944 932 486 | 792 187 756 | - |
| Résultat 7.1. Un cadre régulateur et des mesures de suivi sont mis en place, pour prévenir et adresser la surnutrition. | 1 300 348 776 | 473 755 819 | 620 241 115 | 206 351 843 | - |
| Résultat Intermédiaire 7.1.1 : Les structures de contrôle de sante et de sécurité sanitaire des aliments ont des capacités renforcées et assurent leurs missions conformément à la réglementation en vigueur pour un meilleur contrôle de qualité des aliments | 547 047 074 | 168 014 290 | 323 455 433 | 55 577 350 | - |
| Activité 7.1.1.1 : Doter la police sanitaire en ressources humaines qualifiées, matérielles et financières | 18 786 365 | 5 259 976 | 11 558 343 | 1 968 046 | 13 agents assermentés en fonction et un besoin de 1 par region et un par DS soit environ 80 agents assermentés sur les 3 ans |
| Activité 7.1.1.2 : Mettre en place un observatoire national de santé publique y compris la sécurité sanitaire des aliments | 156 013 109 | - | 156 013 109 | - | |
| Activité 7.1.1.3 : Réglementer et contrôler le marketing des produits alimentaires destinés aux enfants, adolescents et adultes | 67 418 864 | 38 946 635 | 21 186 189 | 7 286 039 | |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| Activité 7.1.1.4 : Normaliser l'étiquetage des aliments riches en sel, sucre et matières grasses | 11 974 485 | 4 863 495 | 5 291 288 | 1 819 701 | |
| Activité 7.1.1.5 : Doter les postes de contrôle sanitaire aux frontières de la police sanitaire des moyens nécessaires | 292 854 251 | 118 944 183 | 129 406 504 | 44 503 563 | |
| Résultat Intermédiaire 7.1.2 : Des cadres régulateurs sont mis en place | 753 301 702 | 305 741 529 | 296 785 681 | 150 774 492 | - |
| Activité 7.1.2.1 : Elaborer des textes législatifs et réglementaires pour la taxation des boissons édulcorées | 9 041 966 | 9 041 966 | - | - | |
| Activité 7.1.2.2 : Effectuer des contrôles sur les aliments commercialisés dans les écoles et à proximité | 699 095 089 | 279 739 920 | 280 906 910 | 138 448 258 | 6 contrôles / mois /service d'hygiène soit 2808 par an pour les 39 services d'hygiène fonctionnels |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| Activité 7.1.2.3 : Effectuer des contrôles sur les aliments riches en sel, sucre et matière grasse importés et produits localement | 33 106 431 | 4 901 426 | 15 878 771 | 12 326 234 | Au moins 1 contrôle/ poste de contrôle sanitaire/an Au moins 1contrôle/ marché local/an |
| Activité 7.1.2.4 : Mettre en place une structure de veille composée des OSC | 12 058 216 | 12 058 216 | - | - | 1 mécanisme national avec démembrement régional et départemental |
| Résultat 7.2. Les interventions spécifiques et basées sur les évidences sont menées pour prévenir et prendre en charge le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles | 1 884 773 604 | 876 497 417 | 693 618 485 | 314 657 702 | - |
| Résultat Intermédiaire 7.2.1 : Des interventions spécifiques pour la prévention de la malnutrition sont réalisées | 923 230 943 | 399 974 904 | 356 854 021 | 166 402 018 | - |
| 7.2.1.1 : Coupler le dépistage de masse des MNT pour les enfants, adolescents et adultes, si possible couplées à d'autres campagnes (telles que le dépistage de la MAS ou de la CPS) | 678 563 230 | 290 455 735 | 263 715 618 | 124 391 877 | |
| Activité 7.2.1.2 : Mettre en place des campagnes de dépistage de masse des MNT, si possible couplées à d'autres campagnes (telles que le dépistage de la MAS, ou la CPS) | 97 775 689 | 43 252 713 | 37 047 882 | 17 475 095 | |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| Activité 7.2.1.3 : Promouvoir les activités physiques et sportives des enfants et des adolescents (au travers notamment des services de santé et des écoles), ainsi que des adultes (au travers notamment des médias) | 117 912 487 | 53 861 904 | 44 827 966 | 19 222 617 | 1 fois / trimestre durant 3 ans |
| Activité 7.2.1.4 : Promouvoir la production et la consommation des fruits et légumes | 28 979 537 | 12 404 552 | 11 262 556 | 5 312 429 | 1 fois / trimestre durant 3 ans |
| Résultat Intermédiaire 7.2.2 : Des Interventions pour la prise en charge du surpoids, de l'obésité et des MNT sont réalisées | 868 375 320 | 383 355 172 | 336 764 464 | 148 255 684 | - |
| Activité 7.2.2.1 : Créer des unités d'endocrino-diabétologie au niveau des hôpitaux nationaux et régionaux | 224 102 352 | 79 936 339 | 108 493 429 | 35 672 584 | 3 unités/an |
| Activité 7.2.2.2 : Renforcer les capacités des agents des unités d'endocrino-diabétologie au niveau des hôpitaux nationaux et régionaux | 39 801 363 | 16 928 867 | 15 317 779 | 7 554 717 | 75 agents formés/ an soit 25 agents/ unité |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|-------------------|-------------|------------|------------------------------|
| Activité 7.2.2.2 : Mettre en place le WHO PEN (algorithme de prise en charge des MNT) dans toutes les formations sanitaires | 363 553 931 | 180 574 272 | 122 542 026 | 60 437 633 | 2 agents de santé formés/CSI |
| Activité 7.2.2.3 : Vulgariser les guides d'alimentation pour les personnes diabétiques et hypertendues. | 240 917 674 | 105 915 694 | 90 411 230 | 44 590 750 | 75 000 guides pour les 3 ans |
| Résultat Intermédiaire 7.2.3 : La surveillance intégrée des MNT est réalisée | 93 167 341 | 93 167 341 | - | - | |
| Activité 7.2.3.1 : Intégrer dans le Système National d'Information Sanitaire (SNIS) la surveillance épidémiologique des MNT | 23 387 842 | 23 387 842 | - | - | |
| Activité 7.2.3.2 : Organiser une enquête STEP tous les 5 ans | 69 779 499 | 69 779 499 | - | - | |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|---------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| Résultat 7.3 : La population est sensibilisée sur les facteurs de risques et les déterminants majeurs des maladies non transmissibles notamment en ce qui concerne les conséquences de l'obésité, les maladies cardiovasculaires, la goutte, etc. | 1 808 758 943 | 906 507 845 | 631 072 886 | 271 178 212 | - |
| Résultat Intermédiaire 7.3.1 : Une stratégie de communication et de plaidoyer pour lutter contre le surpoids, l'obésité et les MNT est mise en place | 889 594 941 | 424 490 388 | 327 133 320 | 137 971 233 | - |
| Activité 7.3.1.1 : Conduire une analyse détaillée des problèmes dus aux maladies non transmissibles (MNT), comprenant des enquêtes KAP, en lien avec des facteurs nutritionnels, dans différentes populations du Niger | 101 927 824 | 42 449 039 | 59 478 785 | - | - |
| Activité 7.3.1.2 : Elaborer et mettre en œuvre un plan d'action sectoriel de communication et de plaidoyer pour lutter contre le surpoids et l'obésité, basé sur les conclusions de l'analyse, et harmonisé avec le plan multisectoriel de communication | 787 667 117 | 382 041 350 | 267 654 534 | 137 971 233 | - |
| Résultat Intermédiaire 7.3.2 : Des activités de communication, de sensibilisation, et de mobilisation sociale pour lutter contre le surpoids, l'obésité et les MNT sont mis en place à plusieurs niveaux | 730 777 964 | 397 762 935 | 230 950 918 | 102 064 112 | - |
| Activité 7.3.2.1 : Diffuser des messages éducatifs à travers les medias de masse | 289 113 693 | 157 486 551 | 91 448 157 | 40 178 985 | 3 diffusions par jour pendant une semaine chaque mois tous les mois et toutes les années |
| Activité 7.3.2.2 : Organiser des campagnes de dépistage de masse et de sensibilisation pendant les journées nationales ou internationales de lutte contre l'obésité, l'hypertension artérielle (HTA), le diabète et la goutte | 37 879 997 | 20 537 817 | 12 048 505 | 5 293 674 | |
| Activité 7.3.2.3 : Organiser des caravanes de sensibilisations sur les MNT. | 189 399 984 | 102 689 087 | 60 242 527 | 26 468 369 | |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| Activité 7.3.2.4 : Elaborer les modules de formation sur la prévention de l'obésité, l'HTA, le diabète et la goutte pour les curricula des enseignements à tous les niveaux pour les professionnels de la santé, les agriculteurs et les professeurs | 13 024 278 | 13 024 278 | - | - | Enseignement primaire (3 modules =CI-CP, CE1-CE2, et CM1-CM2) Enseignement secondaire (2 modules= collège et lycée) Enseignement supérieur et agriculture (2 modules= licence nutrition, master nutrition et medecine) Professionnels de la santé (2 modules = 1 module pour la formation de base des Agents de santé, 1 module pour les licence et master non nutrition) |
| Activité 7.3.2.5 : Dispenser les modules de formation sur la prévention de l'obésité, l'HTA, le diabète et la goutte pour les professionnels de la santé | 139 995 043 | 72 491 430 | 48 818 766 | 18 684 848 | |
| Activité 7.3.2.6 : Dispenser les modules de formation sur la prévention de l'obésité, l'HTA, le diabète et la goutte au niveau communautaire, notamment pour les professeurs, les agriculteurs, les relais communautaires, et des représentants des OSC | 16 727 376 | 7 249 143 | 4 252 708 | 5 225 525 | |
| Activité 7.3.2.7 : Former et sensibiliser des représentants des medias publics, privés et communautaires en CCSC/MNT | 44 637 595 | 24 284 629 | 14 140 254 | 6 212 712 | |
| Résultat Intermédiaire 7.3.3 : Une stratégie de plaidoyer est développée et mise en œuvre | 188 386 037 | 84 254 522 | 72 988 649 | 31 142 867 | - |
| Activité 7.3.3.1 : Renforcer les capacités des acteurs institutionnels en techniques plaidoyer | 31 497 655 | 10 843 906 | 16 645 534 | 4 008 216 | |
| Activité 7.1.3.2 : Mettre en place des activités de plaidoyers destinées aux décideurs et aux leaders d'opinion, pour qu'ils deviennent des "influenceurs" en faveur de la lutte contre la surnutrition. | 104 790 371 | 49 033 113 | 37 633 226 | 18 124 032 | |

| ENGAGEMENT 7 : Nutrition et Maladies Non Transmissibles | Coûts Estimatifs (Total 2017-2019) | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|---------------------------------------|------------|------------|-----------|-------|
| Activité 7.3.3.3 : Mettre en place un réseau des champions de la nutrition comme acteurs du plaidoyer. | 11 587 444 | 5 421 953 | 4 161 383 | 2 004 108 | |
| Activité 7.3.3.4 : Rédiger une note chaque année pour le plaidoyer sur l'état d'avancement et sur les actions réalisées pour lutter contre les CCSC/MNT dans le cadre de la PNSN. | 28 551 476 | 13 359 698 | 10 253 654 | 4 938 124 | |
| Activité 7.3.3.5 : Générer des évidences sur les liens entre la sous-nutrition et la surnutrition, notamment le concept de double fardeau, qui seront ensuite reprises dans des produits de plaidoyer | 11 959 091 | 5 595 852 | 4 294 852 | 2 068 386 | |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Budget prévisionnel provisoire par activité (Total 2017-2019) |
|---|--|--|---|
| Effet 8 : Le Niger s'engage à développer et mettre à l'échelle des stratégies de communication cohérentes et multisectorielles assurant un support politique, des changements sociaux et de comportements favorisant une meilleure nutrition | 1. Une stratégie de communication et de plaidoyer cohérente et multisectorielle est élaborée, validée et mise en oeuvre. 2. Des outils de vulgarisation de la PNSN sont élaborés et validés 3 : Les plateformes et événements nationaux et internationaux sont utilisés pour la diffusion de la PNSN | 1. D'ici juin 2018, une stratégie de communication pour la mise en oeuvre de la PNSN est adoptée et validée 2. Des notes de plaidoyers, de politiques, etc. sont disponibles 3. Tous les événements majeurs de nutrition au niveau international et national sont utilisés pour diffuser le PNSN | 5 096 827 500 |
| Résultat 8.1 : Un mécanisme de communication et de plaidoyer harmonisé, multisectoriel, favorable à la nutrition est conçu et opérationnalisé | - | - | 56 000 000 |
| Résultat Intermédiaire 8.1.1 : Un comité multisectoriel de communication et de plaidoyer pour la nutrition est mis en place afin d'élaborer et de mettre en oeuvre un plan multisectoriel de communication | - | - | 16 750 000 |
| Activité 8.1.1.1 : Mettre en place un comité multisectoriel en charge de la coordination, de l'harmonisation du suivi et des interventions de communication et de plaidoyer en faveur de la sécurité nutritionnelle, en soutien au comité de pilotage stratégique et au comité technique | - | - | 1 500 000 |
| Activité 8.1.1.2 : Elaborer un plan multisectoriel de communication en utilisant les évidences scientifiques et en analysant les goulots d'étranglement, harmonisé avec le plan de plaidoyer et validé par le comité de pilotage stratégique / comité technique | 1. Plan multisectoriel de communication 2. Nombre de rapports de réunions techniques 3. Atelier de validation | | 15 250 000 |
| Résultat Intermédiaire 8.1.2 : Un plan et des outils de communication et de plaidoyer permettant de sensibiliser, mobiliser et convaincre les décideurs et cadres des ministères sectoriels à s'engager davantage pour des actions concrètes en faveur de la sécurité nutritionnelle, sont développés et utilisés | - | - | 39 250 000 |
| Activité 8.1.2.1 : Elaborer un plan de plaidoyer multisectoriel en utilisant les évidences scientifiques, harmonisé avec le plan de communication et validé par le Comité Technique/Comité de pilotage stratégique | - | - | 35 625 000 |
| Activité 8.1.2.2 : Appuyer l'élaboration des plans de communication et de plaidoyer sectoriels afin de les rendre sensibles à la sécurité nutritionnelle | 1. Plan sectoriel de communication pour la nutrition 2. Plan sectoriel de plaidoyer pour la nutrition | 1 : 1 2 : 1 | - |
| Activité 8.1.1.3 : Assurer le suivi, l'évaluation le rapportage des activités de communication et de plaidoyer | - | - | 3 625 000 |
| Résultat 8.2 : Les connaissances et l'engagement du grand public en faveur de la sécurité nutritionnelle sont renforcés | - | - | 844 277 500 |
| Résultat Intermédiaire 8.2.1 : Les capacités des médias sont renforcées afin qu'ils deviennent des acteurs favorables à la sécurité nutritionnelle | - | - | 142 937 500 |
| Activité 8.2.1.1 : Réaliser et mettre à jour régulièrement une cartographie des médias (télévision, radios, presse écrite et web) à tous les niveaux. | - | 1 mapping et 2 mises à jour réalisés | 5 000 000 |
| Activité 8.2.1.2 : Produire et diffuser des outils de communication (guide, brochure, one pager) à l'ensemble des rédactions des médias identifiés | - | - | 83 437 500 |
| Activité 8.2.1.3 : Des formations sur la sécurité nutritionnelle sont dispensées à des journalistes issus de chaque média identifié | 241 (169 radio communautaires + 57 radio privées + 15 chaînes TV) répertoriées sont renforcées | - | 42 500 000 |
| Activité 8.2.1.4 : Les journalistes formés s'engagent dans le mouvement SUN | reseau des journaliste du mouvement SUN. | 80 % des réseaux d'organisations communautaires renforcés ont signé le cadre de redevabilité | 12 000 000 |
| Résultat Intermédiaire 8.2.2 : Le grand public est sensibilisé sur la nutrition, est informé sur les avancées de la PNSN, et est engagé en faveur de la sécurité nutritionnelle. | - | - | 701 340 000 |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Budget prévisionnel provisoire par activité (Total 2017-2019) |
|--|---|---|---|
| Activité 8.2.2.1 : Couvrir régulièrement les activités de la PNSN, incluant les événements organisés par le comité multisectoriel de communication (conférences de presse, tables rondes, communiqués de presse, newsletters, visites terrain, etc.) et disseminer les résultats atteints par les médias | - | - | 90 000 000 |
| Activité 8.2.2.2 : S'assurer que les médias identifiés et sensibilisés couvrent les principales journées mondiales, régionales ou nationales liées à la sécurité nutritionnelle. | Nombre de journées mondiales, régionales ou nationales et d'autres événements liées à la nutrition célébrées par an. | 10 journées mondiales, régionales ou nationales et d'autres événements liés à la nutrition sont célébrés par an | 45 000 000 |
| Activité 8.2.2.3 : Créer et mettre régulièrement à jour une plateforme d'échanges et d'informations sur les réseaux sociaux (notamment page facebook, site web et blog) sur les bonnes pratiques liées à la nutrition, ciblant tout particulièrement les adolescentes et les adolescents. | 1. nombre de plateformes créé 2. pourcentage de plateformes mises à jour tous les mois | Personne ressource disponible pour accompagner le consultant national | 30 600 000 |
| Activité 8.2.2.4 : Des SMS ou messages vocaux d'information sur les messages clés issus des bonnes pratiques liées à la sécurité nutritionnelle sont régulièrement envoyés à l'ensemble de la population, en partenariat avec les opérateurs téléphoniques présents au Niger. | - | - | 60 000 000 |
| Activité 8.2.2.5 : Produire et diffuser à la radio/TV des messages audiovisuels ayant pour thématique la sécurité nutritionnelle, couplés à une émission participative où les auditeurs (et/ou les téléspectateurs) peuvent réagir et poser des questions sur les pratiques présentées pendant les diffusions. | 1. nombre de messages audio et vidéos éducatives diffusés 2. Nombre d'émissions organisées à la radio et à la TV couplées avec la diffusion des messages | - | 258 240 000 |
| Activité 8.2.2.6 : Organiser une campagne d'affichage nationale annuelle sur les bonnes pratiques liées à la nutrition est mise en place (en 8 langues, sur 3 ans) | - | - | 217 500 000 |
| Résultat 8.3 : L'implication et l'engagement des décideurs et des leaders d'opinion en faveur de la sécurité nutritionnelle sont renforcés | - | - | 2 511 550 000 |
| Résultat Intermédiaire 8.3.1 : Les outils / produits nécessaires à la mise en place d'activités de plaidoyer ciblant les décideurs et les leaders d'opinion sont élaborés par le comité en charge de la communication et validés par le comité technique / le comité de pilotage stratégique de la PNSN | - | - | 307 550 000 |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Budget prévisionnel provisoire par activité (Total 2017-2019) |
|--|--|--|---|
| Activité 8.3.1.1 : Répertoire des réseaux nationaux existants de décideurs / leaders d'opinion susceptibles de s'engager en faveur de la sécurité nutritionnelle (parlementaires, SUN, ONU, secteur privé, organisations patronales et syndicales, chefs traditionnels, élus locaux, religieux, autorités décentralisées, universitaires, artistes, etc.) | 1. Liste indiquant le nombre de réseaux actifs soutenant la nutrition au niveau national, régional, départemental et communal; 2. Document de cadre intégré de communication et d'échanges avec les réseaux identifiés | 1. Au moins 10 réseaux répertoriés 2. Un document de cadre intégré | 13 625 000 |
| Activité 8.3.1.2 : Soutenir l'élaboration par le comité de communication, d'un plan intégré de plaidoyer sur la sécurité nutritionnelle harmonisé avec le plan de communication sous la supervision du comité de pilotage de stratégie et du comité technique | Nombre de plan intégré de plaidoyer élaboré | 1 plan intégré de plaidoyer est élaboré | 32 000 000 |
| Activité 8.3.1.3 : Diffuser les résultats d'études, enquêtes, et évaluations, produits au cours de la mise en œuvre de la PNSN, sous la forme d'outils de plaidoyer favorables à la sécurité nutritionnelle en direction des décideurs et leaders d'opinion | 1. Nombre de rapport d'études avec résultats 2. Nombre de rapports d'enquêtes et résultats 3. Nombre de documents de synthèse d'analyse des données et résultats produits par les systèmes d'information 4. Nombre de rapports de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la PNSN 5. Nombre d'outils de plaidoyer produits 6. Nombre de modules sur la sécurité nutritionnelle mis à jour et nouvellement produits 7. Nombre d'articles scientifiques et de policy briefs produits 8. Nombre d'articles grand public publiés sur la mise en œuvre de la PNSN dans les journaux locaux, régionaux et internationaux 9. Nombre de conférences, ateliers organisés pour diffuser les résultats des Activités de la PNSN 10. Nombre de conférences, fora auxquels les travaux/résultats sur la PNSN ont été présentés Nombre d'outils de plaidoyer produits et diffusés à partir de résultats d'études, enquêtes, et évaluations | 15 outils de plaidoyer produits à partir de résultats d'études, enquêtes, et évaluations ont été diffusés (A actualiser) | 8 000 000 |
| Activité : 8.3.1.4 : Elaborer des outils de plaidoyer innovants sur la base des évidences scientifiques et des orientations du comité technique et/ou du comité de pilotage stratégique de la PNSN | - | - | 169 000 000 |
| Activité 8.3.1.5 : Elaborer un cadre d'engagement et de redevabilité mutuelle en faveur de la sécurité nutritionnelle (disponible en 8 langues), qui devra être signé par les l'ensemble des acteurs ciblés et sensibilisés | - | 80 % des réseaux d'organisations communautaires renforcés ont signé le cadre de redevabilité | 84 925 000 |
| Résultat Intermédiaire 8.3.2 : Les décideurs et leaders d'opinion au niveau national (central) sont sensibilisés / informés sur la PNSN et s'engagent pour la sécurité nutritionnelle | - | - | 148 000 000 |
| Activité 8.3.2.1 : Sensibiliser les parlementaires à la PNSN (au travers de tables rondes, journées parlementaires, visites terrain, identification de "champion" de la nutrition, etc.), puis les mobiliser en faveur de la sécurité nutritionnelle (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité). | Nombre d'activités de plaidoyer | 6 activités de plaidoyer (2 par an) | 36 000 000 |
| Activité 8.3.2.2 : Sensibiliser les cadres des institutions gouvernementales centrales sur la PNSN et son plan d'action multisectoriel au travers d'activités de plaidoyer innovantes, et les informer des prérogatives qui les concernent (redevabilité, multisectorialité et approche intégrée, lien urgence et développement) pour leur mobilisation en faveur de la sécurité nutritionnelle (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité). | nombre d'activités de plaidoyer | 6 activités de plaidoyer (2 par an) | 72 000 000 |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Budget prévisionnel provisoire par activité (Total 2017-2019) |
|---|---|--|---|
| Activité 8.3.2.3 : Mener un plaidoyer auprès des parlementaires et des les institutions gouvernementales pour la mise en place d'un cadre législatif opérationnel favorable à la sécurité nutritionnelle | nombre de lois / décrets ratifiés en faveur de la sécurité nutritionnelle | 3 lois / décrets sont ratifiés en faveur de la sécurité nutritionnelle | PM budget pris en compte dans les activités précédentes |
| Activité 8.3.2.4 : Sensibiliser et former les acteurs des réseaux répertoriés au niveau central (SUN, ONU, secteur privé, organisations patronales et syndicales, universitaires, artistes, etc.) pour qu'ils s'impliquent davantage dans la mise en oeuvre des activités des plans d'action de la PNSN (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité). | Formation de formateurs et provision de documents pédagogiques pour que les réseaux soient intéressés par les questions de nutrition / le public est disponible et mobilisé | Au moins 10 réseaux répertoriés sont renforcés | 40 000 000 |
| Resultat Intermediaire 8.3.3 : Les décideurs et leaders d'opinion au niveau décentralisé sont sensibilisés / informés sur la PNSN et s'engagent pour la sécurité nutritionnelle | - | - | 1 840 000 000 |
| Activité 8.3.3.1 : Sensibiliser et former les acteurs des institutions étatiques décentralisées et déconcentrées, les institutions du secteur privé et de la société civile incluant les ONGs sur la PNSN et les prérogatives qui les concernent (redevabilité, multisectorialité et approche intégrée, lien urgence et développement) et les inviter à davantage d'engagement en faveur de la sécurité nutritionnelle | - | - | 400 000 000 |
| Activité 8.3.3.2 : Les élus locaux sont sensibilisés à la PNSN et se mobilisent en faveur de la sécurité nutritionnelle (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité, et en soutenant la mise en place d'activités de mobilisation sociale). | nombre d'événements organisés | - | 720 000 000 |
| Activité 8.3.3.3 : Les chefs traditionnels et les religieux sont sensibilisés à la PNSN et se mobilisent en faveur de la sécurité nutritionnelle (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité, et en soutenant la mise en place d'activités de mobilisation sociale). | - | - | 720 000 000 |
| Resultat Intermediaire 8.3.4 : Les décideurs publics et les autres acteurs au niveau central et décentralisés sont sensibilisés à l'importance des approches de fortification alimentaire (à l'aide d'activités et d'outils de plaidoyer) et s'engagent à soutenir les initiatives diverses pour la production et la consommation d'aliments fortifiés riches en micronutriments afin de lutter durablement contre toutes les formes de malnutrition | - | - | 216 000 000 |
| Activité 8.3.4.1 : Sensibiliser les décideurs sur les carences en micronutriments et la fortification alimentaires basée sur des approches multiples comme un moyen efficace et durable de lutte et de prévention contre ces carences | - | - | 156 000 000 |
| Activité 8.3.4.2 : Mettre en place d'un label de qualité sur la fortification alimentaire, dans le cadre d'un partenariat entre les institutions étatiques et le secteur privé. | - | - | 60 000 000 |
| Resultat 8.4 : Les connaissances et l'engagement des communautés sont renforcés en faveur de la sécurité nutritionnelle | - | - | 1 685 000 000 |
| Resultat Intermediaire 8.4.1 : Les capacités des acteurs et des réseaux communautaires sont renforcées afin qu'ils deviennent des acteurs favorables à la sécurité nutritionnelle | - | - | 665 000 000 |
| Activité 8.4.1.1 : Réaliser et mettre à jour régulièrement un mapping des acteurs et réseaux existants susceptibles de soutenir la mobilisation sociale en faveur de la sécurité nutritionnelle (OSC, groupements féminins, autres organisations à base communautaire, ONG, leaders communautaires, etc.). | - | Au moins 510 groupements communautaires répertoriés | 4 000 000 |
| Activité 8.4.1.2 : Produire et distribuer Des outils de sensibilisation (guide, brochure, pagivoltes, etc.) à l'ensemble des acteurs et des réseaux existants répertoriés, susceptibles de soutenir la mobilisation sociale en faveur de la sécurité nutritionnelle. | - | - | 180 000 000 |
| Activité 8.4.1.3 : Former dans le domaine de la sécurité nutritionnelle des représentants des réseaux existants répertoriés susceptibles de soutenir la mobilisation sociale en faveur de la nutrition | - | 80 % des réseaux d'organisations communautaires renforcés ont signé le cadre de redevabilité | 425 000 000 |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Indicateurs d'activités | Cibles | Budget prévisionnel provisoire par activité (Total 2017-2019) |
|---|---|--|---|
| Activité 8.4.1.4 : Renforcer les capacités des agents des media de proximité/communautaires dans le domaine de la sécurité nutritionnelle | Les réseaux sont intéressés par les questions de nutrition / le public est disponible et mobilisé | 241 (169 radio communautaires + 57 radio privées + 15 chaînes TV) répertoriées sont renforcées | 56 000 000 |
| Activité 8.4.1.5 : Renforcer les capacités des relais communautaires en communication pour le changement de comportement sur la sécurité nutritionnelle | Nombre de relais communautaires formés (voir Engagement 2; Activité 2.2.1.1) | 5975 relais communautaires dont les capacités sont renforcées en communication pour le changement de comportement sur la sécurité nutritionnelle | PM |
| Résultat Intermédiaire 8.4.2 : Les communautés sont sensibilisées et s'engagent en faveur de la sécurité nutritionnelle. | - | - | 1 020 000 000 |
| Activité 8.4.2.1 : Organiser des évènements de mobilisation sociale pour renforcer l'engagement communautaire, notamment des maris et des adolescents, sur la sécurité nutritionnelle au travers des réseaux renforcés. | - | - | 510 000 000 |
| Activité 8.4.2.2 : Organiser des activités d'information et de sensibilisation communautaires à travers des outils d'information, d'éducation et de communication innovants (film, émission radio, bibliothèque et cinémathèque mobiles), ciblant notamment les maris et les adolescents, au travers des réseaux renforcés. | - | - | 510 000 000 |
| Activité 8.4.2.3 : Faciliter la couverture d'évènements de mobilisation sociale pour renforcer l'engagement communautaire sur la sécurité nutritionnelle, notamment des maris et des adolescents, au travers des medias de proximité. | PM | PM | PM |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|--|
| Effet 8 : Le Niger s'engage à développer et mettre à l'échelle des stratégies de communication cohérentes et multisectorielles assurant un support politique, des changements sociaux et de comportements favorisant une meilleure nutrition | 1 155 347 500 | 2 013 332 500 | 1 928 147 500 | - |
| Résultat 8.1 : Un mécanisme de communication et de plaidoyer harmonisé, multisectoriel, favorable à la nutrition est conçu et opérationnalisé | 46 275 000 | 7 675 000 | 2 050 000 | - |
| Resultat Intermediaire 8.1.1 : Un comité multisectoriel de communication et de plaidoyer pour la nutrition est mis en place afin d'élaborer et de mettre en œuvre un plan multisectoriel de communication | 15 550 000 | 600 000 | 600 000 | - |
| Activité 8.1.1.1 : Mettre en place un comité multisectoriel en charge de la coordination, de l'harmonisation du suivi et des interventions de communication et de plaidoyer en faveur de la sécurité nutritionnelle, en soutien au comité de pilotage stratégique et au comité technique | 300 000 | 600 000 | 600 000 | - |
| Activité 8.1.1.2 : Elaborer un plan multisectoriel de communication en utilisant les évidences scientifiques et en analysant les goulots d'étranglement, harmonisé avec le plan de plaidoyer et validé par le comité de pilotage stratégique / comité technique | 15 250 000 | - | - | Assistance technique + reunions techniques + atelier de validation |
| Resultat Intermediaire 8.1.2 : Un plan et des outils de communication et de plaidoyer permettant de sensibiliser, mobiliser et convaincre les décideurs et cadres des ministères sectoriels à s'engager davantage pour des actions concrètes en faveur de la sécurité nutritionnelle, sont développés et utilisés | 30 725 000 | 7 075 000 | 1 450 000 | - |
| Activité 8.1.2.1 : Elaborer un plan de plaidoyer multisectoriel en utilisant les évidences scientifiques, harmonisé avec le plan de communication et validé par le Comité Technique/Comité de pilotage stratégique | 30 000 000 | 5 625 000 | - | - |
| Activité 8.1.2.2 : Appuyer l'élaboration des plans de communication et de plaidoyer sectoriels afin de les rendre sensibles à la sécurité nutritionnelle | - | - | - | Assistance technique / stratégique apportée au secteur pour élaborer le plan sectoriel de communication et de plaidoyer. Activité budgétisée dans le plan d'action du secteur |
| Activité 8.1.1.3 : Assurer le suivi, l'évaluation le rapportage des activités de communication et de plaidoyer | 725 000 | 1 450 000 | 1 450 000 | - |
| Résultat 8.2 : Les connaissances et l'engagement du grand public en faveur de la sécurité nutritionnelle sont renforcés | 281 572 500 | 304 632 500 | 258 072 500 | - |
| Resultat Intermediaire 8.2.1 : Les capacités des médias sont renforcées afin qu'ils deviennent des acteurs favorables à la sécurité nutritionnelle | 57 312 500 | 42 812 500 | 42 812 500 | - |
| Activité 8.2.1.1 : Réaliser et mettre à jour régulièrement une cartographie des médias (télévision, radios, presse écrite et web) à tous les niveaux. | 3 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | - |
| Activité 8.2.1.2 : Produire et diffuser des outils de communication (guide, brochure, one pager) à l'ensemble des rédactions des médias identifiés | 27 812 500 | 27 812 500 | 27 812 500 | - |
| Activité 8.2.1.3 : Des formations sur la sécurité nutritionnelle sont dispensées à des journalistes issus de chaque média identifié | 22 500 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | - |
| Activité 8.2.1.4 : Les journalistes formés s'engagent dans le mouvement SUN | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | Le comité multisectoriel en charge de la communication interragit régulièrement avec ce réseau, et lui fournit des informations sur les dernières évidences globales, régionales et nationales sur la sécurité nutritionnelle, ainsi que sur les avancées de la PNSN |
| Resultat Intermediaire 8.2.2 : Le grand public est sensibilisé sur la nutrition, est informé sur les avancées de la PNSN, et est engagé en faveur de la sécurité nutritionnelle. | 224 260 000 | 261 820 000 | 215 260 000 | - |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| Activité 8.2.2.1 : Couvrir régulièrement les activités de la PNSN, incluant les évènements organisés par le comité multisectoriel de communication (conférences de presse, tables rondes, communiqués de presse, newsletters, visites terrain, etc.) et disseminer les résultats atteints par les médias | 30 000 000 | 30 000 000 | 30 000 000 | - |
| Activité 8.2.2.2 : S'assurer que les médias identifiés et sensibilisés couvrent les principales journées mondiales, régionales ou nationales liées à la sécurité nutritionnelle. | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | 12 journées mondiales, régionales ou nationales et d'autres événements liés à la nutrition sont célébrés par an, parmi les événements suivants: 8 janvier journée nationale de dépistage de l'obésité infantile; 8 mars: journée mondiale de la femme; 15 mars journée internationale des droits des consommateurs; 25 avril journée africaine du paludisme; 13 mai journée nationale de la femme nigérienne; 16 juin journée mondiale de l'enfant africain; semaine africaine de la vaccination; 11 juillet journée mondiale de la population; 16 octobre journée mondiale de l'alimentation; 15 octobre journée mondiale du lavage des mains; 22 mars journée mondiale de l'eau; 1 er octobre semaine mondiale de l'allaitement maternelle; 1er octobre journée mondiale des personnes âgées; 19 novembre journée mondiale des toilettes; 20 novembre journée internationale des droits de l'enfants; 18 décembre: fête de la République; fête des mères; fête des pères, journée mondiale des parents; la Cure Salée; le Hottungo; Le championnat national de la lutte traditionnelle; le Salon de l'Artisanat Féminin (SAFEM), salon de l'agriculture, de l'environnement, de l'hydrolique et de l'élevage (SAHEL). 30 Octobre: journée africaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; |
| Activité 8.2.2.3 : Créer et mettre régulièrement à jour une plateforme d'échanges et d'informations sur les réseaux sociaux (notamment page facebook, site web et blog) sur les bonnes pratiques liées à la nutrition, ciblant tout particulièrement les adolescentes et les adolescents. | 16 200 000 | 7 200 000 | 7 200 000 | Toutes les plateformes et autres supports d'informations seront mise en relation avec la plateforme nationale d'information pour la nutrition (PNIN). Voir engagement 1 |
| Activité 8.2.2.4 : Des SMS ou messages vocaux d'information sur les messages clés issus des bonnes pratiques liées à la sécurité nutritionnelle sont régulièrement envoyés à l'ensemble de la population, en partenariat avec les opérateurs téléphoniques présents au Niger. | 20 000 000 | 20 000 000 | 20 000 000 | A négocier avec les opérateurs. Pas d'information à ce stade (valider info SMS avec le PAM) |
| Activité 8.2.2.5 : Produire et diffuser à la radio/TV des messages audiovisuels ayant pour thématique la sécurité nutritionnelle, couplés à une émission participative où les auditeurs (et/ou les téléspectateurs) peuvent réagir et poser des questions sur les pratiques présentées pendant les diffusions. | 70 560 000 | 117 120 000 | 70 560 000 | Produire des messages audios et des vidéos éducatives sur les bonnes pratiques d'alimentation, d'hygiène, de soins, de santé et autres pratiques familiales essentielles en faveur de la sécurité nutritionnelle incluant des démonstrations culinaires |
| Activité 8.2.2.6 : Organiser une campagne d'affichage nationale annuelle sur les bonnes pratiques liées à la nutrition est mise en place (en 8 langues, sur 3 ans) | 72 500 000 | 72 500 000 | 72 500 000 | Campagne d'affichage dans des points stratégiques du pays. |
| Résultat 8.3 : L'implication et l'engagement des décideurs et des leaders d'opinion en faveur de la sécurité nutritionnelle sont renforcés | 765 500 000 | 893 025 000 | 853 025 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 8.3.1 : Les outils / produits nécessaires à la mise en place d'activités de plaidoyer ciblant les décideurs et les leaders d'opinion sont élaborés par le comité en charge de la communication et validés par le comité technique / le comité de pilotage stratégique de la PNSN | 135 500 000 | 101 025 000 | 71 025 000 | - |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| Activité 8.3.1.1 : Répertoire des réseaux nationaux existants de décideurs / leaders d'opinion susceptibles de s'engager en faveur de la sécurité nutritionnelle (parlementaires, SUN, ONU, secteur privé, organisations patronales et syndicales, chefs traditionnels, élus locaux, religieux, autorités décentralisées, universitaires, artistes, etc.) | 13 625 000 | - | - | Une personne ressource identifie et répertorie les réseaux existants susceptibles de soutenir la mobilisation sociale, avec le soutien des points focaux régionaux du HC3N. Carburant, téléphone et internet pour la personne ressource et les points focaux du HC3N. |
| Activité 8.3.1.2 : Soutenir l'élaboration par le comité de communication, d'un plan intégré de plaidoyer sur la sécurité nutritionnelle harmonisé avec le plan de communication sous la supervision du comité de pilotage de stratégie et du comité technique | 32 000 000 | - | - | Comité multisectoriel en charge de la coordination, de l'harmonisation du suivi et des interventions de communication et de plaidoyer en faveur de la sécurité nutritionnelle. |
| Activité 8.3.1.3 : Diffuser les résultats d'études, enquêtes, et évaluations, produits au cours de la mise en œuvre de la PNSN, sous la forme d'outils de plaidoyer favorables à la sécurité nutritionnelle en direction des décideurs et leaders d'opinion | - | 4 000 000 | 4 000 000 | - |
| Activité : 8.3.1.4 : Elaborer des outils de plaidoyer innovants sur la base des évidences scientifiques et des orientations du comité technique et/ou du comité de pilotage stratégique de la PNSN | 41 400 000 | 63 800 000 | 63 800 000 | Dépend du plan de plaidoyer qui doit être élaboré. Prévoir une somme minimum pour cette activité (la même que pour les activités du plan de communication?). |
| Activité 8.3.1.5 : Elaborer un cadre d'engagement et de redevabilité mutuelle en faveur de la sécurité nutritionnelle (disponible en 8 langues), qui devra être signé par les l'ensemble des acteurs ciblés et sensibilisés | 48 475 000 | 33 225 000 | 3 225 000 | - |
| Résultat Intermédiaire 8.3.2 : Les décideurs et leaders d'opinion au niveau national (central) sont sensibilisés / informés sur la PNSN et s'engagent pour la sécurité nutritionnelle | 46 000 000 | 56 000 000 | 46 000 000 | - |
| Activité 8.3.2.1 : Sensibiliser les parlementaires à la PNSN (au travers de tables rondes, journées parlementaires, visites terrain, identification de "champion" de la nutrition, etc.), puis les mobiliser en faveur de la sécurité nutritionnelle (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité). | 12 000 000 | 12 000 000 | 12 000 000 | Activités de sensibilisation, plaidoyer et mobilisation des parlementaires en faveur de la nutrition |
| Activité 8.3.2.2 : Sensibiliser les cadres des institutions gouvernementales centrales sur la PNSN et son plan d'action multisectoriel au travers d'activités de plaidoyer innovantes, et les informer des prérogatives qui les concernent (redevabilité, multisectorialité et approche intégrée, lien urgence et développement) pour leur mobilisation en faveur de la sécurité nutritionnelle (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité). | 24 000 000 | 24 000 000 | 24 000 000 | Serie de rencontres de sensibilisation, d'information et de plaidoyer pour les cadres des institutions gouvernementales de chaque secteur clé ou contributif, en faveur des actions liées à la PNSN |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| Activité 8.3.2.3 : Mener un plaidoyer auprès des parlementaires et des institutions gouvernementales pour la mise en place d'un cadre législatif opérationnel favorable à la sécurité nutritionnelle | - | - | - | Cadre législatif favorable des approches variées pour la fortification alimentaire incluant l'utilisation systématique du sel iodé et la promotion/valorisation des cultures locales ou régionales naturellement riches en micronutriments plaidoyer pour des lois encadrant des ratifications du code de commercialisation des substituts au lait maternel, Maternity Act. |
| Activité 8.3.2.4 : Sensibiliser et former les acteurs des réseaux répertoriés au niveau central (SUN, ONU, secteur privé, organisations patronales et syndicales, universitaires, artistes, etc.) pour qu'ils s'impliquent davantage dans la mise en œuvre des activités des plans d'action de la PNSN (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité). | 10 000 000 | 20 000 000 | 10 000 000 | - |
| Resultat Intermediaire 8.3.3 : Les décideurs et leaders d'opinion au niveau décentralisé sont sensibilisés / informés sur la PNSN et s'engagent pour la sécurité nutritionnelle | 512 000 000 | 664 000 000 | 664 000 000 | - |
| Activité 8.3.3.1 : Sensibiliser et former les acteurs des institutions étatiques décentralisées et déconcentrées, les institutions du secteur privé et de la société civile incluant les ONGs sur la PNSN et les prérogatives qui les concernent (redevabilité, multisectorialité et approche intégrée, lien urgence et développement) et les inviter à davantage d'engagement en faveur de la sécurité nutritionnelle | 32 000 000 | 184 000 000 | 184 000 000 | A l'aide des outils de plaidoyer, mobiliser les acteurs régionaux, départementaux et communaux, en faveur de la sécurité nutritionnelle (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité, et en soutenant la mise en place d'activités de mobilisation sociale). |
| Activité 8.3.3.2 : Les élus locaux sont sensibilisés à la PNSN et se mobilisent en faveur de la sécurité nutritionnelle (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité, et en soutenant la mise en place d'activités de mobilisation sociale). | 240 000 000 | 240 000 000 | 240 000 000 | - |
| Activité 8.3.3.3 : Les chefs traditionnels et les religieux sont sensibilisés à la PNSN et se mobilisent en faveur de la sécurité nutritionnelle (notamment en signant le cadre d'engagement / redevabilité, et en soutenant la mise en place d'activités de mobilisation sociale). | 240 000 000 | 240 000 000 | 240 000 000 | - |
| Resultat Intermediaire 8.3.4 : Les décideurs publics et les autres acteurs au niveau central et décentralisés sont sensibilisés à l'importance des approches de fortification alimentaire (à l'aide d'activités et d'outils de plaidoyer) et s'engagent à soutenir les initiatives diverses pour la production et la consommation d'aliments fortifiés riches en micronutriments afin de lutter durablement contre toutes les formes de malnutrition | 72 000 000 | 72 000 000 | 72 000 000 | - |
| Activité 8.3.4.1 : Sensibiliser les décideurs sur les carences en micronutriments et la fortification alimentaire basée sur des approches multiples comme un moyen efficace et durable de lutte et de prévention contre ces carences | 52 000 000 | 52 000 000 | 52 000 000 | - |
| Activité 8.3.4.2 : Mettre en place d'un label de qualité sur la fortification alimentaire, dans le cadre d'un partenariat entre les institutions étatiques et le secteur privé. | 20 000 000 | 20 000 000 | 20 000 000 | - |
| Résultat 8.4 : Les connaissances et l'engagement des communautés sont renforcés en faveur de la sécurité nutritionnelle | 62 000 000 | 808 000 000 | 815 000 000 | - |
| Resultat Intermediaire 8.4.1 : Les capacités des acteurs et des réseaux communautaires sont renforcées afin qu'ils deviennent des acteurs favorables à la sécurité nutritionnelle | 62 000 000 | 298 000 000 | 305 000 000 | - |
| Activité 8.4.1.1 : Réaliser et mettre à jour régulièrement un mapping des acteurs et réseaux existants susceptibles de soutenir la mobilisation sociale en faveur de la sécurité nutritionnelle (OSC, groupements féminins, autres organisations à base communautaire, ONG, leaders communautaires, etc.). | 2 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | - |
| Activité 8.4.1.2 : Produire et distribuer Des outils de sensibilisation (guide, brochure, pagivoltes, etc.) à l'ensemble des acteurs et des réseaux existants répertoriés, susceptibles de soutenir la mobilisation sociale en faveur de la sécurité nutritionnelle. | 60 000 000 | 60 000 000 | 60 000 000 | - |
| Activité 8.4.1.3 : Former dans le domaine de la sécurité nutritionnelle des représentants des réseaux existants répertoriés susceptibles de soutenir la mobilisation sociale en faveur de la nutrition | - | 209 000 000 | 216 000 000 | - |

| ENGAGEMENT 8 : COMMUNICATION | Coût 2017 | Coût 2018 | Coût 2019 | Notes |
|---|------------------|--------------------|--------------------|---|
| Activité 8.4.1.4 : Renforcer les capacités des agents des media de proximité/communautaires dans le domaine de la sécurité nutritionnelle | - | 28 000 000 | 28 000 000 | - |
| Activité 8.4.1.5 : Renforcer les capacités des relais communautaires en communication pour le changement de comportement sur la sécurité nutritionnelle | - | - | - | Repertorier les relais communautaires, documents pédagogiques, frais liés aux sessions de formation / frais de déplacement. Les communes identifient les relais |
| Résultat Intermédiaire 8.4.2 : Les communautés sont sensibilisées et s'engagent en faveur de la sécurité nutritionnelle. | - | 510 000 000 | 510 000 000 | |
| Activité 8.4.2.1 : Organiser des évènements de mobilisation sociale pour renforcer l'engagement communautaire, notamment des maris et des adolescents, sur la sécurité nutritionnelle au travers des réseaux renforcés. | - | 255 000 000 | 255 000 000 | Coupler l'activité avec le 8.2.2.2 |
| Activité 8.4.2.2 : Organiser des activités d'information et de sensibilisation communautaires à travers des outils d'information, d'éducation et de communication innovants (film, émission radio, bibliothèque et cinémathèque mobiles), ciblant notamment les maris et les adolescents, au travers des réseaux renforcés. | - | 255 000 000 | 255 000 000 | - |
| Activité 8.4.2.3 : Faciliter la couverture d'évènements de mobilisation sociale pour renforcer l'engagement communautaire sur la sécurité nutritionnelle, notamment des maris et des adolescents, au travers des medias de proximité. | - | - | - | couvert par l'activité 8.2.2.2. |